Daniel Guérin

Le mouvement ouvrier aux États-Unis

1867-1967

L'histoire tumultueuse & magnifique du « labor » dont le réveil, pour reprendre les termes d'Engels, pourrait bien « plonger le monde dans l'étonnement »

Des « Chevaliers du Travail » aux Industrial Workers of the World — L'A.F.L. et le C.I.O. La guerre & l'après-guerre La réunification Les secteurs combatifs Un renouveau de militantisme?

F.M / Petite collection maspero

DANS LA
ETITE COLLECTION MASPERO

mo Kenyatta
pied du mont Kenya
4. Mao Tsé-toung
rits choisis en trois volumes
arles Bettelheim
nification
croissance accélérée
ul Nizan
len Arabie
réface de J.-P. Sartre)
9. Prosper-Olivier Lissagaray
stoire de la Commune de 1871
ul Nizan
chiens de garde
nile Copfermann
oblèmes de la jeunesse
Romancero de la résistance
pagnole
néral V.N. Giap
erre du peuple
née du peuple
olfgang Abendroth
stoire du mouvement
vrier en Europe
rre Jalée
pillage du tiers monde
org Lukacs
lzac et le réalisme français
Chi Minh
uvres choisies
e Guevara
socialisme et l'homme
ntz Fanon
damnés de la terre
lcolm X
pouvoir noir
arles Bettelheim
construction
socialisme en Chine
niel Guérin
mouvement ouvrier

petite collection maspero 23

CHRISTIAN BEISTER

DU MÊME AUTEUR

Chez François Maspero :

Sur le Fascisme (réédition) : *I. La Peste Brune ;* II. *Fascisme et grand capital* (1965).

Chez d'autres éditeurs

Gallimard :

La Lutte de classes sous la Première République (1793-1797), 2 vol. (1946).
L'Anarchisme (1965).

Julliard :

Où va le peuple américain ?, 2 vol. (1950-1951).
Front Populaire révolution manquée (1963).
Un jeune homme excentrique, essai d'autobiographie (1965).

Editions de Minuit :

Au Service des Colonisés (1954).
Décolonisation du Noir américain (1963).

Présence Africaine :

Les Antilles décolonisées, préface d'Aimé Césaire (1956).
L'Algérie qui se cherche (1964).

Diffedit :

Ni Dieu ni Maître, histoire et anthologie de l'anarchie (1965).

Rivière (Recueil Sirey) :

Jeunesse du socialisme libertaire (1959).

Editions de la Plume d'Or :

Vautrin, adaptation théâtrale d'après H. de Balzac (1962).

Editions Mondiales :

Le Grain sous la Neige, adaptation théâtrale d'après Ignazio Silone (1961).

Editions du Rocher :

Eux et lui, illustré par André Masson (1962).

E. D. I. :

Kinsey et la Sexualité (réimpression, 1967).
L'Algérie Caporalisée ? (1965).

Daniel Guérin

Le mouvement ouvrier aux États-Unis
1867-1967

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé
PARIS-5e
1970

©. 1968 François Maspero éditeur. Tous droits réservés.

Avant-propos

Le mouvement ouvrier américain est assez mal connu en France, et il y est passablement décrié.

C'est, bien entendu, pour une certaine part, de sa faute. Depuis nombre d'années, il dégénère relativement. Sa combativité s'étiole et ne se manifeste que par d'intermittentes flambées de colère. L'appareil bureaucratique qui le régente est antipathique. Les ravages faits par la corruption dans les rangs de certains de ses syndicats (dans certains seulement), que l'observateur lointain a tendance à généraliser et à grossir, donnent la nausée. L'attitude du Labor *vis-à-vis du problème racial, rachetée par celle de quelques grandes organisations syndicales progressives, déçoit et, même, écœure. Enfin et surtout, le mouvement ouvrier s'est laissé intégrer dans le formidable appareil du plus puissant empire du monde, il s'en fait l'auxiliaire et, notamment, il s'est, dans sa majorité, montré incapable de réagir contre le génocide vietnamien.*

Toutes ces raisons, si valables soient-elles, risquent pourtant de nous offrir du Labor *une image défigurée. L'histoire de sa naissance et de sa croissance est, on l'ignore trop chez nous, une des plus dynamiques, une des plus passionnantes qui soient. La formation, relativement récente, d'un syndicalisme d'*industrie *aux Etats-Unis peut être qualifiée, sans exagération, d'épique. Les travailleurs des branches industrielles de base (automobile, acier, caoutchouc, etc.) qui étaient, pour la plupart, des immigrants de fraîche date contrastant avec l'ancienneté américaine des ouvriers hautement qualifiés des syndicats de métier, n'avaient jamais été organisés, pour des raisons qui seront analysées au cours de ce petit livre. Ils le sont aujourd'hui. La classe ouvrière américaine constitue, malgré toutes les tares de sa direction, malgré ses préjugés, malgré sa myopie politique, un pouvoir formidable. Pouvoir qui, lorsqu'il consent à se manifester dans des conflits sociaux, prend tout de suite des dimensions gigantesques. En outre, l'actuel temps d'arrêt du recrute-*

ment syndical et le piétinement au sommet n'empêchent que les forces du Labor *demeurent intactes : il n'a jamais subi de défaite majeure.*

Il y a aujourd'hui, en quelques sorte, aux Etats-Unis, un phénomène de « double pouvoir » : celui du Big Business, *celui du* Labor. *Tous deux sont trop puissants et l'un des deux est de trop. On le verra, par exemple, à propos des mines de charbon, où s'affrontèrent, à égalité les propriétaires de mines et John Lewis. Le drame est que le sentiment de puissance que leur confèrent les effectifs et l'organisation remarquable de leurs armées inspire aux bonzes du syndicalisme américain la crainte d'avoir à s'en servir. Si la bride était lâchée aux millions de combattants, ils seraient capables, comme l'a dit Walter Reuther, de déplacer des montagnes. Au « sommet », le syndicalisme américain ressemble à l'athlète trop musclé, dont un seul coup de poing risquerait d'être mortel et qui, de ce fait, s'oblige à ne pas perdre le contrôle de lui-même.*

Mais la « base » n'a pas toujours la même retenue et il arrive, çà et là, que le Labor *ne soit guère paralysé par la discipline syndicale. Déjà aujourd'hui il rue dans les brancards. En des circonstances imprévisibles, ne sera-t-il pas amené à défier l'autre pouvoir ? Le* Big Business *expansionniste et belliciste qui fait trembler le monde ne trouvera-t-il pas sa négation sur le sol de l'Amérique et l'immense cohorte de « cols bleus », comme on dit là-bas des travailleurs manuels, ne sera-t-elle pas, finalement, son fossoyeur ?*

Un homme s'était, il y a quatre-vingts ans, penché sur le berceau du Labor ; *et il en avait pressenti le potentiel révolutionnaire : Friedrich Engels. En 1886-1887, il entretenait avec F. A. Sorge, socialiste allemand émigré aux Etats-Unis, une correspondance dans laquelle il suivait de près l'évolution du mouvement ouvrier américain. Par ailleurs, il écrivit, au même moment, une préface à une édition américaine de son ouvrage classique :* La situation des classes laborieuses en Angleterre *et ce texte était consacré uniquement au mouvement ouvrier américain.*

Engels, dans ses écrits de cette époque, aperçut, tout de suite, l'immense portée de la grande vague de grèves qui avait atteint son apogée en 1886 et marqué l'apparition des masses ouvrières américaines sur la scène de l'histoire : enfin « le charme était rompu », les « plumes »

venaient de « pousser » aux travailleurs américains : « La façon dont les prolétaires ont fait leur apparition sur la scène est absolument extraordinaire. Il y a six mois personne ne soupçonnait rien, et maintenant ils paraissent subitement en masses organisées, au point de jeter la terreur dans la classe capitaliste ». « Les mouvements spontanés, instinctifs de ces vastes masses de travailleurs, leur propagation à travers un immense territoire, l'éclatement simultané de leur commun mécontentement leur ont fait prendre conscience du fait qu'ils forment une classe nouvelle et distincte de la société américaine, une classe de salariés, de prolétaires, devenus en fait plus ou moins héréditaires. »

Engels se félicitait de ce que le mouvement ait commencé en Amérique « avec une force si gigantesque et imposante ». Il saluait dans les Knights of Labor *(les Chevaliers du Travail) « la première organisation nationale créée par la classe ouvrière américaine », « immense masse d'énergie potentielle évoluant lentement et sûrement en une force réelle et vivante ». Peu importaient leurs faiblesses, leurs inconséquences : « L'observateur lointain ne peut s'empêcher de voir en eux la matière première, à partir de laquelle l'avenir du mouvement ouvrier américain et, en même temps, celui de la société américaine seront façonnés. » Prédiction remarquable si l'on a en vue la manière dont, un demi-siècle plus tard, devait être formé le* C. I. O.

Engels saisissait très bien le caractère essentiellement pragmatique du mouvement ouvrier américain, si déconcertant pour un Européen : « Il est beaucoup plus important que le mouvement s'étende, qu'il progresse régulièrement, qu'il prenne racine et qu'il embrasse autant que possible le mouvement ouvrier américain tout entier que de le voir partir et progresser dès le début sur un tracé d'une correction théorique parfaite. » « Il me faudrait mal connaître mes Américains s'ils ne nous étonnaient pas tous par la grandeur de leur mouvement (...). Pratiquement en avance sur tout le monde et théoriquement encore dans les langes (...). Un peuple plein d'énergie comme aucun autre. »

Engels pensait que l'évolution foudroyante de l'industrie aux Etats-Unis serait susceptible de compenser, dans une certaine mesure, l'insuffisance théorique, le retard de la conscience de classe des travailleurs américains : « C'est

la révolution opérée dans toutes les conditions traditionnelles par l'industrie en voie de développement qui, dans les têtes aussi, opère la révolution. La centralisation capitaliste marche chez vous [aux U.S.A.] avec des bottes de sept lieues (...). Quant à ce qui manque encore, les bourgeois le feront : nulle part dans le monde entier ils n'opèrent d'une façon aussi impudente et tyrannique que là-bas (...). Là où les bourgeois mènent la lutte par de pareils moyens, elle arrive rapidement à son dénouement (...). Je crois dur comme fer que désormais le mouvement ira de l'avant et peut-être plus vite que chez nous (...). Quand le moment sera arrivé, les choses iront là-bas d'un train colossalement rapide et énergique (...). Que les Américains s'y mettent un jour, mais avec une énergie et une virulence à eux, en comparaison, nous serons en Europe des enfants. »

Le propos de ce petit livre est de montrer que le Labor, *au cours de son histoire magnifique et tumultueuse, n'a pas démenti, autant qu'on pourrait le croire aujourd'hui, les prédictions de Friedrich Engels. Sa paralysie actuelle n'est peut-être que temporaire. Son réveil, s'il se produit, pourrait bien, pour reprendre encore une expression d'Engels, « plonger le monde entier dans l'étonnement ».*

Nous n'avons pas voulu jouer les vains prophètes et nous nous sommes gardés, en conséquence, de prédire quelle forme pourrait prendre ce réveil — forme économique : *syndicalisme révolutionnaire, occupation des usines, grève générale, — forme* politique : *rupture avec le parti démocrate, formation d'un parti du Travail. Nous n'avons pas non plus voulu disserter sur les avantages et les inconvénients de tel ou tel de ces moyens. Notre propos n'est pas de théoriser, ni d'essayer de deviner ce qui sera, mais plus modestement, de décrire ce qui est.*

Certes, dans la conjoncture présente, l'univers, accablé par l'écrasante supériorité technique et nucléaire, par l'orgueil démesuré, par l'audace sans limite, par la cruauté de l'empire américain, expression des monopoles supercapitalistes, aurait besoin, pour s'en délivrer, à la fois des luttes, au pourtour du bastion, des peuples révolutionnaires comptant que sur eux-mêmes, et à l'intérieur, du gigantesque coup de balai du Labor. *Si le mouvement syn-*

dical américain peut nous apparaître aujourd'hui, à première vue, comme le complice du pire ennemi de l'humanité, qui sait s'il ne sera pas, quelque jour, son adversaire ? Si le leader noir Stokely Carmichael a pu, à juste titre, lui reprocher de se borner à ramasser les miettes du festin capitaliste au lieu de lutter pour la redistribution de la richesse américaine, qui sait si l'aile avancée du Labor *ne rejoindra pas le* Pouvoir Noir *dans une contestation commune du capitalisme américain ?*

Lors d'une rencontre d'intellectuels socialistes, à New York en septembre 1966, le professeur Herbert Marcuse prétendit, à l'encontre de l'enseignement traditionnel du marxisme, que la classe ouvrière, dans les conditions du capitalisme avancé, serait devenue antirévolutionnaire, hostile au socialisme et qu'elle ne pourrait plus être considérée comme la force motrice du progrès.

A ces détracteurs du Labor, *le regretté Isaac Deutscher reprocha de ne pas témoigner d'intérêt pour la classe ouvrière américaine. Il se déclare convaincu que le prolétariat demeure, aux Etats-Unis, l'instrument décisif du socialisme. Il ne lui paraissait pas acquis que les ouvriers fussent tellement corrompus par les avantages factices que leur accorde un capitalisme prospérant du fait de la guerre. Il estimait que, si les plus âgés des travailleurs américains peuvent, certes, avoir été plus ou moins gagnés par cette corruption, il n'en est pas de même pour les jeunes générations ouvrières — de plus en plus nombreuses. Il se disait convaincu que, sous leur apparente apathie politique, elles sont, au fond, mécontentes de l'ordre existant. Il exhortait les intellectuels américains à trouver le chemin qui mène à elles, afin de contribuer à secouer le géant endormi du* Labor, *sans lequel, assurément, les bastions du capitalisme ne sauraient être pris d'assaut.*

1. Des Chevaliers du Travail aux I.W.W.

Une première centrale syndicale (1866-1873)

Il y eut dans l'histoire du mouvement ouvrier américain deux périodes nettement distinctes : la première va de la fondation des Etats-Unis à la révolution industrielle, consécutive à la victoire du Nord dans la guerre de Sécession, la seconde, que nous racontons seule ici, s'ouvre avec l'avènement de la féodalité industrielle et l'afflux des immigrants. Avec la seconde période commence véritablement la révolte ouvrière contre les monopoles.

A titre de préambule, il convient de mentionner, pour mémoire, une tentative pour fonder aux Etats-Unis un mouvement syndical à l'échelle nationale. Ce fut la *National Labor Union,* constituée en 1866 et qui, l'année suivante, se donna des statuts et s'affilia à la Première Internationale. Mais la pauvreté de la jeune organisation ne lui permit pas d'envoyer de délégué au congrès de Lausanne de l'*A.I.T.* Son animateur était William H. Sylvis (1828-1869), le premier grand leader syndical américain. Sylvis était issu d'un syndicat de mouleurs de fonte de Philadelphie et il avait pris l'initiative d'organiser une fédération des travailleurs de cette profession. Comme il n'existait pas encore de confédération pour rassembler les différentes fédérations et les syndicats locaux existant *, Sylvis fut de ceux qui en comprirent la nécessité. Il devait mourir prématurément, à l'âge de quarante et un ans, et la *National Labor Union* ne lui survécut que quelques années : elle s'effondra, en 1873, dans la commotion que provoqua une grave crise économique.

Le premier soulèvement (1877)

Le grand capital avait bâti ses premières assises dans l'industrie du rail. Entre 1870 et 1880, Jay Cooke, Jay

* Pour suivre la terminologie française, nous employons l'expression de « fédération » pour *International Union* et de « confédération » pour désigner une centrale syndicale, pour laquelle, en américain, on dit *federation.*

Gould, Cornelius Vanderbilt, James Hill s'étaient taillé de vastes empires ferroviaires. Les compagnies de chemins de fer étaient, à cette époque, les employeurs les plus importants du pays ; les plus importants et aussi les plus unanimement détestés, non seulement de leurs exploités, mais aussi de leurs usagers.

La première grande révolte contre le *Big Business* fut donc une révolte de cheminots, soutenue par la masse de la population. Et elle se produisit à un moment où le joug des grands monopoles pesait le plus durement sur les salariés : au cours d'une longue période de marasme économique, ouverte par la panique de 1873. Les salaires des cheminots, qui avaient déjà été réduits de 10 % en 1873, furent soumis à une nouvelle réduction de même pourcentage en 1877. La réponse ouvrière fut une vague de grèves insurrectionnelles à New York, Baltimore, Saint-Louis et un certain nombre d'autres grandes villes. Le mouvement s'étendit sur la côte Ouest. A Pittsburgh, la milice de l'Etat de Pennsylvanie, qui avait tiré sur la foule, faisant vingt morts, fut assiégée par les émeutiers et dut évacuer la ville sous un feu nourri. Pendant deux jours, les insurgés furent maîtres de la situation. L' « opinion publique » bourgeoise fut consternée et parla d'une nouvelle « Commune de Paris ».

A Chicago, une grève des cheminots de la gare de marchandises s'élargit en une grève générale. Le même fait se produisit à Saint-Louis, où, pendant quelques jours, les travailleurs, blancs et noirs, furent maîtres de la ville. Un journal local écrivit qu'on était en présence, non pas d'une simple grève, mais d'une révolution ouvrière.

Le mouvement fut élémentaire et spontané, mais les masses firent leur jonction avec l'avant-garde consciente, le parti socialiste, qui, à cette date, portait le nom de *Working Men's Party*. A Chicago, le parti, sous l'impulsion d'Albert R. Parsons, le futur « martyr de Chicago », contribua, pour une large part, au succès de la grève générale. La répression frappa les dirigeants du parti. Mais c'est à Saint-Louis que les socialistes prirent le plus nettement la tête du mouvement. A eux revint l'initiative du déclenchement de la grève, puis de son élargissement en grève générale. Le comité de grève qui, durant quelques jours, contrôla la ville, était sous leur direction.

Non seulement les milices d'Etat, mais aussi, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, des troupes

fédérales furent utilisées pour la répression des grèves. La révolte de 1877 développa l'esprit de solidarité, la conscience de classe des masses laborieuses. Les cheminots étaient organisés en « fraternités » de métier, jalousement indépendantes les unes des autres, celle des mécaniciens, des chauffeurs, des conducteurs, etc. Mais à Pittsburgh, un syndicat des travailleurs du rail fut constitué à la veille de la grève, groupant tous les métiers en une seule et unique organisation.

Fait plus important encore, la révolte marqua l'apparition, pour la première fois, des ouvriers non qualifiés dans les batailles sociales : les exploités de la grande industrie, encore complètement inorganisés, s'étaient battus aux côtés des cheminots.

Les Chevaliers du Travail

En 1878, un certain nombre de socialistes lancèrent une *International Labor Union*, avec l'intention délibérée d'organiser — sur la base, non du métier, mais de l'industrie — les ouvriers non qualifiés. Ils réussirent à syndiquer quelques milliers de travailleurs du textile, notamment à Hoboken, Paterson et Fall River (New Jersey), mais leur tentative fut sans lendemain. Elle fut reprise quelques années plus tard, cette fois avec un grand succès, par une autre organisation : l'Ordre des *Knights of Labor* (Chevaliers du Travail).

Créés en 1876, les *Knights of Labor* avaient longtemps poursuivi un travail de taupes, dans un secret rigoureux et rituel qui leur était imposé par la répression patronale et gouvernementale. Leurs organisateurs avaient joué un rôle important, mais encore caché, dans la grande grève de 1877. A partir de 1880, ils émergèrent au grand jour et devinrent un mouvement de masses. Ils surent s'adapter au développement foudroyant de la grande industrie mécanisée, qui réduisait le mécanicien au niveau d'un manœuvre journalier, absorbait dans son creuset les travailleurs de toutes races, et brisait les lignes de démarcation entre métiers : d'où la nécessité de créer une organisation d'un type nouveau. Ils ouvrirent leurs portes à tous les travailleurs, prêchant la fraternité humaine et la solidarité des exploités. « Un préjudice causé à un seul fait du tort à tous », telle était leur devise. Ils surent aller au cœur

des humbles, des écrasés, des frustrés. Ils leur apportèrent non seulement des améliorations matérielles, mais un idéal. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier américain, une organisation s'attachait à relever le niveau spirituel des travailleurs, à les éduquer.

Le grand soulèvement (1884-1886)

Les circonstances favorisèrent les *Knights of Labor* bien au-delà de leur attente. Une nouvelle crise économique engendrant chômage et misère provoqua une vague de rébellion. Elle commença par une série de grèves du rail entre 1884 et 1886, dans lesquelles la combativité des cheminots fut élevée. Le mouvement s'étendit à des industries employant de la main-d'œuvre non qualifiée, des immigrants de fraîche date. Le succès de la plupart de ces mouvements détermina un afflux des ouvriers non qualifiés vers les Chevaliers du Travail. Quelque 700 000 travailleurs, la plupart non qualifiés, rejoignirent les *Knights of Labor*.

Ce grand mouvement spontané et élémentaire était imprégné d'idées socialistes et révolutionnaires. La poussée élémentaire des masses fut orientée par une avant-garde consciente. Joseph R. Buchanan, qui fut l'organisateur des *Knights* dans l'Ouest, était lié au socialisme révolutionnaire et internationaliste.

Le grand soulèvement atteignit son point culminant dans la bataille pour la journée de huit heures, déclenchée le 1er mai 1886, et qui fut la première tentative de grève générale à l'échelle nationale aux Etats-Unis. L'initiative n'était pas partie des *Knights of Labor*, mais des organisations de travailleurs qualifiés (*trade unions*), stimulées par la concurrence que leur faisaient les *Knights*. Cependant, les *trade unions* appliquèrent avec une certaine tiédeur leur propre décision, dont elles avaient laissé les moyens d'exécution dans le vague, n'ayant, d'ailleurs, pour l'exécuter ni troupes ni moyens financiers suffisants. Les *Knights of Labor*, leurs adhérents et leurs organisateurs locaux (à défaut de leur direction nationale, qui prit position contre le mouvement) en assurèrent, pour une large part, le succès.

L'agitation pour la journée de huit heures trouva son expression la plus consciente dans la ville qui était, à

cette époque, à l'avant-garde du mouvement ouvrier américain : Chicago. Il y avait dans cette métropole un noyau actif de socialistes révolutionnaires de tendances libertaires. Ils s'étaient séparés du parti socialiste (*Socialist Labor Party*) parce qu'ils avaient cessé de croire à l'efficacité du bulletin de vote et mettaient l'accent sur l'action directe, sur la lutte armée. Sous l'influence du congrès anarchiste international qui se tint à Londres en 1881, et d'un ancien socialiste révolutionnaire allemand, devenu anarchiste, Johann Most, qui arriva aux Etats-Unis en 1882, ils créèrent en 1883 un parti révolutionnaire, l'*International Working People's Association*. Leur attitude à l'égard du mouvement syndical n'était pas très homogène. Les plus sectaires d'entre eux (parmi lesquels Most) avaient tendance à sous-estimer les luttes revendicatives, tandis que les autres (le groupe de Chicago) affirmaient la nécessité de se lier aux mouvements des masses. Ils firent d'abord la sourde oreille à la campagne pour les huit heures, qu'ils qualifièrent de « compromis avec le salariat ». Mais le groupe de Chicago, qui avait de fortes attaches dans les syndicats locaux, s'y rallia finalement et en prit la direction. Sans son intervention énergique, le mouvement se fût sans doute terminé en fiasco : il réussit au-delà de toute attente.

Le 1er mai 1886 avait été désigné comme la date à laquelle les huit heures devaient entrer en application. Sur 190 000 travailleurs qui firent grève à travers tout le pays, durant la première quinzaine de mai, 80 000 furent des ouvriers de Chicago. Il y eut dans cette ville le 1er mai et les jours suivants, d'imposantes démonstrations de masses. La bourgeoisie, effrayée par la vague de rébellion, fut prise de panique et décida de frapper le mouvement à la tête, fût-ce au moyen d'une sanglante provocation. Le 4 mai 1885, au square de Haymarket, une bombe mystérieusement lancée dans les jambes des policiers, au cours d'un meeting de rue, fournit le prétexte désiré. Les chefs du mouvement socialiste révolutionnaire furent arrêtés, condamnés à mort et finalement pendus. Ici, le drame déborde le cadre du mouvement ouvrier américain. Les martyrs de Chicago : Parsons, Fischer, Engel, Spies et Lingg, appartiennent, depuis lors, au prolétariat international et la célébration universelle du Premier mai commémore le crime atroce perpétré aux Etats-Unis par les paladins de la « libre entreprise ».

Le grand torrent populaire qui, un moment, avait suscité l'effroi des possédants, ne tarda pas à rentrer dans son lit. La répression sauvage, la terreur antiouvrière qui suivirent la bombe de Haymarket contribuèrent à briser le mouvement. La bourgeoisie ne s'acharna pas seulement sur le groupe de Chicago ; elle persécuta les *Knights of Labor*, licencia leurs adhérents, les couchant sur des listes noires, lâchant contre eux des détectives Pinkerton (du nom d'Allan Pinkerton, qui avait fondé une agence de police privée spécialisée, notamment, dans l'art de briser les grèves).

L'Ordre eût pu résister, s'il avait été constitué sur des bases solides. Mais elles ne l'étaient pas. L'organisation avait grandi trop vite. Elle avait absorbé, sans réussir à les conserver longtemps, des travailleurs encore ignorants, instables, du fait même de leur non-qualification, et hétérogènes du fait de leurs races et de leurs langues différentes. Et, de plus, elle ne s'était pas entièrement affranchie d'un utopisme qui avait été, pendant une première étape, le trait caractéristique des travailleurs, aux Etats-Unis comme en Europe : l'espoir de s'évader du salariat, de devenir leurs propres maîtres, de se libérer par la création de coopératives de production, par le crédit à bon marché, etc.

Leur mentalité petite-bourgeoise amenait les *Knights* — les amena de plus en plus après le déclin du grand soulèvement ouvrier de 1886 — à admettre dans leurs rangs des non-salariés, commerçants, petits producteurs, membres des professions libérales, et même fermiers. Par une singulière contradiction, les *Knights of Labor* étaient à la fois progressifs et rétrogrades. Ils allaient avec leur temps — et même le devançaient — lorsqu'ils comprenaient la nécessité d'organiser les non-qualifiés, de répondre à la concentration du patronat par la solidarité ouvrière, et de déborder les vieux cadres des métiers, chaque jour disloqués par le développement de la machine. Mais ils allaient contre leur temps lorsqu'ils s'obstinaient à rêver de s'évader du salariat et lorsqu'ils recrutaient des non-salariés, alors que la révolution industrielle divisait de plus en plus la société en deux camps : employeurs et ouvriers. En outre, ils avaient à leur tête un vieux leader, réformiste et borné, Terence V. Powderly, qui

ne se montra combatif que lorsqu'il fut poussé en avant par le mouvement des masses, mais qui, au fond, était hostile aux grèves.

Enfin, les Chevaliers du Travail échouèrent sur un point décisif : ils ne réussirent pas à trouver une solution au problème des rapports entre ouvriers qualifiés et non qualifiés. Les porte-parole des ouvriers qualifiés leur reprochèrent de chercher moins à servir ces derniers qu'à se servir d'eux pour renforcer la position des non-qualifiés. L'accusation n'était d'ailleurs pas entièrement fondée : en plus d'un cas, les *Knights* mirent leur organisation, dont la force numérique provenait des non-qualifiés, au service des revendications particulières des qualifiés.

Par ailleurs, les *Knights* n'accordèrent pas dans la structure de leur organisation une large place aux métiers. Ils les organisèrent, certes, non seulement sur la base locale, mais aussi sur la base nationale ; mais les syndicats nationaux de métier, bien qu'admis statutairement, n'étaient pas nombreux chez eux et y encouraient une certaine défaveur. La préférence des Chevaliers du Travail allait aux assemblées locales mixtes, sortes d'unions des syndicats, qui constituaient la base essentielle de l'Ordre.

Néanmoins, il n'y avait pas réelle incompatibilité de structure entre les *Knights of Labor* et les fédérations d'ouvriers qualifiés. Ce qui les opposa les uns aux autres fut plutôt une compétition pour l'affiliation de sections syndicales locales. En effet, à l'apogée de leur succès, les *Knights* exercèrent une force d'attraction telle que des syndicats locaux de métiers qualifiés passèrent à eux avec armes et bagages. Les fédérations non affiliées aux *Knights*, et qui groupaient, en 1886, 140 000 membres (en face de 700 000 *Knights*), virent ce grignotage d'un très mauvais œil. Les choses se gâtèrent notamment lorsque les Chevaliers du Travail entraînèrent dans leur Ordre un syndicat de cigariers new-yorkais qui s'était révolté contre son dirigeant national, Samuel Gompers. Dans un réflexe d'autodéfense, Gompers groupa, en 1881, les fédérations de métier en une confédération, qui, pour commencer, n'était rien de plus qu'un simple meeting annuel. En 1886, il constitua, contre les *Knights*, une véritable centrale syndicale : l'*American Federation of Labor* et déclara aux Chevaliers du Travail une guerre ouverte.

Cette scission devait couper pour plusieurs générations

les ouvriers qualifiés des non-qualifiés. Dans la lutte entre le principe de la solidarité ouvrière et celui de l'égoïsme corporatif, ce dernier l'emporta. Tandis que les *Knights of Labor* se désagrégèrent — non seulement sous les coups que leur portèrent à la fois le patronat et leurs rivaux, mais aussi par suite de leurs propres faiblesses — Gompers réussit à établir sur des bases solides et durables, parce que cyniquement réalistes, une aristocratie ouvrière, une organisation de travailleurs privilégiés, exclusivement préoccupés de leurs intérêts de caste, s'ignorant et même se combattant d'un métier à l'autre, et, ce qui pis est, abandonnant délibérément à leur triste sort, refusant d'organiser la masse des exploités du grand capital américain : les non-qualifiés.

Le gompérisme

Gompers, dans ses Mémoires, se réclama de Karl Marx. « Il [Marx] saisit, écrit-il, le principe que la *trade union* est l'organe immédiat et pratique susceptible d'améliorer la vie des salariés (...). Il préconisa la formation et l'usage des *trade unions*. »

Mais invoquer ce patronage était tendancieux. Le trade-unionisme de Gompers n'avait pas grand-chose de commun avec le syndicalisme, tel qu'il fut conçu et propagé par Marx et la Première Internationale. Il lui en manquait le principe fondamental : la solidarité de classe. Le leader réformiste tenta aussi de faire croire qu'il avait construit son entreprise sur le modèle des *trade unions* britanniques. S'il est vrai qu'il emprunta aux Anglais quelques traits organisationnels, notamment l'idée des cotisations élevées et des secours mutuels (et encore, une partie seulement des *unions* britanniques sont des sociétés de secours mutuels), sa conception était bien plus exclusive et rigide que celle du *British Trade Union Congress*.

Ce que Gompers copia en Angleterre y avait existé, mais quarante ans plus tôt. Le syndicalisme britannique avait su, depuis, s'adapter avec une souplesse remarquable à l'évolution industrielle, ouvrant largement ses portes aux non-qualifiés, créant pour eux des organisations aux cotisations moins élevées, amalgamant des syndicats de métier, évitant un cloisonnement rigide en n'accordant à aucune de ses *unions* nationales des privilèges de « juri-

diction ». Enfin, le trade-unionisme britannique, contrairement à celui de Gompers, était imprégné de la notion de solidarité de classe.

Le gompérisme (les Américains disent : *gompersism*) repose sur l'idée que l'ouvrier qualifié, étant rare et recherché, doit, par une organisation monopoliste fermant jalousement ses portes aux nouveaux venus, se faire plus rare et plus désirable encore et, ainsi armé, vendre au plus cher ses services, en ne se souciant ni des autres ouvriers qualifiés, eux aussi pourvus d'un monopole garanti par une charte constitutive, ni des ouvriers non qualifiés, abandonnés à leur triste sort. Conception néfaste, pour les ouvriers qualifiés eux-mêmes, puisqu'elle les isole les uns des autres, les oppose les uns aux autres. Chaque syndicat de métier étant lié aux employeurs par des contrats expirant à des dates différentes, aucun métier ne veut se risquer à rompre un contrat en cours pour voler au secours d'un autre métier en grève. Et ainsi, tandis que les uns se battent, les autres s'abstiennent de les assister ; et chaque métier est battu séparément.

La centrale syndicale, telle que la conçoit Gompers, est une organisation de type fédéraliste, fort peu centralisée, n'ayant le droit d'imposer aucun mouvement d'ensemble aux différentes fédérations de métier qui la composent. Quant aux unions de syndicats locales, qui formaient la base essentielle des *Knights of Labor*, elles n'ont dans l'*A. F. L.* aucun pouvoir en face des fédérations de métier. Dans ces conditions, une grève générale de solidarité, locale ou nationale, est rendue très difficile. Encore bien davantage une grève dont l'objet dépasse une question immédiate de pain quotidien, une grève en faveur d'une revendication d'un ordre plus élevé, intéressant l'ensemble de la classe ouvrière. En outre, le refus d'organiser les non-qualifiés se retourne contre les qualifiés : dans la masse des travailleurs inorganisés, le patronat dispose d'une armée de réserve de briseurs de grève, qu'il peut jeter dans la mêlée chaque fois que les ouvriers qualifiés d'un métier donné cessent le travail. Enfin, la conception même du monopole provoque des frictions, des luttes fratricides entre métiers. Chacun d'eux revendique pour lui telle catégorie de travailleurs et va jusqu'à entreprendre des grèves longues, coûteuses, parfois sanglantes, pour tenter d'imposer aux métiers rivaux sa « juridiction ».

Par ailleurs, le gompérisme conduit infailliblement à la collaboration de classes, à la corruption et même au gangstérisme. Tout d'abord, le monopole du métier et le très grand nombre des syndicats de métier donnent rapidement naissance à une bureaucratie de bonzes syndicaux. L'appellation officielle de ces permanents, empruntée au vocabulaire capitaliste, est celle de *business agents*, d' « agents d'affaires ». C'est ce qu'ils sont en fait. Leur seule fonction est de vendre au patronat leur main-d'œuvre, le plus cher possible, de maintenir leur monopole par tous les moyens, y compris l'usage de la violence physique, et de vivre grassement à la fois sur les cotisations élevées de leurs adhérents et sur les pots-de-vin qu'ils obtiennent tout à la fois des employeurs et de leurs propres membres. Cette bureaucratie devient une redoutable machine de conservation sociale, liée à l'ordre établi et intéressée à son maintien.

En outre, les privilèges dont ils jouissent, leur mode de vie petit-bourgeois, leurs placements financiers, les assurances sur la vie qu'ils contractent disposent les ouvriers très qualifiés en faveur du régime capitaliste. Le gompérisme s'intitule lui-même trade-unionisme « pur et simple ». S'il reconnaît l'existence d'une lutte entre capitalistes et salariés, il ne se donne pas pour objectif l'abolition du salariat et il ne manifeste pas l'intention de transformer la société.

De leur côté, les employeurs s'accommodent très bien du syndicalisme à la Gompers. Un puissant syndicat de métier marchant la main dans la main avec l'organisation patronale aide à stabiliser la corporation et à éliminer la concurrence. En outre, tout ce qui divise la classe ouvrière profite aux patrons. Ils ne craignent rien tant que l'organisation de la masse des non-qualifiés, et ils voient dans les syndicats de métier une sauvegarde contre le syndicalisme de masses, dans le syndicalisme d'affaires un rempart contre la révolution sociale. En échange du service que Gompers leur rend, à la fois en se désintéressant des parias de la grande industrie et en combattant le socialisme, ils sont disposés à abandonner aux travailleurs hautement qualifiés quelques miettes de leur festin.

Mais, de tous les méfaits du gompérisme, le plus funeste est, sans aucun doute, que, par sa faute, l'organisation des travailleurs de la grande industrie, des exploités des grandes *corporations* a été retardée de cinquante ans. Gompers et

essaye de faire croire que l'entrée des non-qualifiés dans les syndicats était impossible. L'*A. F. L.* invente l'hypocrite théorie que chaque groupe a la responsabilité de s'organiser lui-même. Si un groupe ne peut faire preuve d'une énergie et d'un esprit de sacrifice suffisants pour réussir à s'organiser avec une quantité minima d'aide extérieure, son admission dans la famille des travailleurs syndiqués serait, affirme-t-on, d'une valeur douteuse.

Cette excuse idéologique par laquelle on tente de justifier l'indifférence à l'égard des inorganisés est affublée d'un vocable emprunté au jargon philosophique : on l'appelle « volontarisme ». La théorie, qui, à première vue, paraît se targuer d'une haute moralité, et qui, même, se donne des apparences libertaires, ne résiste pas à l'examen si l'on considère le cas des industries de production de masse. Quelle initiative attendre de travailleurs livrés à eux-mêmes, face à de puissants monopoles disposant de millions de dollars pour briser leurs tentatives d'organisation ? Seule une intervention du dehors, une campagne de recrutement centralisée, dotée de fonds importants, avancés par les syndicats ouvriers déjà constitués, pouvait permettre au syndicalisme de s'implanter dans ces industries (avec, il est vrai, comme on le verra, un risque de bureaucratisation là où l'organisation est apportée d'en haut et de l'extérieur).

Quant à l'argument que les non-qualifiés étaient réfractaires à l'organisation, sa fausseté devait être démontrée par la suite ; sans doute, les conditions d'existence instables et précaires de ces travailleurs, leur hétérogénéité raciale et linguistique, la terreur patronale et policière à laquelle ils étaient soumis dans les bagnes industriels du *Big Business* et les *company towns*, les cités contrôlées par les compagnies, rendaient leur recrutement plus difficile que celui des ouvriers qualifiés. Mais il n'était pas impossible au mouvement syndical de les assimiler. Du fait même de leur exploitation, leur conscience de classe se révéla souvent plus développée que celle des ouvriers qualifiés. Le principal obstacle à leur organisation ne venait pas d'eux-mêmes, mais de Gompers et de l'*A. F. L.* Les droits d'entrée élevés, les portes qui leur étaient jalousement fermées leur interdisaient l'adhésion aux syndicats de métier. Et rien n'était tenté pour les recruter par une autre voie.

La bureaucratie de l'*A. F. L.*, avidé de se perpétuer, craignait d'être débordée par une invasion soudaine des travailleurs des industries de base. En outre, pour les organiser, il eût fallu engager de coûteuses campagnes ; les syndicats de métier, aveuglés par leur égoïsme et leur avarice, répugnaient à investir leur argent dans des entreprises « philanthropiques ». Enfin, la structure même du syndicalisme de métier rendait extrêmement difficile l'organisation d'ouvriers de la grande industrie : après leur avoir fait signer un bulletin d'adhésion, il eût fallu les séparer les uns des autres, les répartir entre quelques dizaines de syndicats de métier. C'est, comme on le verra, ce qui se fera, tant bien que mal, à partir de 1919.

Cependant, le gompérisme ne fut pas accepté passivement et sans résistances par la classe ouvrière américaine. Un certain nombre de tentatives furent faites pour promouvoir un syndicalisme fondé sur le principe contraire : organisation sur la base de l'industrie et non du métier, solidarité et lutte de classes. Ces tentatives tantôt réussirent, tantôt se terminèrent par des échecs. Mais les efforts déployés en ces occasions ne le furent jamais en vain ; ils élevèrent à chaque fois la conscience de classe du prolétariat américain ; ils obligèrent le gompérisme à faire quelques entorses à ses principes, quelques concessions (bien insuffisantes, certes) aux conceptions qu'il avait prétendu nier et bannir.

Debs et l' « American Railway Union »

La première de ces tentatives fut faite dans les chemins de fer. Le syndicalisme des travailleurs du rail était une combinaison de gompérisme et de quelque chose de pire encore. Parmi la vingtaine d'organisations de métier différentes entre lesquelles étaient divisés les cheminots, certaines d'entre elles, la majorité, étaient affiliées à l'*A. F. L.* Mais les plus importantes par les métiers qu'elles couvraient demeuraient jalousement en dehors de la confédération. Baptisées du nom de *brotherhoods* (« fraternités »), elles étaient davantage des sociétés d'assurances mutuelles que des syndicats organisés pour la lutte revendicative ; leur état d'esprit était tellement exclusif et réac-

tionnaire qu'en comparaison celui de la centrale de Gompers apparaissait relativement militant. De plus, les fraternités menaient les unes contre les autres une lutte fratricide. Et même lorsqu'elles arrivaient, oubliant un instant leur aveugle égoïsme, à s'entendre sur quelque point, l'une d'elles, celle des travailleurs les plus qualifiés, les mécaniciens, persistait à s'enfermer dans un isolement hautain et méprisant.

Cette situation apparut rapidement intolérable et désastreuse à un homme qui avait été l'un des fondateurs de la fraternité des chauffeurs de locomotives et avait dévoué à l'organisation toute l'ardeur de sa jeunesse : Eugene V. Debs. Dès 1885, il avait été délégué par sa fraternité au congrès de celle des mécaniciens, afin de tenter de coopérer avec cette dernière ; mais il n'avait pas même été admis dans l'enceinte du congrès. A la suite de quoi, il écrivit un violent article contre l'arrogant grand maître des mécaniciens, P.M. Arthur, sous le titre : « L'aristocrate du travail », et il commença à faire campagne en faveur d'une unité d'action entre les organisations de cheminots.

En 1889, Debs réussit à constituer un Conseil suprême des ordres unis d'employés de chemins de fer. Mais la nouvelle organisation souffrit dès sa fondation d'un lourd handicap : les mécaniciens avaient refusé d'y adhérer. Au surplus, elle ne tarda pas à être déchirée par une querelle de « juridiction » entre les employés roulants et les autres organisations participantes. Le Conseil suprême dut être dissous en 1892.

Au cours du même été 1892, une autre bataille de classe se déroula, qui fit sur Debs, comme sur l'ensemble de la classe ouvrière américaine, une profonde impression. Le magnat de l'acier, Andrew Carnegie, avait confié la direction de ses entreprises à un patron de combat, adversaire féroce du syndicalisme ouvrier, Henry Clay Frick. Les travailleurs du fer et de l'acier étaient couverts par une fédération, l'*Amalgamated Association of Iron and Steel Workers* qui, forte de 25 000 membres, était alors l'organisation la plus puissante du mouvement ouvrier américain. Frick la provoqua délibérément, avec l'intention bien arrêtée de la détruire. Il réduisit soudain les salaires des 4 000 travailleurs de ses aciéries de Pittsburgh (Pennsylvanie). Ceux-ci se mirent en grève le 29 juin. Frick transporta alors dans des embarcations et débarqua aux usines de *Homestead*, situées le long d'une

rivière, trois cents détectives Pinkerton. Les travailleurs, prévenus de leur arrivée et armés à l'improviste, soutenus par toute la population, les empêchèrent d'atteindre le rivage. Les détectives furent battus et refoulés. Le sang coula des deux côtés. D'autres aciéries de Pittsburgh se mirent en grève par solidarité. La milice d'Etat occupa la ville. Après plusieurs mois de lutte, les travailleurs durent reprendre le travail. Leur syndicat fut éliminé de la plupart des aciéries de la région de Pittsburgh.

C'était une défaite en même temps qu'une victoire. L'héroïque résistance des ouvriers, le mordant avec lequel les travailleurs armés avaient rejeté à la rivière les détectives Pinkerton, « sonna, comme le note l'anarchiste Emma Goldman, le réveil de l'ouvrier américain, le jour longuement attendu de sa résurrection ». Le compagnon d'Emma, le jeune anarchiste Alexandre Berkman, réussit à pénétrer dans le bureau de Frick et l'abattit d'un coup de revolver. Il ne réussit pas à le tuer, et son geste lui valut quinze années de prison.

La tragédie de Homestead plongea Eugene Debs dans une « excitation intense ». Il écrivit qu'elle « servirait à lier les organisations ouvrières en une union plus étroite et qu'elle éveillerait tous les travailleurs américains au sens des dangers dont ils étaient menacés ».

Peu après survint la panique de 1893, engendrant chômage et misère, radicalisant les masses, rendant les travailleurs plus combatifs. Debs saisit l'occasion et tira la leçon des luttes précédentes. Il démissionna de la fraternité qui avait été l'œuvre de sa vie et qui lui servait un traitement confortable pour créer une organisation nouvelle, sur la base de l'industrie et non plus du métier : l'*American Railway Union* (*A.R.U.*).

Les chefs des fédérations de métier se sentirent menacés dans leurs fiefs et privilèges. Gompers fut, selon ses propres termes, « sincèrement choqué ». Il dénonça la nouvelle organisation comme scissionniste.

L'organisation nouvelle fut accueillie par les travailleurs, et notamment par les non-qualifiés et les non-organisés, avec un empressement qui surprit jusqu'à ses fondateurs. Jamais on n'avait vu un tel enthousiasme parmi les cheminots. L'organisation nouvelle se développa si rapidement qu'elle souffrit d'un manque de cadres. A peine constituée, elle cueillit pourtant les lauriers de la victoire : en avril 1894, elle se sentit suffisamment forte

pour affronter le puissant magnat du rail, James J. Hill, et elle déclencha une grève sur son réseau, le *Great Northern*. Les chefs des fraternités de métier, bien entendu, prirent position contre le mouvement ou observèrent une neutralité hostile. Mais les 9 000 employés de la compagnie se battirent comme un seul homme ; et James Hill dut capituler devant Eugene Debs.

En un an, Debs enrôla 150 000 membres, alors que les fraternités combinées ne rassemblaient pas plus de 90 000 adhérents et que les unions de cheminots adhérant à l'*A.F.L.* avaient peine à conserver leurs 175 000 membres.

La grève Pullman (1894)

Mais à peine en selle, Debs devait être désarçonné par une puissante coalition du patronat, des forces de répression gouvernementales, des dirigeants des fraternités et, couronnant le tout, de Samuel Gompers.

En mai 1894, les travailleurs des ateliers de George M. Pullman, le magnat des wagons-lits américains, se révoltèrent contre une série de réductions de salaires, conséquence de la crise économique. Ils vivaient et peinaient dans une cité des environs de Chicago, portant le nom de leur employeur et entièrement dominée par lui. La majorité d'entre eux venaient de rejoindre l'*American Railway Union*. Bien qu'ils eussent déclenché leur grève sans consulter l'organisation, elle considéra comme son devoir de les soutenir. Debs, qui savait tous les défauts de sa jeune union industrielle, son inexpérience, son manque de cadres et de fonds, tenta désespérément de résoudre le conflit à l'amiable. L'intransigeance de Pullman l'accula à la lutte. Il fit appel à la solidarité des cheminots, il ordonna le boycott des wagons-lits, ce qui signifiait la grève sur tous les réseaux qui ne détacheraient pas les *Pullman cars* de leurs trains. La plupart des fraternités prirent position contre le boycott et tentèrent de briser le mouvement. Si elles l'avaient soutenu, la grève eût sans doute été gagnée. Cependant, de nombreux membres des fraternités se solidarisèrent avec les grévistes, bien que leurs dirigeants le leur eussent interdit.

Plus de 100 000 hommes avaient cessé le travail et le boycott s'étendait sans cesse.

Les perspectives étaient excellentes. La sympathie de la population soutenait les grévistes qui étaient les maîtres de la situation, et le succès du mouvement semblait certain. C'est alors que le gouvernement fédéral vola au secours des employeurs. Utilisant le *Sherman Antitrust Act* de 1890, une loi qui avait été promulguée contre les trusts et non contre le mouvement ouvrier, il lança une injonction aux dirigeants de la grève de ne pas poursuivre le boycott. En même temps, des masses de briseurs de grève étaient recrutés par les compagnies, et le président des Etats-Unis, Cleveland, en dépit des protestations du gouverneur de l'Illinois, Altgeld, faisait envahir Chicago par les troupes fédérales. Ces provocations mirent en fureur les grévistes. Des violences et des destructions s'ensuivirent. Le sang coula.

Debs et ses collaborateurs furent inculpés. Le mouvement ouvrier de Chicago, tout entier, ressentit l'affront. L'union des syndicats (*A.F.L.*) de la ville lança le mot d'ordre de grève générale, qui fut suivi en partie, et pressa la confédération de convoquer immédiatement son conseil exécutif à Chicago. Gompers, qui, depuis le début de la bataille, avait brillé par sa neutralité, s'exécuta et vint en personne porter le coup de grâce au grand mouvement. Il fit condamner par le conseil exécutif l'idée d'une grève générale, et ordonner à tous ceux qui s'étaient mis en grève par solidarité de reprendre le travail.

L'union des syndicats de Chicago dut annuler son propre mot d'ordre de grève générale. Le mouvement s'effondra. Debs et les dirigeants de l'*A.R.U.* furent jetés en prison. L'*American Railway Union* ne survécut pas à la défaite et aux persécutions dont ses membres furent l'objet sur les divers réseaux. Debs, méditant dans sa cellule sur les causes de sa défaite, devint socialiste.

John Mitchell et les mineurs d'anthracite

Après avoir bâti ses assises dans les chemins de fer, le grand capital américain étendit son pouvoir en monopolisant les mines d'anthracite. Pour plusieurs raisons : tout d'abord, l'anthracite, à la différence de la houille,

qui s'étend sur le territoire de près de trente Etats, est concentré dans cinq comtés de Pennsylvanie, d'une superficie réduite. En outre, les gisements étant situés en profondeur, il fallut, pour les exploiter, investir des capitaux très importants. Enfin, les compagnies de chemins de fer de l'Est, qui disposaient de fonds considérables, s'intéressaient à l'anthracite, parce que ce combustible était la principale marchandise qu'ils transportaient.

Sept à huit réseaux se partagèrent donc la propriété des bassins miniers de Pennsylvanie. Le roi de la finance américaine, J. Pierpont Morgan, après avoir éliminé les propriétaires de moindre importance, combina les mines en un puissant monopole autour de la *Philadelphia and Reading Coal and Iron Company*, et put ainsi, en éliminant la concurrence, relever les prix de vente de l'anthracite.

Si l'on voulait mettre en échec la dictature du *Big Business*, il fallait donc, après avoir organisé les travailleurs du rail, passer à l'organisation des mineurs d'anthracite. Entreprise ardue. Autant le patronat était uni, autant les mineurs étaient divisés. Division économique entre les qualifiés et non-qualifiés, division ethnique et religieuse, l'une et l'autre s'additionnant. Les qualifiés étaient les travailleurs de vieille date, de langue anglaise : Anglais, Gallois, Ecossais et Irlandais. Les non-qualifiés, les « aides », étaient les immigrants de fraîche date, arrivés en masse depuis 1870, provenant du Sud et de l'Est de l'Europe, Slaves ou Italiens pour la plupart, eux-mêmes subdivisés en une vingtaine de groupes ethniques, ayant chacun sa langue et son église.

Au surplus, ces « étrangers » encore mal assimilés avaient été importés par milliers comme briseurs de grève au cours des grèves perdues de 1875 et de 1887. Ils avaient la réputation de se contenter d'un standard de vie extrêmement bas et d'accepter sans murmurer les conditions de travail les plus pénibles.

Le jeune président de la fédération des Mineurs américains, John Mitchell, entreprit d'organiser les 150 000 mineurs d'anthracite. Il n'avait pas trente ans. Il venait de se révéler en conduisant, en 1897, une grève des mineurs de houille, la première victoire remportée à l'échelle nationale par les mineurs américains.

Lorsqu'il prit contact avec les bassins d'anthracite, les mineurs qualifiés tentèrent de lui démontrer l'inanité de

son entreprise. Ils lui dirent que les non-qualifiés, les « étrangers », ne pouvaient être organisés, qu'ils étaient ignorants, grossiers, qu'ils vivaient comme des animaux (à cinq familles dans des baraques décrepites, dont une seule famille « américaine » n'eût pas voulu). Mais derrière ce pessimisme se cachait l'intérêt (ou plutôt ce que ces aveugles croyaient être leur intérêt) : ils étaient bien décidés à empêcher par tous les moyens les « étrangers » de devenir des mineurs qualifiés ; ils essayaient de préserver pour eux-mêmes, dans ce monde de misère et de frustration, ce qu'ils pouvaient de prestige social.

John Mitchell n'avait pas été formé à l'école du gompérisme, mais à celle des *Knights of Labor*. Son syndicat était issu, pour une large part, des Chevaliers du Travail et en avait hérité la notion de solidarité de classe. Il avait manié le pic du mineur depuis l'âge de neuf ans. Bien que nouvellement élu président de son organisation, il appartenait encore, par sa mentalité et son comportement, à la « base ». De plus, il avait le génie de l'organisation. Il comprit comment il fallait s'y prendre pour organiser les travailleurs de la production de masse. Il eût pu miser sur les qualifiés, sur les mineurs de langue anglaise. Une telle attitude lui eût valu, non seulement leur soutien, mais l'approbation chaleureuse de Gompers et des dirigeants des syndicats de métier. Il repoussa cette solution de facilité.

Pour réussir à organiser les exploités du monopole de l'anthracite, Mitchell comprit qu'il lui fallait le soutien des immigrants de fraîche date. Il se tourna d'abord vers les quelques dirigeants locaux qu'il put trouver parmi les mineurs de langue anglaise. Mais il ne leur demanda pas seulement de travailler au sein de leur propre groupe ; il leur confia aussi le soin de découvrir et de former des dirigeants parmi les « étrangers ». Il se mit lui-même en campagne, interviewant chaque candidat possible, vérifiant les références de l'homme auprès des associations locales de langues étrangères, des loges diverses et du clergé. Lorsqu'il trouvait des organisateurs capables, il les plaçait sur un pied d'égalité avec ceux de langue anglaise.

Infatigable, il parcourait les districts miniers, haranguant les mineurs dans des salles ou en plein air, leur parlant du haut de la chaire de leurs églises, pénétrant dans leurs foyers. Partout il les invitait à oublier leurs antagonismes raciaux et tout ce qui les divisait. Il ne fallait plus mé-

priser « l'étranger ». Lui aussi était un mineur et un frère de souffrance : « Le charbon que vous extrayez, leur disait-il, n'est pas slave ou polonais, ou irlandais, c'est du charbon, tout simplement. » Se tournant vers les mineurs de langue anglaise, « qui manquaient de considération à l'égard de ceux ne parlant pas la langue anglaise », il leur demandait « de cesser ces pratiques et d'accorder à ces étrangers autant de considération qu'ils en réclamaient pour eux-mêmes ».

Mais ce n'était pas tout. Mitchell comprit l'influence qu'exerçaient sur ces hommes leurs ministres du culte et leurs journalistes de langues étrangères. Il rendit visite à chaque prêtre ou ministre, plaidant la cause du syndicat. Comme il fallait s'y attendre, il eut le plus de succès auprès du bas-clergé catholique, qui était en contact intime avec ces immigrants d'Europe et dépendait de leur soutien.

Mitchell réussit si bien dans son entreprise qu'il fut à même, dès l'année suivante, d'affronter le patronat de l'anthracite en une grande grève. Au bout d'un mois, celle-ci se terminait pas une nette victoire. La fédération, qui comptait avant la bataille quelque 8 000 membres, en sortit avec plus de 100 000.

Ainsi s'était définitivement affirmée, sur la base du syndicalisme d'industrie et de l'organisation systématique des immigrants, la puissante fédération qui allait demeurer jusqu'à nos jours l'épine dorsale du mouvement ouvrier américain et servir de modèle à toutes les entreprises futures d'organisation des travailleurs de la grande industrie.

Mais le succès de Mitchell, le fait qu'il eût réussi à grouper au sein de son organisation à la fois les travailleurs les plus hautement qualifiés, ingénieurs, pompistes, chauffeurs, charpentiers et forgerons, et les mineurs non qualifiés d'immigration récente, lui suscita des ennemis. Les fédérations de métier, qui prétendaient avoir un droit de « juridiction » sur chacune de ces catégories, et, derrière elles, l'*American Federation of Labor*, firent entendre leur protestation.

Après de longues négociations, un compromis intervint. L'*A.F.L.* ne pouvait risquer de perdre une organisation aussi importante que celle des Mineurs. Au congrès de Scranton, en 1901, Mitchell reçut la permission d'inclure dans sa fédération les métiers contestés. Mais ce

n'était qu'une concession exceptionnelle et le principe fondamental du gompérisme, celui de l'autonomie des métiers, fut en même temps réaffirmé.

Malheureusement, la période militante de John Mitchell ne dura que le temps d'un éclair. Très vite, cette force nouvelle fut émoussée, corrompue par le grand capital. Les industriels avaient confié la défense de leurs intérêts à un homme intelligent et souple, Mark Hanna, *deus ex machina* du Parti Républicain. Hanna comprit que le syndicalisme ouvrier ne pouvait plus être écrasé par l'action combinée des briseurs de grève, des détectives Pinkerton et des forces de répression gouvernementales. Il vit en lui une force nouvelle irrésistible avec laquelle il était plus sage et plus habile de composer. Il pensa qu'en le flattant et en lui faisant quelques concessions, il était possible de le domestiquer. Il appelait ses leaders « les lieutenants ouvriers des capitaines d'industrie ». Il réussit à vaincre les résistances des plus bornés des hommes d'affaires et à faire partager ces vues au banquier qui régnait sur le *Big Business :* Pierpont Morgan. Déjà, en 1899, il avait persuadé le maître de *Wall Street* de traiter avec John Mitchell. En 1902, fort de sa réussite précédente, il fit accepter à ce dernier un arbitrage du Président des Etats-Unis, alors que la grève était déjà virtuellement gagnée et qu'une grève générale de solidarité de tous les mineurs, à laquelle se refusa John Mitchell, eût encore renforcé la position des grévistes.

Cet abandon déchaîna contre le président de la fédération des Mineurs la juste colère des militants. John Mitchell fut entraîné, à la remorque du gompérisme, dans la collaboration des classes. En 1900, Mark Hanna avait créé la *National Civic Federation*, une organisation mixte, composée d'employeurs et de dirigeants ouvriers, dont John Mitchell finit par devenir un fonctionnaire appointé.

Cette évolution eut de graves conséquences : John Mitchell, qui, dans l'opinion publique, s'était acquis une place à peine inférieure à celle de Gompers, ne pouvait plus être le chef prestigieux autour duquel se groupe-raient tous ceux qui voulaient, contre le gompérisme, faire triompher le syndicalisme d'industrie et de lutte de classes. La fédération des Mineurs ne pouvait plus être la matrice à partir de laquelle l'organisation des non-qua-

lifiés, des inorganisés de la grande industrie pouvait être entreprise. Il apparut aux syndicalistes d'avant-garde que l'*A.F.L.* ne pouvait être régénérée de l'intérieur, et que, si l'on voulait enfin s'attaquer à l'organisation des inorganisés, trop longtemps différée, il fallait la tenter du dehors.

Parvenus ensemble à cette conclusion, des militants de diverses tendances se réunirent, en 1905, afin de jeter les bases d'une organisation nouvelle : les *Industrial Workers of the World* (plus connus sous leurs initiales : *I.W.W.*). Parmi eux, Eugene V. Debs, pour qui l'entreprise nouvelle devait être « une continuation de l'*American Railway Union* » ; William Haywood, le dirigeant d'une organisation de mineurs de mines métalliques de l'Ouest ; Mary Jones, plus connue sous le nom de « Mother » Jones, une femme exceptionnelle qui avait donné sa vie aux mineurs et qui combattait, dans leur syndicat, le tournant réformiste de John Mitchell ; Daniel De Leon, enfin, un socialiste révolutionnaire, préoccupé depuis longtemps de l'organisation de syndicats de lutte de classes.

En guise d'introduction à l'épopée des *I.W.W.*, on va esquisser les antécédents de plusieurs de leurs fondateurs (à l'exception de Debs, déjà connu du lecteur).

La « Western Federation of Miners »

La personne d'Haywood se confond avec celle de son organisation, la *Western Federation of Miners*. Celle-ci était née dans l'Ouest comme suite à la découverte, en Idaho, en Montana et en Colorado, dans les années 1880, d'importants gisements d'or, d'argent et de cuivre. Dans ces territoires lointains, les mœurs violentes de la «frontière » caractérisaient les relations entre employeurs et employés. L'action directe l'emportait sur le respect de la loi. Les patrons traitaient leurs exploités comme des esclaves. Ils les expulsaient de leurs campements, les traquaient comme des bêtes fauves en cas de grève ; ils importaient des briseurs de grève ; ils utilisaient contre les mineurs, non seulement leurs propres gardes armées, mais aussi les autorités locales à leur solde, police et milice d'Etat. Les mineurs répondaient avec du plomb et de la dynamite, formaient de véritables expéditions mili-

taires pour se porter au secours de leurs frères de classe dans d'autres localités.

A peine créée, en 1893, la *Western Federation* devait être engagée dans un violent conflit. A la suite de la crise économique de 1893, les propriétaires des mines d'or de Cripple Creek (Colorado) élevèrent la durée journalière du travail de huit à neuf heures. Au début de 1894, la grève éclata. Tandis que les mineurs attaquaient certaines mines et s'en emparaient pour les dynamiter, le shérif, pour le compte des employeurs, levait une armée privée de 1 200 hommes, comprenant même de la cavalerie. Une lutte longue et sanglante s'ensuivit. Le gouverneur dut interposer la milice de l'Etat entre les deux belligérants.

En 1896, nouvelle bagarre, toujours dans le Colorado, cette fois dans les mines d'argent de Leadville. Les employeurs amenèrent des briseurs de grève. Ceux-ci furent attaqués par les grévistes, une mine détruite. Leadville fut occupée militairement par la force armée. La lutte dura des mois et se termina par une défaite. L'événement eut une conséquence importante : il entraîna le départ de la *Western Federation of Miners* de l'*American Federation of Labor*. La première s'était affiliée à la seconde en 1895. Elle envoya des délégués au congrès de l'*A.F.L* de 1896, qui demandèrent le soutien de la grève de Leadville et le vote d'une résolution invitant les travailleurs à ne pas s'enrôler dans la garde nationale. L'assemblée adopta les deux textes, mais ne décida aucune mesure pratique en vue d'assister les grévistes.

Mais les mineurs de l'Ouest ne pouvaient pas demeurer isolés. Ayant rompu avec le gompérisme, il leur fallait se trouver des alliés parmi les travailleurs de leurs régions. En 1898, ils organisèrent une centrale syndicale couvrant l'Ouest, du Mississipi au Pacifique, sous le nom de *Western Labor Union*. Son objectif était l'organisation, sur la base de l'industrie, de tous les salariés, sans distinction de métier. Gompers dénonça avec colère cette entreprise scissionniste et « sectionnaliste ». La lutte s'envenima entre les deux centrales syndicales. Les gompéristes menacèrent leurs adversaires, s'ils ne voulaient pas retourner au bercail et dissoudre leur propre confédération, d'organiser tous les Etats de l'Ouest et de faire disparaître la *Western Labor Union* de la surface de la terre. Par une réaction d'autodéfense, les fondateurs de la *Western Labor Union* décidèrent d'envahir l'Est des Etats-Unis et d'y

faire concurrence à l'*A.F.L.* Ils changèrent le nom de leur organisation en *American Labor Union*, qui atteignit son apogée en 1903, sans toutefois réussir à entamer l'*A.F.L.* dans l'Est.

En 1896, William Haywood, qui travaillait comme mineur à Silver City (Idaho), avait commencé à jouer un rôle actif dans la *Western Federation*. Il en devint rapidement le secrétaire-trésorier et l'âme. Il participa avec elle à de furieuses batailles de classes entre 1901 et 1904. Sa fédération et lui-même devaient être les pionniers principaux de l'organisation nouvelle : les *I.W.W.* Dès l'époque de la sortie de la *Western Federation* de l'*A.F.L.*, des liens fraternels s'étaient noués entre les mineurs de l'Ouest et l'ancien leader des cheminots, devenu socialiste, Eugene V. Debs. Haywood lui-même avait rejoint le parti socialiste en 1901.

Mother Jones

« Mother » Jones est un cas hors série. Une sorte de Flora Tristan ou de Louise Michel, mais décuplée par le caractère gigantesque de la lutte à laquelle elle fut mêlée, par l'ampleur du champ de bataille et la violence des engagements. A l'origine de sa vie militante, un drame intime : son mari et ses quatre enfants étaient morts au cours d'une épidémie de fièvre jaune. Frustrée dans sa tendresse de femme et de mère, elle voulut devenir la *mother* de tous ceux qui triment et qui souffrent. Partout où elle passa (et cette femme infatigable, toujours en mouvement, passa un peu partout), les hommes, les femmes, les enfants venaient lui confier leurs peines, sollicitaient ses conseils.

Mais « Mother » Jones n'était pas une sentimentale et elle n'avait pas la mentalité d'un confesseur ou d'un rebouteux. Si elle brûlait d'amour pour ses frères de misère, elle était, en même temps, une Américaine pratique et une militante. Elle consolait, non par des mots, mais par des actes. Elle ne pourvoyait pas ses « enfants » d'une espérance vague. Elle leur disait comment il fallait se libérer : en s'organisant. Elle leur inspirait confiance en eux-mêmes, et, méprisant la fatigue, le danger, la prison, la mort, elle prenait leur tête. Bien qu'elle sût à merveille, grâce à la solidarité des humbles, échapper aux pièges, dé-

jouer les surveillances, passer au travers des mailles des filets tendus et surgir là où on l'attendait le moins, la répression bourgeoise s'abattit maintes fois sur elle.

Cette femme aux cheveux blancs connut davantage de geôles que n'importe quel autre militant ouvrier américain. Mais, en même temps, elle forçait le respect de ses adversaires. Elle était une force morale. Elle s'imposait non seulement par son courage tranquille, mais par sa verve, son aplomb et aussi par son *américanisme ;* elle était imbue des traditions démocratiques qui avaient façonné les Etats-Unis, et elle les prenait au sérieux. Quand elle les évoquait, faisant honte à ceux qui les violaient effrontément tout en s'en réclamant, on ne savait quoi lui répondre. Shérifs, gouverneurs, sénateurs tremblaient devant elle et ne pouvaient s'empêcher de l'admirer, même lorsqu'elle leur donnait du fil à retordre et qu'ils la mettaient sous clé.

« Mother » Jones, comme John Mitchell, avait été formée à l'école des *Knights of Labor*. Elle avait aidé John Mitchell à organiser les bassins d'anthracite de Pennsylvanie, se dépensant sans compter, donnant de sa personne ; elle avait commandé des armées de femmes de mineurs, armées de leurs écouvillons, qui se transportaient d'une localité à l'autre pour empêcher les hommes de faire les « jaunes ». En d'autres circonstances, elle avait sauvé une troupe de mineurs tombés dans une embuscade, en plaçant sa main sur l'embouchure du canon des fusils, et en la maintenant dans cette position périlleuse jusqu'à ce que tous ses hommes se fussent éloignés, sains et saufs.

Mais le revirement de John Mitchell, en 1902, avait révolté « Mother » Jones et, tout en demeurant organisateur de la fédération, elle dénonça vivement la façon dont son dirigeant avait accepté l'arbitrage du président Théodore Roosevelt et versé dans la collaboration des classes. En outre, elle avait noué des relations étroites avec la *Western Federation of Miners*, dont les rapports avec John Mitchell étaient tendus. William Haywood admirait la structure industrielle et l'esprit de classe des *United Mine Workers*, en même temps qu'il réprouvait la politique réformiste de John Mitchell. Il rêvait d'une fusion entre les deux organisations, qui s'avérait impossible tant que Mitchell maintiendrait la sienne dans le sillage du gompérisme.

« Mother » Jones était, à défaut d'unité, le lien vivant entre les deux fédérations. De plus, elle représentait l'aile

gauche militante de la fédération des Mineurs, une des rares fédérations de l'*A.F.L.* constituées sur la base industrielle. Sa présence au congrès constitutif des *I.W.W.* devait donc être importante. Comme le disait D.bs, « son nom seul symbolisait la révolution ».

Daniel de Leon

Daniel de Leon, un professeur originaire des Antilles, était de formation toute différente. Il n'était pas sorti du rang, comme Debs, Haywood, ou « Mother » Jones et il n'était pas venu aux idées révolutionnaires par une lente évolution pragmatique, par l'expérience pratique et quotidienne de la lutte sociale. Il était l'intellectuel révolutionnaire, le professeur doctrinaire par excellence. Théoricien brillant, intransigeant, acerbe, aux vastes connaissances, il fut l'un des rares hommes du mouvement ouvrier américain (avec Johann Most, l'ancien socialiste allemand émigré aux Etats-Unis et devenu anarchiste) qui s'apparentaient aux révolutionnaires européens. Il écrivit des pages vengeresses contre le gompérisme et, prenant son inspiration chez les militants du groupe de Chicago des années 1880, il traça le schéma d'un socialisme des Conseils, basé sur les syndicats ouvriers, qui fut adopté par la plupart des leaders révolutionnaires de son temps, de Debs à Haywood. Lénine, plus tard, lui rendit cet hommage que le syndicalisme industriel de Daniel De Leon contenait en germe le système soviétique.

Mais Daniel De Leon avait les défauts de ses qualités. Il était sectaire, étroit, autoritaire, tout d'une pièce. Il manquait de souplesse, du sens des réalités. Il avait l'esprit plus logique que dialectique. Il propagea autant d'idées fausses que d'idées justes. Il eut certes le mérite de dénoncer le syndicalisme de métier et d'affaires, il comprit que la tâche essentielle était de constituer des syndicats d'industrie, animés d'un esprit de lutte de classes, sans quoi le socialisme demeurerait une simple aspiration. Mais il fut le promoteur, en même temps, de la domestication du syndicalisme ouvrier par une minorité de doctrinaires. Il échoua devant le problème fondamental qui, depuis l'origine, s'est posé au socialisme : il ne sut pas trouver

la formule permettant de lier de manière féconde la conscience révolutionnaire avec le mouvement élémentaire des masses.

Daniel De Leon n'alla pas, comme Debs ou Haywood, du syndicalisme au socialisme, il fit la route inverse. Ancien maître de conférences à l'Université de Columbia, dépourvu d'expérience syndicale, leader d'un parti socialiste révolutionnaire, le *Socialist Labor Party*, il essaya, plutôt vainement, de mettre le grappin sur telle section du mouvement syndical qui voulût bien se laisser coloniser et servir de force d'appoint à son parti.

Découragé par ses échecs au sein de l'*A.F.L.*, Daniel De Leon décida de créer, à la fin de 1895, une nouvelle centrale, la *Socialist Trade and Labor Alliance*. L'organisation ne dépassa jamais le chiffre de 20 000 membres. Cette scission ne s'appuyait pas sur un mouvement de masses et les organisations participantes, en plus du fait qu'elles étaient toutes contrôlées par le parti socialiste, étaient, pour la plupart, des syndicats de métier et non d'industrie.

Mais le programme de l'organisation nouvelle était incontestablement progressif et il contribua, dans une certaine mesure, à élever le niveau de conscience de classe des travailleurs américains. « *Les méthodes et l'esprit des unions de métier*, y était-il dit, *sont absolument incapables de résister aux attaques du capital concentré. Le pouvoir économique de la classe capitaliste repose sur des institutions essentiellement politiques qui ne peuvent être changées que par l'action directe des travailleurs unis économiquement et politiquement en une classe.* »

La partie la plus constructive de l'œuvre militante de Daniel De Leon fut son réquisitoire impitoyable et mordant contre Gompers et sa clique. Il écrivit en 1902 un essai, *Deux pages d'histoire romaine*, dans lequel il trace une analyse scientifique du rôle social des dirigeants réformistes. Il les compare aux chefs de la plèbe romaine, qui s'appuyaient sur la foule pour obliger les patriciens à les admettre au partage des privilèges économiques et politiques et qui, en échange des avantages obtenus pour eux-mêmes, contribuaient au maintien de l'ordre établi.

Gompers ne pardonna jamais à Daniel De Leon. Mais, en fait, ce dernier, par son sectarisme, fit plutôt le jeu du gompérisme. Gompers, et après lui ses successeurs, utilisèrent De Leon comme un épouvantail qu'ils firent

sortir de la boîte chaque fois que leur syndicalisme d'affaires était en difficulté.

Malgré ses défauts, Daniel De Leon allait être, pour les *I.W.W.*, une recrue utile. Sa plume brillante devait se mettre au service de l'organisation nouvelle et écrire pour elle une brochure de propagande développant, avec exemples concrets à l'appui, ce thème : « *Industrialisme signifie puissance. Syndicalisme de métier signifie impotence.* »

Les « I.W.W. » de 1905

Le 27 juin 1905, deux cents militants se réunirent donc à Chicago pour constituer ce qu'ils décidèrent d'appeler *The Industrial Workers of the World*. Ils prétendaient créer, face à la vieille *A.F.L.* — qu'ils appelaient, d'un calembour, *Separation of Labor* (au lieu de *Federation of Labor*) —, une nouvelle centrale syndicale. Ils dénonçaient avec véhémence le syndicalisme de métier, d'affaires, de collaboration de classes. lui opposaient la conception d'un syndicalisme d'industrie, de solidarité ouvrière, de lutte de classes. Ils prétendaient procéder à l'organisation de ceux que l'*A.F.L.* avait négligés, les non-qualifiés, dont le nombre était sans cesse accru par le développement du machinisme et dans lesquels ils voyaient, à juste titre, la « *fondation de granit de la classe ouvrière.* »

Les fondateurs des *I.W.W.* dominaient Gompers de cent coudées. Le manifeste lancé par les militants qui avaient pris l'initiative de convoquer le congrès constitutif, les interventions de Haywood à cette assemblée, les discours prononcés par Debs dans une série de meetings de propagande en faveur de la nouvelle organisation, la brochure par laquelle Daniel De Leon commenta le programme des *I.W.W.*, tous ces textes brillent aujourd'hui encore d'un éclat que le temps n'a pas terni.

Le gompérisme, cependant, a survécu matériellement au réquisitoire porté contre lui. Il y a survécu, pour un temps, et seulement en faisant, bon gré mal gré, des concessions aux idées de l'adversaire. Mais sa condamnation historique date de 1905.

« *Les divisions de métiers,* déclarait le Manifeste de 1905, *préviennent le développement de la conscience de classe des travailleurs, engendrent l'idée d'une harmonie*

d'intérêts entre exploiteur patronal et esclave salarié (...). Les maux économiques universels qui affligent la classe ouvrière peuvent être extirpés seulement par un mouvement ouvrier universel. Un tel mouvement de la classe ouvrière est impossible tant que des accords séparés de métier et de salaires favorisent l'employeur contre d'autres métiers de la même industrie, et tant que les énergies sont gaspillées en des luttes de juridiction stériles qui servent seulement à accroître le pouvoir personnel des dirigeants des syndicats. Un mouvement remplissant ces conditions doit consister en une seule grande union industrielle embrassant toute l'industrie (...). Il doit être fondé sur la lutte de classes, et son administration générale doit être conduite en harmonie avec la reconnaissance du conflit irrépressible qui oppose la classe capitaliste à la classe ouvrière. »

Mais, si les fondateurs des *I.W.W.* étaient armés d'une idée-force, les moyens qu'ils avaient à leur disposition pour la mettre en pratique étaient inadéquats. Le congrès constitutif fut composé surtout de personnalités ne représentant qu'elles-mêmes ou qu'une faible portion des organisations auxquelles elles appartenaient et qui ne les avaient pas déléguées.

La seule organisation de masses qui adhéra aux *I.W.W.* fut la *Western Federation of Miners*, avec ses 27 000 membres, et son satellite, l'*American Labor Union* avec 16 500 membres Mais, très vite, dès 1906, les mineurs de l'Ouest décidèrent de reprendre leur liberté. Ils furent indisposés par les querelles de fractions qui avaient éclaté de bonne heure au sein des *I.W.W.* L'organisation, au lieu de devenir la centrale syndicale nouvelle à laquelle ils aspiraient devenait un champ clos où des sectes rivales et des individus s'affrontaient. Dans ce milieu où ils constituaient la seule organisation de masses, ils se sentirent dépaysés et ils partirent.

Par ailleurs, la *Western Federation* commençait à subir une transformation qui devait finalement la ramener à l'*A.F.L.* et émousser son militantisme. Le milieu dans lequel elle s'était épanouie était en train d'évoluer. L'Ouest perdait peu à peu les traits rudes de la « frontière ». On n'y réglait plus ses comptes à coups de dynamite. De plus, les leaders de l'organisation prenaient de l'âge. Ce départ fut pour les *I.W.W.* un coup sévère. La

Western Federation était leur colonne vertébrale, en même temps que leur principal bailleur de fonds.

La faiblesse initiale des *I.W.W.* fut qu'au départ ils ne réussirent pas à entraîner avec eux d'autre syndicat de masses que la *Western Federation of Miners*. L'absence, notamment, de la fédération des Mineurs de charbon était un handicap irréparable. Les fondateurs du nouveau syndicalisme voyaient juste en estimant que l'*A. F. L.* n'était pas susceptible de se réformer d'elle-même et que l'initiative devait venir du dehors. Mais peut-être les *I.W.W.* sous-estimaient-ils les possibilités de réforme de l'intérieur. Ainsi, la création, en 1898, d'une fédération de *Teamsters* (camionneurs), au sein de l'*A.F.L.*, avait fait pénétrer dans la vieille organisation un esprit nouveau. Les *Teamsters* avaient un sens de la solidarité ouvrière dont ne faisaient guère preuve les vieux syndicats de métier.

Néanmoins la scission voulue par les *I.W.W.* n'était pas tellement aventuriste. Mais, pour réussir, il leur eût fallu obtenir le concours d'un nombre suffisant d'organisations syndicales de masses et les détacher de l'*A.F.L.* Cette condition indispensable ne put être remplie : d'où leur échec final.

Les « wobblies »

Après le départ de la *Western Federation of Miners*, qui fut consommé définitivement en 1907, on eût pu croire que ce qui restait des *I.W.W.* allait rapidement se désagréger dans des querelles de sectes. En 1908, une scission coupa les *I.W.W.* en deux : Daniel De Leon et ses partisans créèrent une variété autoritaire d'*I.W.W.* dont le siège fut fixé à Detroit (Michigan), tandis que William Haywood (qui, entre-temps, avait abandonné ses fonctions de dirigeant de la *Western Federation of Miners*) prenait la tête d'un groupe dit de Chicago. D'un côté, les « politiques », les « doctrinaires » ; de l'autre, les « anarcho-syndicalistes », les *wobblies*, partisans de la seule « action directe ». (*Wobbly* signifie, au sens propre : qui roule ou balance irrégulièrement de droite et de gauche. Il semble que le sobriquet a été inventé par la presse bourgeoise pour tourner en dérision les *I.W.W.* qui, au contraire, en ont tiré fierté.)

Et pourtant, ce ne fut qu'après ces scissions successives que les *I.W.W.*, sous la direction de Haywood, firent leur entrée effective dans les luttes sociales aux Etats-Unis. On n'avait plus affaire, comme dans le schéma primitif, à une vaste centrale syndicale destinée à mettre en échec l'*A.F.L.*, mais à une minorité agissante, à une sorte d'équipe volante prête à se porter immédiatement sur n'importe quel point du champ de bataille et à y prendre la tête des luttes engagées par les travailleurs. Ainsi les *I.W.W.*, s'ils n'accomplirent pas la grande mission qu'ils avaient voulu originellement assumer, rendirent, malgré tout, un important service à la classe ouvrière américaine. Face à la carence du gompérisme, ils furent les seuls à intervenir dans les luttes ouvrières des non-qualifiés.

A l'origine, les *I.W.W.* avaient été au plus facile : ils n'avaient prêté que peu d'attention aux inorganisés et s'étaient tournés vers les syndiqués mécontents : ils avaient essayé de détacher de l'*A.F.L.* un certain nombre de sections syndicales de métier. Dans les centres les plus avancés de l'Est, tels que New York et Chicago, ils avaient obtenu quelques résultats. A Shenectady (Etat de New York), forteresse de la *General Electric* et fief de l'*A.F.L.*, ils avaient réussi à déclencher, à la fin de 1906, une grève sur le tas, une des premières du genre aux Etats-Unis. Mais ces tentatives ne les menèrent pas loin. Aussi décidèrent-ils de laisser en paix les fédérations de métier et de consacrer leurs efforts à l'organisation des travailleurs non qualifiés. Ils se tournèrent, notamment, vers les ouvriers agricoles migrateurs et les bûcherons de l'Ouest, prédisposés par leur isolement et leur instabilité à une révolte libertaire : recours à l'action économique directe, mépris pour toute activité politique, inaptitude à toute forme d'organisation permanente. Ces errants qu'en Amérique on nomme *hoboes* rejoignirent en masse les *I.W.W.* et contribuèrent à y assurer la victoire de la tendance anarcho-syndicaliste de Haywood sur la tendance autoritaire représentée par Daniel De Leon. Au congrès de 1908, la « brigade de l'Ouest » constituait à elle seule la moitié des délégués.

Pour satisfaire aux besoins des ouvriers migrateurs et tenir compte de leurs conditions particulières, les *I.W.W.* imaginèrent une nouvelle tactique de lutte : les *free speech fights* (combats pour la liberté de parole). L'utilisation de la place publique était le seul moyen de faire de la propa-

gande et du recrutement parmi des travailleurs dispersés et isolés, mais qui se réunissaient périodiquement dans les villes autour des bureaux d'embauche, à la recherche d'un nouvel emploi. Les orateurs de rue étaient jetés en prison ; aussitôt, d'autres les remplaçaient. Des équipes volantes d'*I.W.W.* accouraient du dehors et venaient se faire arrêter à leur tour. Ces *free speech fights* agitèrent tout l'Ouest entre 1909 et 1911.

En 1910, les *I.W.W.* s'attaquèrent à l'organisation des bûcherons de Louisiane, Arkansas et Texas. Ceux-ci n'étaient ni des immigrants, ni des migrateurs, mais des Américains de vieille souche, primitifs et violents. Brusquement transformés en salariés et durement exploités, ils furent réceptifs aux arguments des *I.W.W.* La grève qu'ils déclenchèrent fut une des plus violentes dans les annales du mouvement ouvrier américain. Mais elle échoua et le syndicat que les *I.W.W.* avaient aidé à organiser fut écrasé.

En 1912, les *I.W.W.* se tournèrent vers l'Est et entreprirent la conquête des travailleurs du textile. Les 25 000 travailleurs inorganisés de l'*American Woolen Company* (lainages), à Lawrence (Massachusetts), cessèrent le travail pour protester contre des salaires de famine. Ils étaient, pour la plupart, des immigrants de fraîche date, appartenant à vingt-huit nationalités différentes. Les Italiens prédominaient. Un des dirigeants des *I.W.W.*, Joseph Ettor, prit la direction de la grève. Il la mena de main de maître.

La petite ville fut mise en état de siège et Ettor arrêté. Haywood vint le remplacer. Un cortège de 10 à 15 000 grévistes lui fit un accueil triomphal. Il procéda à des innovations hardies. Secondé par une militante de valeur, Elisabeth Gurley Flynn, il organisa la solidarité à l'européenne, dirigeant les enfants des grévistes vers les foyers d'amis et de sympathisants dans d'autres villes. Il fit participer les femmes à la lutte et elles se battirent comme des hommes. Il installa autour des usines des piquets ininterrompus, composés de milliers de travailleurs. Il sut attirer l'attention de l'opinion publique en faveur des grévistes. Il s'assura des concours dans la presse. Un comité d'enquête fut constitué à Washington et une délégation de seize enfants, garçons et filles, âgés de moins de seize ans, se rendit dans la capitale fédérale pour décrire les terribles conditions d'existence à Lawrence. Un

de ces enfants traita de menteur Samuel Gompers, venu témoigner contre la grève.

Les employeurs finirent par céder. A l'annonce de leur victoire, les travailleurs (fait très rare aux Etats-Unis) chantèrent l'*Internationale*, en toutes langues. L'effet de cet événement fut immense et dépassa le cadre de Lawrence. 25 000 ouvriers obtinrent, par contrecoup, une augmentation de salaire.

Une autre grève éclata, au début de 1913, dans l'industrie de la soie, à Paterson (New-Jersey). Elle s'élargit en une grève générale de solidarité. Haywood prit la tête du mouvement. Un cortège de 35 000 travailleurs de toutes nationalités se rendit à un meeting pour l'entendre. Il fut arrêté ; lorsque l'*A. F. L.* organisa à son tour un meeting, les travailleurs le désertèrent, pour protester contre le refus d'accorder la parole aux leaders *I. W. W.*

Haywood, qui avait le génie de la publicité, amena 1 200 grévistes à New York, où ils défilèrent dans les rues. Un grand meeting fut tenu à Madison Square Garden, éclairé par un gigantesque transparent lumineux, portant, en rouge, les trois lettres « I. W. W. ». Les grévistes exposèrent eux-mêmes leurs conditions d'existence à Paterson, chantèrent des chants qu'ils avaient composés et jouèrent un spectacle retraçant les péripéties de leur lutte. La presse fit de longs comptes rendus. Haywood, toujours innovant, organisa des meetings d'enfants de grévistes, leur fit constituer un comité de grève, développa leur conscience de classe en leur racontant la fascinante histoire d'une cité d'enfants, sans adultes, sans police, sans prisons, sans banques et sans patrons. Malgré tous ces efforts, la bataille se termina par un échec.

Le soulèvement du textile frappa fortement l'imagination des travailleurs des industries de production de masse, dont l'organisation avait été totalement négligée par l'*A. F. L.* En 1913, à Akron (Ohio), la cité du caoutchouc, les travailleurs inorganisés des grandes usines de pneus se soulevèrent spontanément. Les *I. W. W.* prirent la direction du mouvement. Bientôt 20 000 ouvriers du caoutchouc furent en grève. L'infatigable Haywood accourut. Aidé de James P. Cannon, le futur leader trotskyste, il organisa, comme à Lawrence, des piquets de masses. Ici, l'union des syndicats *A. F. L.* soutint le mouvement et envisagea de déclencher une grève générale. Mais le mouvement, finalement, échoua. Une des causes de cette

défaite fut l'attitude hostile de William Green, de la fédération des Mineurs, futur successeur de Gompers à la direction de l'*A. F. L.* Alors sénateur de l'Ohio et président d'une commission d'enquête législative, il dénonça les leaders *I. W. W.*, les traitant d' « agitateurs du dehors ».

De même, à Detroit (Michigan), autre forteresse de la nouvelle grande industrie, les *wobblies* déclenchèrent une grève, au cours de l'été 1913, dans l'usine Studebaker. 8 000 travailleurs, tous inorganisés, débrayèrent durant une semaine. Ils firent preuve d'une remarquable cohésion, mais le mouvement manqua son but. Presque en même temps, les organisateurs *I. W. W.* concentrèrent leurs efforts sur les usines Ford, qu'ils inondèrent de journaux et de tracts, tandis que des orateurs haranguaient les travailleurs aux portes de l'entreprise. Le bruit courut que les *wobblies* préparaient une grève chez Ford pour l'été 1914. C'est alors que Ford, se sentant menacé, inaugura sa fameuse politique des « hauts salaires ».

Trois ans plus tard, en 1916, les mineurs des gisements de fer de Minnesota, le *Mesaba Iron Range*, qui extrayaient la matière première nécessaire aux aciéries de Pittsburgh et de Chicago, se révoltèrent à leur tour. Ces immigrants de fraîche date, pour la plupart d'origine finlandaise, se cherchèrent une direction. Les *I. W. W.* répondirent à leur appel. Joseph Ettor et Elisabeth Gurley Flynn se rendirent sur place. La grève devint générale et engloba 16 000 mineurs. Finalement, la *U. S. Steel* accorda une augmentation de salaire de 10 %, la journée de huit heures et de meilleures conditions de travail.

Cependant, après 1914, les *I. W. W.* dirigèrent à nouveau l'essentiel de leurs efforts vers l'Ouest. Malgré les succès qu'ils avaient remportés dans l'Est, ils n'avaient pas réussi à y constituer une organisation permanente et la crise économique qui sévissait alors réduisit la combativité des ouvriers non qualifiés des régions industrielles de la côte Atlantique. En 1915-1916, ils entreprirent d'organiser les travailleurs agricoles, notamment en Kansas, Oklahoma, Minnesota. Ils réussirent à syndiquer 18 000 ouvriers migrateurs. Puis ils se tournèrent vers les bûcherons du Nord-Ouest et les mineurs de cuivre de l'Arizona.

En 1917, les *I. W. W.* atteignirent leur apogée, au moins quant au nombre des adhérents. En un an, ils étaient passés de 40 000 à 100 000. Mais l'entrée en guerre des Etats-Unis déchaîna contre eux une féroce répression. Toutes

les forces conjointes du capitalisme, des pouvoirs publics, des anciens combattants utilisés comme milices fascistes, furent employées à les écraser. Samuel Gompers, heureux d'être enfin débarrassé d'un rival gênant, donna carte blanche au président Wilson. Des milliers de *wobblies* furent arrêtés, condamnés à de longues années de prison. Le mouvement fut purement et simplement décapité. Il ne s'en releva jamais.

D'autres causes contribuèrent au déclin des *I. W. W.* D'une part, la résorption de la main-d'œuvre migratrice, due au développement de la machine ; d'autre part, l'entrée en scène du communisme qui attira vers lui les travailleurs les plus avancés ; enfin, l'incapacité des *wobblies* à construire une organisation permanente. Ils excellaient dans la formation d'équipes volantes, dans l'improvisation ; ils furent plus des agitateurs et des propagandistes que des organisateurs. Ils n'entreprirent aucune campagne d'organisation systématique, seul moyen pourtant de pénétrer dans les secteurs industriels de base, tels que celui de l'acier. Les grèves étaient surtout pour eux des occasions de répandre leurs idées révolutionnaires. Sitôt la bataille gagnée, ils quittaient le terrain pour se porter ailleurs, sans laisser de traces durables. L'organisation permanente ne les intéressait pas. Ils étaient handicapés par leur refus de signer des contrats, de nouer des relations quotidiennes avec les employeurs, de créer un mécanisme permettant la stabilisation des rapports entre patrons et ouvriers dans l'intervalle entre deux batailles.

Toutefois, il n'est pas certain qu'Eugene Debs ait eu raison lorsqu'il attribua l'insuccès des *wobblies* à leur négation de l'action politique et à leur tactique activiste qui, selon lui, ne correspondaient pas aux aspirations des travailleurs américains. L'ouvrier, aux Etats-Unis, individualiste et bagarreur, formé par l'épopée violente de la « frontière », a le goût et le don de l'action directe, en même temps qu'une certaine méfiance à l'égard des politiciens. Loin d'être *unamerican*, les *I. W. W.* d'Haywood étaient — et c'est l'avis de plusieurs observateurs — davantage dans la tradition américaine que n'importe quelle autre organisation ouvrière ayant vu le jour aux Etats-Unis.

C'est ce qui explique le succès qu'eurent les *wobblies* non seulement auprès des immigrants mais aussi auprès des travailleurs de vieille souche américaine tels que les

bûcherons du Texas et de Louisiane. De même, leur esprit et leur structure profondément démocratiques, leur méfiance à l'égard des chefs (qui les amena à supprimer le titre de « président » et à réduire les salaires de leurs dirigeants), leur prédilection pour le référendum, les aidèrent à s'attirer la sympathie et la confiance non seulement des ouvriers migrateurs, des *hoboes,* mais aussi celle des autres catégories de travailleurs.

Le fait que cette saine conception de la démocratie ouvrière ait été, depuis, foulée aux pieds par la machine bureaucratique qui dirige aujourd'hui le mouvement syndical des Etats-Unis, ne signifie nullement qu'elle soit étrangère à la mentalité du peuple américain. Les *I. W. W.* ne perdirent leur influence sur l'avant-garde du prolétariat que lorsque, après la première guerre mondiale, ils eurent affaire à un rival plus conséquent sur le plan politique : le parti communiste, soutenu par le prestige de la Révolution russe.

2. Des I.W.W. au C.I.O.

Le syndicalisme industriel et l'*A.F.L.*

Les raisons de l'échec des *I.W.W.* avaient été méditées par un de leurs membres, William Foster. Il avait visité l'Europe en 1911 et avait été frappé par le succès avec lequel les syndicalistes révolutionnaires français avaient réussi à conquérir la Confédération générale du Travail. Les militants parisiens avaient vivement conseillé aux *I.W.W.* de militer à l'intérieur de l'*A.F.L.* (Foster se lia d'amitié avec l'un d'eux, Pierre Monatte, et collabora régulièrement à *La Vie Ouvrière,* de 1911 à 1914 ; il y publia une série d'articles sur le mouvement syndical américain.)

Dans une lettre au journal des *I.W.W.*, Foster dénonça la théorie, acceptée comme un dogme infaillible, qu'il était nécessaire de construire une organisation nouvelle en dehors des syndicats de métier existants, considérés comme incapables d'évolution. Haywood ne se laissa pas convaincre et son lieutenant, Joseph Ettor, répondit que les *I.W.W.* voulaient, non pas sauver l'*A.F.L.*, mais la détruire. Foster rompit alors avec ses anciens amis et créa, en 1912, une Ligue syndicaliste, dont l'objet était le noyautage révolutionnaire au sein de la vieille confédération.

De son côté, Debs continuait à être hanté par l'idée de toute sa vie : comment promouvoir, aux Etats-Unis, un syndicalisme industriel ? A ses yeux, les *I.W.W.* de 1905 avaient failli, d'abord, parce qu'ils avaient sous-estimé l'action *du dedans,* au sein même de l'*A.F.L.*, ensuite et surtout, parce qu'ils n'avaient pas réussi à s'appuyer sur des organisations syndicales de masses. En mars 1914, Debs consacra au problème un article. Il y exprimait, tout d'abord, sa confiance en l'avenir : « *Il y a de sérieuses raisons de croire,* écrivait-il, *qu'une ère nouvelle est en train de s'ouvrir pour le syndicalisme ouvrier et que, dans un avenir proche, le mouvement ouvrier organisé parviendra plus rapidement à maturité, étendra*

son envergure et développera un pouvoir qui compensera pleinement les progrès lents et pénibles du passé (...) ; et la principale de ces raisons est la désintégration et la chute imminente du syndicalisme de métier réactionnaire, en même temps que la montée et le développement du mouvement industriel révolutionnaire. »

De son côté, la *Western Federation of Miners*, qui avait rejoint l'*A. F. L.* en 1911, venait de mener, depuis l'été de 1913, une dure bataille dans les mines de cuivre du Michigan ; et elle n'avait pas obtenu de la centrale syndicale l'aide financière escomptée. Son président dénonça publiquement la carence du conseil exécutif. Il prit la parole au congrès des Mineurs de charbon et déclara que, si la grève était perdue, la responsabilité en incomberait à Gompers et à son clan. Debs comprit que sans la participation des deux grandes fédérations de mineurs, qui avait fait défaut aux *I. W. W.*, il n'était pas possible de jeter les bases d'un syndicalisme industriel. « *Les* United Mine Workers *et la* Western Federation of Miners, écrivit-il, *devenant de plus en plus révolutionnaires dans le combat désespéré qu'ils sont contraints de livrer pour leur existence, seront obligés de fusionner tôt ou tard en une seule grande organisation industrielle et les mêmes forces qui les poussent à s'unir les pousseront aussi à sortir de la Fédération de syndicats de métier de Gompers. Il y a aussi d'autres unions progressives dans l'*A. F. L. *qui suivront la sécession des mineurs et augmenteront les forces du syndicalisme révolutionnaire.* »

Dans un article ultérieur, Debs suggéra que les deux fédérations de mineurs, une fois réunifiées et sorties de l'*A. F.L.*, lancent un appel à tous les syndicats en vue d'un congrès constitutif de l'organisation industrielle des travailleurs américains. Vingt ans en avance sur l'horaire de l'histoire, Debs lançait l'idée du *C. I. O.*

En attendant, des remous profonds agitaient l'organisation de Gompers. Au congrès de l'*A. F. L.* qui se tint à Rochester en novembre 1912, les délégués de la fédération des Mineurs de charbon présentèrent une résolution invitant la confédération à abandonner sa structure de métier pour l'organisation industrielle. Après un débat long et animé, la résolution fut repoussée par un vote de 2 contre 1. Cependant, le Conseil exécutif dut jeter du lest. Il déclara que la conception de l'autonomie des

métiers n'empêchait pas le recrutement des couches inférieures de la classe ouvrière ni l'amalgamation entre eux de plusieurs syndicats de métier, et il contesta vivement que la confédération eût une conception rigide, inflexible, ne s'adaptant pas aux conditions nouvelles.

Quelques mois plus tard, le 1er février 1913, l'*A. F. L.* claironna l'annonce d'une campagne à l'échelle nationale, en vue d'organiser tous les inorganisés et d'enrôler les immigrants dès leur arrivée aux Etats-Unis. La distribution de 500 000 brochures de propagande, rédigées en treize langues, était envisagée. Il y eut même un début d'exécution sur le terrain, notamment dans l'acier. Mais la crise économique de 1914, puis la guerre survinrent, et le projet fut remis à plus tard. D'ailleurs, le rapide déclin des *I. W. W.* dans l'Est rassura les bonzes de l'*A. F. L.* et les confirma dans leur confortable immobilisme.

A la veille même de la guerre, une nouvelle étoile surgit dans le firmament syndical : les *needle trades*, les syndicats des travailleurs de l'aiguille, c'est-à-dire du vêtement. Deux grandes grèves en 1910, l'une à New York, dans le vêtement pour dames, l'autre à Chicago, dans le vêtement pour hommes, avaient donné l'impulsion au syndicalisme dans ces professions composées surtout d'immigrants juifs. Les deux fédérations s'étaient constituées sur la base de l'industrie et de la lutte de classes. Mais, en même temps, elles avaient emprunté aux syndicats de métier leur administration stable et méthodique. Elles réalisaient la synthèse du syndicalisme radical et du syndicalisme d'affaires. La fédération du vêtement pour dames avait grandi, malgré sa structure industrielle, au sein de l'*A. F. L.* Mais celle du vêtement pour hommes avait rompu, à la fin de 1914, avec la confédération et s'était constituée en une organisation indépendante, les *Amalgamated Clothing Workers*. Elle devint un pôle d'attraction pour tous les syndicalistes progressistes.

L'ORGANISATION DES ABATTOIRS (1917)

La première guerre mondiale, puis la Révolution russe eurent pour conséquence, aux Etats-Unis comme ailleurs, une radicalisation des masses. Une nouvelle direction révolutionnaire surgit, résolue à organiser les travailleurs

non qualifiés des industries de base. Pour ne pas être débordée, la clique gompériste dut bon gré mal gré suivre le mouvement — avec l'intention de le freiner à la première occasion.

Foster, déjà nommé, s'est adapté à son temps. Il s'est instruit à l'école du grand capital américain, des méthodes nouvelles de production de masse. Il veut introduire dans les campagnes de recrutement des travailleurs de la grande industrie la même *efficiency* que les magnats du *Big Business* appliquent dans leurs bagnes industriels. Tandis qu'ils rationalisent la production, il entend, lui, rationaliser la lutte de classes. En face de la concentration monopolistique, il veut établir une puissante concentration ouvrière calquée sur le modèle de l'adversaire.

Il n'y avait qu'un moyen de noyauter du dedans la vieille fédération : s'emparer d'unions locales de syndicats dans quelque important centre industriel. Les unions locales de syndicats, du fait qu'elles groupent tous les métiers, et doivent faire face au front uni du patronat, avaient toujours été plus militantes, plus imprégnées du principe de solidarité ouvrière que les fédérations de métier. Plus d'une fois, dans les batailles du passé, elles avaient soutenu des mouvements désapprouvés, au sommet, par Gompers et la direction de l'*A. F. L.*

Foster concentra ses efforts sur Chicago et fit de l'union des syndicats de cette ville la plus progressive des Etats-Unis. La *Chicago Federation of Labor* avait à sa tête un militant honnête et courageux, John Fitzpatrick. Il avait réussi à purger son organisation d'une bande de gangsters qui faisaient la loi dans les syndicats du bâtiment. Cette épuration, et le soutien de quelques grèves sauvages, c'est-à-dire non endossées par la direction confédérale, l'avaient mis en conflit violent avec le gompérisme.

Avec l'appui de l'union des syndicats de Chicago, Foster engagea, en juillet 1917, une campagne pour l'organisation des travailleurs des abattoirs. Ceux-ci, depuis leur défaite de 1904, étaient complètement inorganisés. Ils avaient été battus jadis du fait de leur division, conséquence de l'égoïsme corporatif. Foster comprit qu'il fallait les souder en un seul bloc. Mais, en même temps, il se refusait à créer une organisation scissionniste et voulait s'adapter à la structure de l'*A. F. L.* Il tourna tant bien que mal la difficulté en amalgamant les diverses sections locales de métier en une fédération industrielle. Mais, comme il fal-

lait s'y attendre, les directions nationales des syndicats de métier intéressés, loin de soutenir le mouvement, lui témoignèrent de l'hostilité.

L'*A. F. L.* ne donna pas un liard et, pour prévenir une grève, demanda au gouvernement fédéral d'intervenir comme médiateur. Cependant, la commission fédérale de médiation fit droit, finalement, aux revendications ouvrières et, à travers tout le pays, plus de 200 000 travailleurs des abattoirs, sans distinction de qualification, de nationalité ou de couleur, affluèrent dans la douzaine de syndicats habilités à les recevoir.

Mais, par la suite, dès que Foster eut tourné le dos pour se consacrer à d'autres tâches, les leaders de l'*A. F. L.* s'empressèrent de détruire son œuvre. Ils supprimèrent la fédération industrielle et rétablirent l'ancienne structure de métier, divisant à nouveau les travailleurs des abattoirs, n'hésitant pas à exclure ceux qui entendaient demeurer fidèles à la structure industrielle. Affaiblis et découragés, les ouvriers ne purent résister à une contre-offensive patronale, et leur organisation fut balayée (fin 1920-début 1921).

La grève de l'acier (1919)

Fort de son expérience dans les abattoirs, Foster décida, en 1918, l'union des syndicats de Chicago à s'attaquer à l'organisation des travailleurs de l'acier. L'industrie de l'acier était devenue la première industrie de base des Etats-Unis depuis la mise en application du procédé Bessemer et la formation par Carnegie et Morgan du gigantesque trust, l'*U.S. Steel*. En face de celui-ci, aucune organisation ouvrière. L'*Amalgamated Association of Iron and Steel Workers* (*A. F. L.*) était une organisation d'ouvriers qualifiés du fer, qui n'admettait pas les non-qualifiés et se désintéressait de leur sort. Au fur et à mesure que la révolution industrielle mettait en œuvre ses nouvelles techniques et substituait les manœuvres non-qualifiés aux mécaniciens qualifiés, le vieux syndicat se montrait davantage incapable d'organiser les travailleurs de l'acier.

Il fallut donc repartir à zéro. Foster, pour commencer, dut littéralement forcer la main de Gompers. Les leaders de l'*A. F. L.* ne manifestaient aucun désir de s'embarquer dans l'aventure. Ils se doutaient qu'un succès dans l'acier entraînerait un développement explosif du syndicalisme

industriel dans d'autres domaines et conférerait à Foster et Fitzpatrick un prestige qui en ferait de dangereux rivaux.

Foster put enfin faire accepter par Gompers son plan : lancer une campagne de recrutement simultanée dans cinquante à soixante-quinze centres de l'acier. Il voulut frapper l'imagination des travailleurs par des meetings de masses, par des parades, des annonces d'une page entière dans les journaux. Il demanda aux fédérations de l'*A.F.L.* de prélever sur chacun de leurs membres une taxe exceptionnelle de 25 *cents*. Mais les bonzes des syndicats de métier n'accordèrent que des aumônes. Quant à l'*A.F.L.* elle-même, une fois de plus, elle ne donna pas un dollar. Le nerf de la guerre manquant, Foster fut obligé de concentrer son effort sur les aciéries du Sud de Chicago. Le succès y fut d'ailleurs immédiat, et bientôt les travailleurs de l'acier, non seulement à Chicago, mais dans tous les centres importants, affluèrent vers les syndicats. 250 000 ouvriers furent organisés.

Les non-qualifiés furent les premiers à répondre à l'appel. Les « étrangers » méprisés se battirent mieux et rejoignirent plus vite les syndicats que les ouvriers qualifiés, généralement de souche américaine. Pour les toucher, Foster distribua des tracts et des journaux, utilisa des organisateurs de toutes langues. Lorsque la langue anglaise était employée dans les meetings, elle était parlée lentement, distinctement, et simplifiée à l'extrême.

Les ouvriers, aussitôt syndiqués, étaient ventilés entre vingt-quatre syndicats différents. Cependant, sur le plan de l'entreprise, ils étaient fédérés en un *Iron and Steel Workers Council*. Foster avait obtenu, dans un but de simplification, que les droits d'entrée fussent fixés uniformément à trois dollars.

Une grève dut être déclenchée par suite des provocations du trust de l'acier, qui licencia systématiquement les nouveaux syndiqués. Gompers et les leaders des syndicats de métier essayèrent en vain de prévenir le mouvement par une intervention du gouvernement fédéral. 365 000 travailleurs cessèrent le travail dans cinquante localités. Foster mit au point une organisation coopérative qui, administrée selon des méthodes commerciales rigoureuses, servit des rations aux grévistes. La bataille dura plus de trois mois (22 septembre 1919 - 8 janvier 1920) et fut finalement perdue par suite, non seulement du

manque de solidarité des dirigeants syndicaux, mais aussi de leur sabotage.

Foster tira de l'expérience une leçon pour l'avenir : « *Un gigantesque pas en avant a été fait. Longtemps on a prétendu que l'organisation de l'acier était impossible : l'impossible a été accompli. Si l'industrie de l'acier peut être organisée, n'importe quelle autre industrie peut l'être. Si les méthodes d'organisation adéquates sont mises en œuvre, les travailleurs, qualifiés ou non qualifiés, sans distinction de sexe, de race ou de couleur, accourront aussi naturellement et inévitablement que l'eau dévale le long d'une pente.* »

Les communistes dans les syndicats

En 1921, après un voyage en Russie, Foster devint communiste. Sa conversion l'amena à réviser les concessions qu'il avait faites au gompérisme. Mais elle ne modifia pas sa conception tactique essentielle, à savoir la condamnation de toute scission sur le plan syndical. Il persistait à penser qu'il fallait opérer du dedans seulement et que le syndicalisme industriel ne pouvait être construit qu'au travers de la vieille fédération. Il fut encouragé dans cette attitude par Lénine. En 1920, celui-ci avait publié sa *Maladie Infantile du Communisme*, dans laquelle il s'en prenait vivement aux ultra-gauchistes, tels que les *I. W. W.* américains, qui prêchaient la sortie des ouvriers des syndicats réactionnaires et se refusaient à y travailler. Pour Lénine, les leaders réformistes devaient être « très reconnaissants » à ces révolutionnaires de « gauche ».

Mais plus tard, en 1928, le vent ayant tourné à Moscou, Losovsky, secrétaire général de l'Internationale syndicale rouge, devait reprocher à Foster d'avoir trop misé sur les leaders de l'*A. F. L.*, et d'avoir négligé l'organisation directe des inorganisés dans les industries de base et de production de masse.

Puisqu'il n'était pas possible de décider les syndicats de métier à abandonner leur structure pour celle du syndicalisme d'industrie, il ne restait qu'un pis-aller : l'amalgamation volontaire des divers syndicats de métier d'une même industrie. Le 19 mars 1922, l'union des syndicats de Chicago adopta une résolution demandant à l'*A. F. L.* « *de faire le nécessaire pour promouvoir l'indispensable*

solidarité au sein du mouvement ouvrier organisé, et de convoquer, comme première étape dans cette direction, les diverses unions en une conférence, aux fins d'amalgamer tous les syndicats dans les industries respectives en organisations uniques, chacune d'elles couvrant une industrie ».

Dans les mois qui suivirent, une vingtaine de fédérations nationales, dix-sept fédérations d'Etats, d'innombrables unions de syndicats, des milliers de sections syndicales locales, prirent position en faveur de l'amalgamation. Quelques fédérations, plus réservées, se prononcèrent en faveur d'une amalgamation partielle. Quatre cents délégués de cheminots formèrent un comité d'amalgamation des travailleurs du rail, et deux cents délégués de mineurs, envoyés par douze des trente districts que comprenait leur syndicat, créèrent un comité de mineurs progressistes. Foster estima en 1925 qu'une bonne moitié du mouvement réclamait l'amalgamation.

Gompers et son conseil exécutif prirent peur. Un collaborateur communiste de Foster, William F. Dunne, le futur trotskyste, fut exclu, en 1923, du congrès de l'*A. F. L.* qui se tenait à Portland (Oregon). Les communistes furent exclus d'unions de syndicats à Minneapolis, à Seattle et dans nombre d'autres villes. Ils furent expulsés par milliers des fédérations où ils avaient réussi à s'infiltrer, telles que celles du vêtement.

La campagne d'amalgamation, malgré ses débuts prometteurs, fit fiasco. Le mouvement ouvrier, dans son ensemble, qui avait atteint son apogée en 1919-1920, était entré dans une période de reflux : la contre-offensive patronale battait son plein ; de nombreux travailleurs qui avaient rejoint la vieille fédération et renouvelé quelque peu son atmosphère, l'avaient déjà désertée ; par ailleurs, l'ère de prospérité qui coïncida avec le mandat du président Coolidge (1923-1928) avait stabilisé les rapports sociaux, émoussé la lutte de classes ; enfin, les communistes commirent l'imprudence de lier le mouvement en faveur de l'amalgamation à un programme politique incluant la reconnaissance de la Russie soviétique et l'affiliation à l'Internationale syndicale rouge.

La ligue de Foster (si l'on en croit Foster lui-même) devint de plus en plus un appendice du parti communiste, une agence de propagande prosoviétique. Cette tactique eut pour résultat non d'attirer mais plutôt de rebuter

les jeunes militants issus des rangs des syndicats et dégoûtés par l'immobilisme de Gompers. La façon dont les communistes s'y prirent pour noyauter le mouvement syndical détermina chez ces éléments un réflexe de défense et eut pour résultat de les rejeter vers le gompérisme.

Les communistes réussirent, certes, à prendre la tête d'un certain nombre de grèves, parce qu'ils étaient la seule direction militante qui s'offrait aux travailleurs lorsque ceux-ci entraient en lutte. Malgré quelques avantages éphémères, notamment dans les syndicats du vêtement de New York, leur tentative de radicalisation du mouvement syndical eut, en définitive peu de succès. Foster avoue lui-même que sa ligue déclina graduellement et s'isola des masses. Pourtant, le mouvement communiste, après la première guerre mondiale, possédait aux Etats-Unis une direction relativement importante et qualifiée en même temps que des moyens considérables.

John Lewis entre en scène

Ainsi, pour des raisons diverses, l'organisation des ouvriers des industries de base continuait à être différée. Le retard qu'avait le mouvement ouvrier américain sur l'horaire de l'histoire menaçait de s'éterniser. Ceux qui participaient à ce mouvement comme ceux qui l'observaient du dehors finissaient par en prendre leur parti. Chacun se résignait à sa façon, les uns en pestant contre les mauvais bergers du syndicalisme américain, les autres en dissertant sur les traits spécifiques du mouvement ouvrier aux Etats-Unis. Les moins pessimistes considéraient comme un fait acquis la stagnation de l'*American Federation of Labor*. Personne ne pressentait, n'annonçait, ne préparait la vague de fond qui allait tout bousculer et rendre possible enfin l'accomplissement de la tâche depuis si longtemps remise.

Pour qu'enfin les ouvriers de la grande industrie fussent organisés aux Etats-Unis, pour que cessât enfin la monarchie absolue des grands monopoles, il fallut la crise mondiale ouverte à la fin de 1929. Le capitalisme américain, dont la stabilité et l'essor semblaient devoir durer indéfiniment, trembla sur ses bases. Mais pour que l'organisation des inorganisés pût enfin être tentée, il ne fallait pas seulement que des conditions matérielles nouvelles

— crise économique, chômage, radicalisation des masses — fussent créées ; il fallait aussi qu'il y eût, au sein même du mouvement ouvrier, des circonstances favorables et des hommes disposés à les exploiter. Les unes et les autres se présentèrent.

Les hommes en question avaient presque tous fait leurs premières armes dans l'*A. F. L.* Certains d'entre eux avaient même appartenu à la machine de Gompers. Pendant la stérile décade 1920-1930, ils n'avaient rien — ou presque rien — tenté pour combler le vide creusé par la carence historique du gompérisme. Bien que leurs fédérations fussent constituées sur la base de l'industrie, ils n'avaient pas essayé de faire triompher le syndicalisme industriel dans le reste de la confédération. Au contraire, ils avaient consacré leurs énergies à combattre, à expulser de leurs fédérations les communistes, qui, seuls, s'étaient faits les avocats du syndicalisme industriel. Mais ils furent amenés à réviser leurs tactiques et à faire du nouveau.

Parmi les fédérations de l'*A. F. L.* organisées sur la base industrielle, la plus importante demeurait celle des Mineurs de charbon. Sa structure même, sa position stratégique, son importance numérique, ses ressources financières, ses traditions militantes faisaient d'elle la possible colonne vertébrale d'un mouvement rénové.

Or, il advint qu'à la fin de la décade 1920-1930, les *United Mine Workers* se trouvaient dans une situation précaire. Singulier paradoxe, dans une période de santé économique, l'industrie houillère était malade. Elle souffrait des méfaits de la concurrence et elle était plongée dans l'anarchie. Trop de mines, trop de mineurs. Le patronat n'avait pas réussi à s'organiser ; de son côté, la fédération ouvrière n'avait pas été capable de pénétrer d'importants secteurs de l'industrie, et le contrôle de secteurs jadis organisés lui échappait chaque jour un peu plus.

Un accord avait été signé en 1924 entre les *United Mine Workers* et les propriétaires des mines du Nord, aux termes duquel les salaires relativement élevés du temps de guerre étaient maintenus. Mais l'introduction du machinisme dans les mines non organisées de la Virginie de l'Ouest, l'ouverture de mines nouvelles dans le Sud, exploitant une main-d'œuvre à bon marché, rendirent la situation intenable pour les signataires patronaux de l'accord de 1924. Il en résulta une réduction générale des

salaires et un déclin constant de la fédération, qui passa de 600 000 à 150 000 membres. Cette situation n'était pas due seulement à l'anarchie patronale ; elle résultait, pour une large part, de l'incapacité et du manque de combativité du président des *United Mine Workers*, John Lewis.

Le personnage avait trouvé moyen de diriger de manière conservatrice une organisation que tout prédisposait à être révolutionnaire : sa structure, son passé, et, par-dessus tout, la grande peine des mineurs, leur ombat désespéré pour la vie. John Lewis était un produit typique du gompérisme. Samuel Gompers l'avait distingué en 1911 et nommé organisateur de l'*A. F. L.* Il gérait sa fédération selon les traditions du syndicalisme d'affaires, ne faisait rien pour élever le niveau de conscience et d'éducation de ses membres, abhorrait le socialisme et le communisme, n'avait aucune sympathie pour le mot d'ordre de la nationalisation des mines, soutenait, en politique, le parti républicain, et faisait régner dans les *United Mine Workers* un régime de dictature bureaucratique. Il avait abandonné, en 1922, à la fin d'une grande grève victorieuse, 100 000 grévistes non organisés de la Pennsylvanie centrale (comté de Somerset) et de la Virginie de l'Ouest, que l'accord signé avec les employeurs ne couvrit pas. Cette attitude, suivie d'autres abdications, avait affaibli la fédération et laissé inorganisés de larges secteurs de l'industrie.

Mais, à la fin de la décade 1920-1930, la banqueroute de l'administration Lewis était telle qu'il ne lui restait plus qu'une chance de survivre : faire peau neuve. C'est alors que John Lewis révéla qu'il était d'une étoffe différente de celle des bonzes des syndicats de métier. Il avait en réserve un génie fait d'audace, d'intuition, d'improvisations foudroyantes et de desseins à long terme, patiemment mûris. La pressante nécessité de sauver son fief syndical lui fit découvrir sa vocation.

Roosevelt renfloue le capitalisme

Entre-temps, la crise dont souffrait l'industrie houillère était devenue une maladie nationale. La grande dépression avait commencé. Au début de 1933, John Lewis, conseillé par un expert, Henry Warrum, parvint à la conclusion qu'au lieu de continuer à lutter pour une légis-

lation spéciale en faveur de l'industrie houillère, il était plus sage et plus expédient de faire chorus avec les banquiers et industriels qui réclamaient un retour à la prospérité économique par une intervention gouvernementale (suspension de la loi antitrusts, stabilisation des prix et de la production par des ententes patronales contrôlées par les pouvoirs publics).

Mais John Lewis subordonna ce néo-capitalisme à une condition : les intérêts des travailleurs seraient pris en considération ; la durée du travail réduite, afin de résorber le chômage ; les prix fixés de façon à assurer un salaire minimum aux ouvriers ; enfin, et surtout, les travailleurs se verraient reconnaître légalement le droit de s'organiser et de négocier collectivement par le truchement des syndicats de leur choix. Ce plan, exposé par Lewis devant une commission du Sénat, le 17 février 1933, servit de base pour le fameux *National Recovery Act* (en abrégé : *N. R. A.*) et la principale des conditions posées par lui, concernant le Travail, devint la non moins célèbre section *7 a* de la loi.

Lewis avait trouvé un allié en la personne de Sidney Hillman, le président de la fédération du Vêtement pour hommes, organisée sur la base industrielle. Hillman était un ancien socialiste devenu syndicaliste d'affaires et « planiste ». Il s'était livré dans son industrie, une industrie anarchique elle aussi, à une expérience d'économie planifiée patronale-ouvrière : sa fédération avait aidé les employeurs à éliminer les méfaits de la concurrence. Il ambitionnait de transposer son expérience sur le plan national. Dès 1931, il avait proposé devant une commission du Sénat un plan de « codes » industriels réglementant la durée du travail et les salaires. En 1933, il se joignit à Lewis lorsque celui-ci développa ses vues devant une autre commission.

Ainsi, les deux leaders ouvriers tinrent sur les fonts baptismaux le *New Deal* de Roosevelt. L'idée maîtresse du Président était de sauver, par l'intervention de l'Etat, le capitalisme défaillant, et, pour faire accepter aux travailleurs ce renflouement non déguisé des grands monopoles, de leur accorder, au moins sur le papier, une concession : le droit de s'organiser librement.

Mais Lewis et Roosevelt étaient des hommes inspirés par des mobiles fort différents. L'un avait, en tant que chef de l'Etat capitaliste, à replâtrer, coûte que coûte,

la forteresse du *Big Business*, qui menaçait ruine ; l'autre, en tant que chef d'une grande organisation ouvrière, avait à consolider coûte que coûte un fief syndical en train de s'effondrer. Pour Roosevelt, la section *7 a* était un artifice accessoire ; et, si l'on en croit Lewis, il ne l'accepta qu'à contrecœur ; pour Lewis, elle était la clause essentielle.

En effet, le porte-parole des mineurs avait compris que sa fédération ne pourrait survivre que si les autres travailleurs de la grande industrie, et notamment ceux de l'acier, étaient, enfin, organisés. Le trust de l'acier possédait d'importantes mines de charbon, dites « mines captives », et leur nombre avait singulièrement augmenté les années précédentes. Leur tout-puissant propriétaire ne reconnaissait pas les syndicats ouvriers. Elles soumettaient ainsi à une concurrence inégale les mines organisées. Elles constituaient un danger permanent pour le syndicalisme ouvrier. D'ailleurs, non seulement l'existence des « mines captives », mais le fait même que toute l'industrie de l'acier, ce bastion central du *Big Business*, demeurait fermée au syndicalisme, menaçait la fédération des Mineurs. Elle ne connaîtrait pas de sécurité tant que les ouvriers des aciéries demeureraient inorganisés.

Enfin, la mécanisation de l'industrie charbonnière, la fermeture des mines non rentables avaient obligé de nombreux mineurs à changer de métier. Ils avaient trouvé du travail dans les autres industries de base : acier, automobile, caoutchouc, mines métallurgiques, pétrole, etc. Ayant acquis dans la fédération des Mineurs l'habitude et le goût de l'organisation, ils s'efforçaient, depuis la promulgation du *N. R. A.*, de constituer des syndicats dans leurs nouvelles industries, et ils se tournaient tout naturellement vers leur ancienne organisation, lui demandant de venir à leur aide.

John Lewis commença par un audacieux coup de dés. Il risqua tout ce qui restait d'argent dans les caisses de sa fédération et l'affecta à une campagne de recrutement des mineurs inorganisés, qui réussit brillamment. Les *United Mine Workers* redevinrent une organisation prospère : en l'espace de trois mois, elle s'adjoignit 300 000 membres. Cet objectif atteint, John Lewis décida de consacrer les ressources accrues de sa fédération au recrutement des inorganisés dans les autres industries de base. Mais ici, il buta contre un obstacle insurmontable : le syndi-

calisme de métier de l'*A. F. L.*, sa mauvaise volonté, son incapacité congénitale à organiser les non-qualifiés.

Carence de la vieille centrale

En 1932, l'*A. F. L.*, non seulement n'avait pas réussi à organiser les non-qualifiés (en 1930, une prétendue campagne, lancée par son président William Green, en vue de recruter les travailleurs du textile du Sud, s'était, presque aussitôt, soldée par un échec), mais elle n'avait pas même été capable de défendre les positions des qualifiés. Ce recul n'était pas dû seulement à son manque de dynamisme, mais aussi à une raison d'ordre technique : les progrès incessants du machinisme et de la rationalisation industrielle tendaient à réduire le nombre des ouvriers qualifiés, et donc à faire perdre du terrain à la confédération. Ses effectifs avaient fondu d'environ 4 millions en 1920 à environ 3 millions à la fin de 1929 et 2 600 000 en 1934.

L'entrée en vigueur du *N. R. A.* renversa, presque du jour au lendemain, la situation. Il apparut aux travailleurs qu'enfin, pour la première fois, le gouvernement fédéral prenait fait et cause pour eux et leur reconnaissait le droit de s'organiser librement. Ils se ruèrent vers les organisations ouvrières.

Ce fut une vague de fond. Toutes les industries de production de masse furent gagnées par le mouvement : non seulement le vêtement, mais l'automobile, l'acier, le caoutchouc, le textile. Dès le congrès d'octobre 1933, le président de l'*A. F. L.*, William Green, estima que, compte tenu des nouvelles recrues, les effectifs de la confédération n'étaient pas loin d'atteindre le chiffre de 4 millions.

Qu'allait-on faire de cette cohue qui accourait ainsi sans avoir été priée et sans que la vieille maison ait été modernisée pour les recevoir ? Au cours de l'été 1933, William Green, pressé par la nécessité, décida d'organiser les nouveaux venus dans des *federal unions*. Les *federal unions* étaient des sections syndicales d'usines, organisées sur la base de l'industrie, c'est-à-dire groupant tous les métiers de l'entreprise. Elles ne pouvaient donc pas être rattachées aux fédérations de métier. Elles étaient placées sous la tutelle directe de la centrale : à ce titre, il ne leur était pas délivré de charte autonome ; elles se voyaient imposer

leurs statuts par la confédération ; elles ne pouvaient formuler des revendications, lancer un ordre de grève, traiter avec les employeurs sans approbation des dirigeants confédéraux. Elles n'étaient que des bureaux de recrutement pour les syndicats de métier. L'*A. F. L.* faisait faire un stage à ses nouvelles recrues dans les *federal unions*, puis, les ayant numérotées et leur ayant remis leur paquetage individuel, elle les séparait et les dirigeait vers leurs régiments respectifs : les fédérations de métier.

Les travailleurs aperçurent l'absurdité de ce système et réclamèrent la fusion des diverses *federal unions* de leurs industries respectives en fédérations d'industrie. L'*A. F. L.* refusa. Quand, enfin, ne pouvant plus résister à leur pression, elle y céda, elle essaya de mettre en tutelle les nouvelles organisations, plaçant à leur tête, par la volonté du prince, de vieux bonzes réactionnaires du syndicalisme de métier. Ceux-ci essayèrent de briser la combativité des masses dont ils avaient usurpé la direction.

Et pourtant, jamais il n'avait été plus nécessaire de se battre. Le patronat s'efforçait par tous les moyens de violer la fameuse clause *7 a* du *N. R. A.*, et certains des « codes » particuliers, qui étaient promulgués dans chaque industrie avec le blanc-seing du Président des Etats-Unis, contenaient des clauses qui entravaient l'organisation syndicale. Les travailleurs tantôt se mirent en grève, malgré l'opposition de leurs dirigeants ; tantôt, découragés et dégoûtés, ils commencèrent à déserter les organisations qu'ils venaient de rejoindre avec tant d'enthousiasme.

Dans l'Automobile

Le drame se déroula avec le plus d'intensité dans l'industrie de l'automobile, une jeune industrie qui avait grandi à pas de géant et employait un demi-million d'hommes, tous jeunes et dynamiques. Le patronat de l'automobile était, avec celui de l'acier, la plus solide barrière contre le développement du syndicalisme ouvrier. Dès la promulgation du *N. R. A.*, 100 000 travailleurs de l'auto rejoignirent les *federal unions* de l'*A. F. L.* Green leur imposa la direction d'un médiocre, William Collins, bientôt remplacé par un autre incapable, Francis J. Dillon. Lorsque 77 *federal unions* de l'automobile se réunirent à Detroit (Michigan), en juin 1934, les délégués récla-

mèrent la constitution immédiate d'une fédération industrielle des travailleurs de l'automobile. William Green se déroba.

Les ouvriers de l'auto n'avaient que trop de raisons d'être mécontents. Le « code » de leur industrie, promulgué par le président Roosevelt, contenait une clause qui permettait aux employeurs de licencier n'importe quel militant syndicaliste. Les mises à pied se multiplièrent. Les travailleurs répondirent par une vague de grèves.

Finalement, le 9 mai 1935, le conseil exécutif de l'*A. F. L.* se décida, un peu tard, à reconnaître la fédération réclamée. L'organisation nouvelle : *United Automobile Workers* (en abrégé : *U. A. W.*) fut constituée en août. Mais ce n'était qu'un compromis : les syndicats de métier avaient conservé dans leurs fiefs respectifs environ 15 % des travailleurs de l'automobile. De plus, William Green s'était arrogé le droit de nommer le président de la nouvelle organisation, et il désigna Dillon. Les travailleurs de l'automobile avaient la nausée de l'*A. F. L.*

Dans l'Acier

Ici, l'obstacle ne fut pas la structure des syndicats de métier, car une seule fédération avait pleine juridiction sur les 500 000 travailleurs de cette industrie : l'*Amalgamated Association of Iron, Steel and Tin Workers.* Mais cette organisation était moribonde et elle comptait de 3 à 5 000 membres, tous ouvriers hautement qualifiés. Elle méprisait les non-qualifiés et elle ne craignait rien tant que d'être troublée dans son sommeil par l'intrusion de milliers de nouveaux adhérents, manœuvres spécialisés, jeunes et militants. Pourtant, dès la promulgation du *N. R. A.*, en 1933, les inorganisés affluèrent, sans y être invités, dans l'*Amalgamated*. Ils créèrent des « loges » (sections syndicales), qu'ils baptisèrent, dans leur enthousiasme de néophytes, *New Deal, N. R. A., Blue Eagle* (l' « Aigle Bleu », l'insigne de la *National Recovery Administration*). Un an plus tard, ils étaient 100 000.

Le sénile président de l'*Amalgamated* était un certain Michael Tighe, surnommé « grand-mère » Tighe. Toute sa philosophie se résumait en une sentence : « On ne peut pas lutter contre un trust ausi riche et puissant que celui de l'acier. » Néanmoins, il fit contre mauvaise

fortune bon cœur et ouvrit ses portes aux fâcheux qui venaient troubler les dernières années paisibles de sa vie. Eperonné par la pression des masses et aussi par William Green (ce dernier subissant davantage que lui la même pression), il poussa la bonne volonté jusqu'à envoyer quelques organisateurs sur le terrain. Sa campagne de recrutement ne fut certes pas agressive. Mais, en ces temps-là, les travailleurs ne se faisaient pas prier pour rejoindre l'organisation syndicale.

Les craintes de Tighe n'étaient que trop fondées. Il fut rapidement débordé par la jeunesse à laquelle il avait dû ouvrir les portes. Le 25 mars 1934, deux cent cinquante-sept délégués se réunirent à Pittsburgh, en une conférence interdistricts, et créèrent une minorité organisée, le *Rank and File Movement* (« mouvement de la base »). Lorsque le congrès national de l'*Amalgamated* se tint en avril, dans la même ville, Tighe ne put empêcher ses adversaires de faire élire un comité de militants de base, chargé de préparer une grève à l'échelle nationale.

Les travailleurs de l'acier avaient, en effet, autant que ceux de l'automobile, des raisons de manifester leur colère. Le « code » de l'industrie avait été rédigé, non par Roosevelt, mais par le trust de l'acier. Le patronat avait fait savoir, de façon non équivoque, que la section *7 a* ne modifiait en rien sa position antérieure d'hostilité vis-à-vis du syndicalisme ouvrier. La seule espèce de syndicat qu'il était disposé à accepter, pour se conformer à la loi, était la *company union*, le syndicat « jaune ». Les travailleurs de l'acier comprirent que, pour forcer la reconnaissance du syndicat ouvrier, il leur faudrait se battre.

Mais Tighe ne le voulait point. Les délégués de la base décidèrent alors de se rendre à Washington, afin d'exposer leurs doléances au président Roosevelt. Dans les antichambres de la capitale, ils ne se laissèrent pas éconduire et leur attitude fut militante. Le Président leur ayant fait une vague promesse, ils dirent publiquement quelque chose comme : « La bonne blague ! » On n'avait jamais vu pareille inconvenance à Washington. La nation entière comprit que quelque chose était changé dans le rapport des forces entre Capital et Travail.

Mais, en juin, un congrès extraordinaire de l'*Amalgamated* fut convoqué, et William Green vint tout exprès pour supplier les délégués de renoncer à leur projet de grève. Il leur promit, de la part du président Roosevelt,

un vague *Steel Labor Relations Board*, et ils mordirent à l'amorce. Le prestige exercé alors par le Président des Etats-Unis sur les jeunes syndiqués était tel qu'ils se laissèrent circonvenir. Ce fut un rude coup pour le « mouvement de la base ».

Quelques mois après, « grand-mère » Tighe, encouragé par sa victoire, passa à l'offensive. Il procéda à l'expulsion massive des « loges » et des syndiqués qui participaient au mouvement oppositionnel.

Dans le Caoutchouc

En 1934, 60 à 70 000 travailleurs avaient rejoint les *federal unions* de l'*A. F. L.*, notamment à Akron (Ohio), principal centre de l'industrie caoutchoutière. William Green envoya sur place un piètre proconsul, Coleman C. Claherty. Comme ceux de l'automobile, les travailleurs du caoutchouc réclamaient une fédération d'industrie. Au lieu de quoi, Green et Claherty les répartirent en sept syndicats de métier différents, et ne conservèrent dans les *federal unions* que ceux des non-qualifiés qu'on ne pouvait caser dans l'un ou l'autre des syndicats de métier.

Les travailleurs étaient las du *speed-up* (l'accélération du travail à la chaîne). Ils étaient impatients d'action. En juin 1934, ils décidèrent soudain de se mettre en grève à la *General Tire and Rubber*. Claherty fut débordé, houspillé. Les grévistes obtinrent gain de cause. Mais le patronat ne voulait pas se soumettre au *N. R. A.* Il sabotait, par toutes sortes de procédures juridiques, les élections à travers lesquelles le syndicalisme essayait de se faire reconnaître. Il eût fallu rien moins qu'une grève générale pour lui arracher l'acceptation de négociations collectives. Mais un accord désastreux fut conclu à Washington, en avril 1935, par Green et Claherty. Les travailleurs, écœurés, ne voulurent plus entendre parler de syndicats. Au printemps de 1935, les effectifs syndicaux étaient redescendus à 3 000. Les travailleurs du caoutchouc étaient complètement démoralisés.

Dans le Textile

On avait affaire ici à une industrie difficile à organiser, souffrant de salaires particulièrement bas, de chômage

périodique, d'une mécanisation intensive réduisant constamment le nombre des ouvriers. En outre, une part de plus en plus grande de cette industrie s'était transplantée dans le Sud, où les salaires étaient encore plus dérisoires que dans le Nord, où les « pauvres blancs », montagnards ignorants et soumis, étaient tombés sous un joug particulièrement inhumain, où le patronat exploitait les préjugés raciaux pour mieux asseoir sa domination.

Dans les mois qui suivirent l'entrée en vigueur du *N. R. A.*, en 1933, les travailleurs du textile se ruèrent dans les syndicats ; les effectifs passèrent de 50 000 au début de 1933 à 300 000 au cours de l'été 1934. Et, très vite, les nouveaux syndiqués se fâchèrent. Bien que le Code du Textile eût été présenté comme un « modèle », et qu'il contînt effectivement certaines améliorations, les employeurs le violèrent avec ensemble. Les conditions du travail restèrent détestables. Les nouveaux syndiqués furent licenciés par milliers.

Le mouvement de révolte partit du Sud. Sous la pression de la base, le Congrès des *United Textile Workers* décida, à la fin d'août 1934, une grève générale. Celle-ci prit les proportions d'une marée humaine. Plus de 400 000 travailleurs y prirent part. Le mouvement fut dirigé par un militant énergique, Francis Gorman, qui mit au point une tactique dite des « escadrons volants de piquets ». Aussitôt après avoir imposé la fermeture d'une usine, les travailleurs sautaient dans de vieilles automobiles et envahissaient le centre textile le plus proche avant que la police ait pu prendre ses dispositions pour empêcher l'installation de piquets de grève. Les grévistes se battirent contre les forces de répression. Le sang coula. Le patronat et les pouvoirs publics instaurèrent un régime de terreur. En Georgie, les grévistes furent jetés dans des camps de concentration.

Mais les dirigeants de l'*A. F. L.* se sentirent entraînés plus loin qu'ils ne l'avaient voulu. Au moment même où se dessinait la victoire, ils firent soudain cesser le mouvement, le président Roosevelt leur ayant tendu l'appât d'une « commission d'enquête et de médiation ». Dans une atmosphère d'état de siège, les travailleurs durent reprendre le travail. Des milliers d'entre eux furent licenciés et obligés de signer l'engagement de quitter la fédération. En août 1935, celle-ci ne comptait plus que 79 200 membres.

Les hommes qui régénérèrent le syndicalisme américain n'étaient pas des théoriciens, des faiseurs de systèmes, mais des pragmatiques. Ils avaient compris que la crise économique, la promulgation du *National Recovery Act*, l'afflux massif des travailleurs dans les syndicats rendaient enfin possible l'organisation des ouvriers de la grande industrie, sur la base du syndicalisme industriel. Ils essayèrent d'abord de les organiser dans la vieille *A.F.L.*, en réformant sa structure et ses méthodes. Et c'est seulement quand ils virent que c'était décidément impossible qu'ils furent amenés à créer une organisation nouvelle.

Dans la querelle qui les opposait au dernier carré du gompérisme, ces innovateurs avaient en leur faveur un argument massue : le progrès technique. Si, entre 1899 et 1914, la productivité dans l'industrie s'était élevée de moins de 10 %, de 1920 à 1930, elle s'était accrue de 7 % par an. La compagnie Ford déclara en 1926 que 43 % de ses 7 782 différents emplois exigeaient un seul jour d'apprentissage ; 36 % de un jour à une semaine ; 6 % de une à trois semaines ; et seulement 15 % requéraient un délai plus long. 85 % des travailleurs de Ford pouvaient atteindre leur aptitude maxima en moins de deux semaines. Dans le bâtiment, une machine excavatrice, manœuvrée par un seul homme et son aide, pouvait accomplir dans le même laps de temps le travail de 44 terrassiers.

Partout, la machine simplifiait tellement les opérations que les semi-qualifiés (ceux que nous appelons chez nous les « manœuvres spécialisés ») remplaçaient les qualifiés et, dans bien des cas, les non-qualifiés. Dans les secteurs de base de l'industrie américaine, les manœuvres spécialisés l'emportaient de loin sur les autres catégories. La structure du syndicalisme de métier était inadaptée à cette situation nouvelle.

Et, même s'il avait été possible et désirable de répartir les millions de manœuvres spécialisés entre les diverses catégories de métiers, les machines et les emplois changeaient si fréquemment qu'il eût fallu sans cesse déplacer ces travailleurs d'une catégorie à l'autre. Beaucoup d'employeurs admettaient eux-mêmes que l'organisation par métier dans de larges entreprises industrielles ne pouvait qu'engendrer la confusion. Gerald Swope, président de

General Electric, discuta le problème relatif à ses propres usines avec William Green. Il demanda si l'*A. F. L.* ne pourrait organiser sa main-d'œuvre en un seul syndicat industriel au lieu de quinze syndicats de métier. La réponse fut négative.

L'argumentation de John Lewis et de ses associés dans la campagne du syndicalisme industriel (Sidney Hillman, du Vêtement pour hommes, et David Dubinsky, du Vêtement pour dames) s'appuyait donc sur le réel.

Au congrès de l'*A. F. L.* à San Francisco, en octobre 1934, les défenseurs du syndicalisme de métier durent faire une concession : des fédérations d'industrie seraient accordées aux travailleurs de l'automobile, du ciment, de l'aluminium et autres industries de production de masse à désigner par la suite. Mais, en même temps, les « droits » des syndicats de métier seraient « sauvegardés ». Comment ? Aucune précision n'était donnée, et le soin d'appliquer le compromis était laissé au conseil exécutif, qui, malgré son élargissement, demeurait dominé par les dirigeants des syndicats de métier. A la tribune du congrès, Daniel Tobin, le président de la fédération des *Teamsters* (camionneurs), avait renouvelé les injures proférées jadis par Gompers à l'égard des non-qualifiés. Il avait traité les organisé de fraîche date de *rubbish* (rebut).

Au congrès fédéral suivant, à Atlantic City, en octobre 1935, la bataille reprit. Les « industrialistes » demandèrent que les syndicats de métier abandonnent toute « juridiction » sur les travailleurs des industries où la production de masse prédominait : automobile, acier, caoutchouc, aluminium, radio, industrie électrotechnique, ciment. John Lewis déclara que les campagnes de recrutement lancées dans le passé par la centrale avaient été « vingt-cinq ans de fiasco interrompu ». Daniel Tobin rétorqua en accusant les « industrialistes » de chercher à détruire l'*A. F. L.* jusque dans ses fondements.

Le représentant des charpentiers, l'obèse Hutcheson, reçut dans la mâchoire un puissant direct de John Lewis. Ce coup de poing marqua la rupture. Les « industrialistes » avaient été battus par 18 204 voix contre 10 933. Dès le lendemain du congrès, ils se réunirent et envisagèrent la création d'un *Committee for Industrial Organization*, officiellement constitué le 9 octobre. A l'origine, le *C. I. O.* ne devait être qu'une fraction organisée au sein de l'*A. F. L.*, en vue d'encourager et de promouvoir l'orga-

nisation des travailleurs dans les industries de production de masse. Mais, en août 1936, le conseil exécutif de la centrale suspendit les dix fédérations, comprenant ensemble plus d'un million de membres, qui s'étaient affiliées au *C. I. O.* La scission du mouvement ouvrier américain était consommée. En 1938, le *Committee* se tranforma en *Congress for Industrial Organizations,* donnant à la séparation un caractère de permanence.

L'AVANT-GARDE A L'ŒUVRE

L'important n'était pas le détachement d'un million de travailleurs de l'*A. F. L.* La tâche qui attendait les « industrialistes », c'était l'organisation des inorganisés. L'œuvre à accomplir était si vaste qu'elle requérait le concours de toutes les bonnes volontés. A quiconque se présentait sur le chantier, disposé à bâtir, on remit un outil. Ici, John Lewis trouva une entreprise à la mesure de son génie. Il fit preuve d'audace. Il oublia le passé. Il enrôla des hommes qu'il combattait la veille. Il leur donna carte blanche. Seul pour le moment comptait le but à atteindre.

Les mineurs. — Lewis puisa, tout d'abord, dans sa fédération des Mineurs, les hommes qui avaient été ses plus fidèles lieutenants, qui avaient toujours accompli docilement ses basses besognes, brisé des grèves, traîné dans la boue et fait attaquer physiquement des militants d'avant-garde, les Philip Murray, son vice-président ; Van Bittner, Allan Haywood, etc. Mais il n'hésita pas à s'adjoindre ceux-là mêmes qui s'étaient rebellés contre sa dictature dans les *United Mine Workers,* et qu'il avait brisés. John Brophy avait été le plus dangereux de ses adversaires. Il avait mené entre 1924 et 1928 le combat pour le redressement de la fédération, dénonçant les capitulations de Lewis, réclamant l'organisation des mineurs inorganisés, la nationalisation des mines, la rupture de l'alliance avec les Républicains et la création d'un *Labor Party.* Au congrès de la fédération en 1926, il avait été élu président, mais Lewis, ayant truqué les votes, avait réussi à l'éliminer.

L'opposition de Powers Hapgood, un diplômé de l'Université de Harvard, qui s'était fait mineur par idéalisme, avait donné aussi à Lewis du fil à retordre. Hapgood

s'était vu barrer l'entrée du congrès en 1927 et avait été frappé dans un hôtel par des hommes de main. En 1930, l'opposition progressiste avait tenu un congrès dissident à Springfield (Ohio). Un moment on avait pu croire que l'appareil de Lewis et de Murray allait s'effondrer. Adolph Germer avait été élu vice-président de l'organisation nouvelle, ce qui lui valut, en 1932, des violences physiques sur la voie publique. Dans le journal des « progressistes » écrivait un certain Len De Caux.

En 1935, Lewis ouvrit ses bras à Brophy, à Hapgood, à Germer, à De Caux. A Hapgood, il déclara : « Vous et Brophy aviez un tas d'idées, mais elles étaient prématurées. Un général qui marche en avant de son armée ne peut être utile à personne. Mais maintenant je suis prêt à reprendre certaines de ces idées. » Brophy se vit attribuer le poste le plus élevé que Lewis pût lui offrir : celui de directeur de l'organisation.

Les communistes. — Personne dans l'*A. F. L.* n'avait combattu les communistes avec plus d'acharnement que Lewis, entre 1920 et 1930. Il avait fait rédiger, en 1923, par un de ses plumitifs, Ellis Searles, une série d'articles, réunis ensuite en brochure sous le titre : *Tentative des communistes de s'emparer du mouvement ouvrier américain.* Il y faisait dénoncer, alors, le complot communiste en vue d'amalgamer les syndicats de métier et de les convertir en fédérations industrielles. Il avait pourchassé les mineurs communistes. Il n'en restait pas un seul, au moins avoué, dans sa fédération. Mais, au congrès de l'*A. F. L.*, en 1935, à Atlantic City, Lewis s'opposa à une résolution tendant à refuser la participation aux congrès fédéraux des syndicats à direction communiste. Il déclara que l'anticommunisme était un prétexte dissimulant des attaques contre le progrès social. Et lorsqu'il procéda à la constitution du *C. I. O.*, il fit une large place aux organisations communistes.

Ces « radicaux » qui avaient été trop souvent, du fait de leur anticapitalisme, à l'écart du mouvement des masses s'embarquèrent sur la galère de John Lewis qu'ils avaient accusé naguère d'être un « meurtrier », un « traître », un « Judas », un « briseur de grève », un « agent du patronat ». Ils réussirent à introduire près de lui un jeune juriste de valeur, Lee Pressman, qui demeura jusqu'en 1948 le très influent conseiller juridique du *C. I. O.* Grâce à l'emprise qu'ils parvinrent à exercer sur

John Brophy, le directeur à l'organisation, ils firent nommer un de leurs alliés circonstanciels, Harry Bridges, le leader des Dockers et Marins du Pacifique, directeur régional du *C. I. O.* pour la côte Ouest. Les communistes avaient déjà joué un rôle actif dans les campagnes d'organisation des ouvriers des industries-clés. Ils s'étaient imposés dans l'automobile, avec Wyndham Mortimer, vice-président des *United Automobile Workers*, et Robert Travis, qui avait émergé lors de la grève de l'*Autolite*, à Toledo (Ohio), en 1934, et nombre d'autres. Dans l'acier, ils avaient, en 1934, dissous leur fédération « rouge », et rejoint la fédération *A. F. L.*, où leurs quelques milliers de militants expérimentés étaient venus renforcer le « mouvement de la base ». Plus tard, lorsque Lewis lança sa grande campagne d'organisation de l'acier, il embaucha comme organisateurs un certain nombre d'anciens membres de la fédération « rouge ». Dans le caoutchouc, les communistes participèrent à la lutte contre la clique de l'*A. F. L.*, puis aux grèves de 1936. Le secrétaire du parti communiste d'Akron (Ohio), James Keller, intervint ouvertement dans les meetings de grévistes.

On estime qu'à la mi-1937, les communistes avaient le contrôle total ou partiel d'au moins 40 % des unions du *C. I. O.* En plus des industries déjà mentionnées ils avaient acquis de solides positions dans l'industrie électrotechnique ; dans la fédération des Marins de la côte Est, avec Joseph Curran et dans celle des Dockers et Marins de la côte Ouest avec Harry Bridges ; dans les mines métalliques ; dans l'industrie de la conserve avec Donald Henderson, un ancien professeur d'économie politique ; dans les transports non ferroviaires ; chez les travailleurs du bois et dans diverses fédérations de journalistes, de techniciens, de fonctionnaires, d'employés, de téléphonistes. En outre, ils avaient en main les plus importantes unions locales de syndicats (New York, Cleveland, Detroit, Chicago, Los Angeles, etc.).

Les occupations d'usines (1936-1937)

Mais, par-dessus tout, le soulèvement de 1936-1937 reçut son impulsion des travailleurs eux-mêmes. Plusieurs facteurs y contribuèrent. Tout d'abord, l'amélioration de la conjoncture économique : grâce au *New Deal* de Roose-

velt, à une série de mesures prises pour renflouer l'appareil de crédit et relever le pouvoir d'achat des consommateurs, aussi bien urbains que ruraux, le chômage avait été résorbé dans une certaine mesure et la prospérité était partiellement revenue ; les travailleurs étaient plus nombreux dans les usines et placés dans une posture plus favorable pour revendiquer de meilleurs salaires.

Ensuite, la mauvaise volonté patronale : les employeurs s'obstinaient à violer et à saboter les clauses ouvrières du *National Recovery Act ;* ils se dérobaient aux négociations collectives et se refusaient à reconnaître les syndicats ouvriers ; pis : ils tentaient de mettre ceux-ci en échec en fomentant des *company unions* (syndicats « jaunes »). Il apparut bientôt que le *N. R. A.* comportait une lacune : il ne prévoyait aucun mécanisme permettant d'obliger les employeurs à respecter la loi. C'est cette lacune que le sénateur Robert Wagner tenta de combler lorsqu'au début de 1935 il déposa un projet de loi qui, promulgué le 5 juillet de la même année, devint le *National Labor Relations Act*, plus connu sous le nom de *Wagner Act.*

Le *Wagner Act* confirmait le droit pour les travailleurs de s'organiser librement, de négocier collectivement et de faire grève ; et il créait un organisme, le *National Labor Relations Board,* dont l'objet était de faire respecter ce droit, à la fois par ses propres interventions et par celles des tribunaux réguliers. Mais, pendant près de deux ans, la Cour suprême rendit des sentences qui, indirectement, mettaient en doute la constitutionnalité du *Wagner Act.* Et cette attitude encouragea le patronat à faire fi de la loi. Les travailleurs comprirent qu'ils n'obtiendraient la consécration de leurs droits qu'en l'arrachant de haute lutte.

Un autre facteur du soulèvement fut, bien entendu, la rupture avec l'*A. F. L.* des syndicats industriels et la constitution du *C. I. O.* qui rendit aux travailleurs confiance en eux-mêmes.

Enfin, un dernier facteur intervint : la triomphale réélection du président Roosevelt, en novembre 1936, donna aux ouvriers l'impression que le *Labor* avait définitivement vaincu la réaction. Le programme de Roosevelt, le *New Deal,* l'avait emporté. S'imaginant (en se faisant, certes, beaucoup d'illusions) qu'ils avaient un allié et un protecteur à la tête du gouvernement fédéral, les travailleurs

s'enhardirent et prirent conscience de leur propre pouvoir. Les occupations d'usines s'ouvrirent dans une atmosphère politique analogue à celle qui, en France, quelques mois plus tôt, avait été créée par la victoire du Front populaire et l'accession au pouvoir de Léon Blum.

Le mouvement démarra dans le caoutchouc, à Akron (Ohio), la capitale du pneu. En septembre 1935, William Green avait échoué dans sa tentative d'imposer son proconsul, Claherty, comme président de la fédération industrielle du Caoutchouc et les délégués au congrès constitutif, défiant l'*A. F. L.*, avaient élu président un homme de leur choix, Sherman H. Dalrymple. Au début de 1936, les travailleurs d'Akron furent encouragés par la publication du rapport d'une commission d'enquête fédérale sur les déplorables conditions de travail dans leur industrie. Les adhésions au syndicat se multiplièrent.

Et, le 29 janvier, les ouvriers de *Firestone* se mirent en grève en occupant l'usine. Cette technique nouvelle, destinée à prévenir l'introduction de briseurs de grève venait d'être expérimentée en France de façon retentsante. Sur place, elle semble leur avoir été enseignée par un ouvrier imprimeur hongrois ou serbe, qui l'avait pratiquée à Sarajevo, au lendemain de l'attentat du 28 juin 1914. Elle fut baptisée aussitôt : *sit-down strike* (grève sur le tas). Au bout de deux jours, le mouvement s'acheva en victoire. Quelques jours après, des *sit-down* analogues se produisirent aux usines Goodyear et Goodrich.

Le 17 février, nouvelle *sit-down* à l'usine Goodyear, pour protester contre le licenciement de travailleurs. Ici, le mouvement se transforma en grève régulière, avec piquets autour de l'usine. Et, comme les autorités menacèrent de faire intervenir la garde nationale, l'union des syndicats d'Akron annonça que 35 000 travailleurs, appartenant à 105 syndicats, déclareraient une grève générale au cas où les piquets de grève seraient attaqués. La lutte dura trente-trois jours et se termina, ici encore, par une victoire et par l'organisation des milliers de travailleurs de Goodyear.

Akron avait lancé le mouvement. Flint prit la relève. Flint (Michigan) est, après Detroit, le second centre de l'industrie automobile américaine et le fief de la toute-puissante *General Motors*. Le *C. I. O.* joua son avenir à Flint, et gagna.

Les *sit-down* y surgirent à la fin de 1936. Elles s'étendirent aux diverses usines de *General Motors,* tandis que le trust continuait à refuser de négocier collectivement avec le syndicat et le *C.I.O.* La division du travail entre les différentes unités de production de *G.M.* était poussée à un point tel qu'il suffisait de s'attaquer à quelques usines-clés pour paralyser tout le système. De même, dans chaque usine, il suffisait d'agir à un point déterminé pour arrêter le mouvement de la chaîne. Par ailleurs, les ouvriers étaient tellement habitués à l'ordre, au fonctionnement impeccable d'un mécanisme de précision, à des méthodes de travail suivant lesquelles chaque détail était calculé et pas une seconde n'était perdue en gestes inutiles, qu'il leur suffit d'appliquer cette discipline scientifique à l'organisation de leurs grèves. Enfin, le fait que la plupart des travailleurs de l'automobile étaient jeunes et sans expérience syndicale les fit s'adapter aisément aux tactiques nouvelles de grève que leur imposèrent les circonstances.

Le soulèvement fut une combinaison intime de spontanéité et de calcul ; la poussée élémentaire des masses s'associa parfaitement avec la direction consciente d'une minorité de techniciens syndicalistes. Le mouvement fut, à la fois, centralisé et démocratique. Les comités de grève étaient dotés d'importants pouvoirs. Il leur arriva d'être obligés par les circonstances de prendre certaines décisions dans le secret. Mais, en dehors de ces cas exceptionnels, leurs décisions étaient soumises au contrôle quotidien des assemblées générales de grévistes.

Les dirigeants étaient des travailleurs tout récemment sortis du rang et qui n'avaient pas encore eu le temps de se différencier de la « base » en respirant l'air vicié des sommets. La grève fut menée par des hommes tels que Wyndham Mortimer, Robert Travis, les frères Reuther (Walter, Roy et Victor), qui venaient d'émerger de la masse des travailleurs de l'auto. Les deux facteurs de toute action révolutionnaire — spontanéité et conscience — s'étaient conjugués. Les *sit-down,* bien que moins politisées, furent mieux coordonnées que les occupations d'usines françaises. Le mouvement ouvrier américain, que l'on avait qualifié, en Europe, de « retardataire », offrit ainsi un modèle à suivre au prolétariat du monde entier. A Flint, il fut démontré que la concentration industrielle, la mécanisation, la rationalisation, poussées au point où elles le sont aux Etats-Unis, créent les conditions permet-

tant aux travailleurs de s'administrer eux-mêmes et, partant, ouvrent la voie au socialisme autogestionnaire.

L'état-major des *U. A. W* choisit tout d'abord deux usines de Flint, *Fisher Body* n° 1 et n° 2, en raison de leur importance stratégique. Le patronat riposta, dans la seconde de ces entreprises, en faisant interrompre le chauffage, tandis que la police, massée aux entrées, tentait d'intercepter tout ravitaillement. Il en résulta une violente bataille. Les assaillants furent repoussés et durent abandonner le terrain.

A la mi-janvier, une trêve fut signée, comme suite à la médiation du gouverneur de Michigan, et les grévistes s'apprêtaient à évacuer les usines lorsqu'une indiscrétion révéla à leurs dirigeants que *General Motors* n'était pas de bonne foi. La lutte continua. Pour maintenir le moral des combattants et s'assurer un nouvel avantage stratégique, les militants décidèrent alors de s'attaquer à Chevrolet. Mais l'opération était difficile ; le patronat et les forces de répression étaient sur leurs gardes. Il fallut recourir à une ruse. Tandis que les ouvriers de l'usine Chevrolet n° 9 cessaient le travail et occupaient l'usine, concentrant sur elle l'attention des forces patronales et policières, une équipe hardie de 400 travailleurs s'empara de l'usine n° 4, dont l'importance stratégique était très supérieure. L'opération, élaborée dans le secret, réussit. L'usine fut occupée sans coup férir.

Cet avantage supplémentaire, auquel s'ajouta le refus du gouverneur de faire intervenir à nouveau la force armée contre les occupants, détermina finalement la victoire. Le 11 février 1937, *General Motors* capitula. La fédération de l'Automobile était reconnue comme le représentant exclusif des travailleurs.

Le sigle *C. I. O.* (comme chez nous celui de la C. G. T. quelques mois plus tôt) acquit un prestige mythique. Le syndicat devint le centre de la vie de tous ces êtres humains longtemps courbés et longtemps frustrés. Non plus seulement un froid bureau d'affaires, chargé de négocier des questions de salaires, comme dans l'*A. F. L.*, mais un foyer, une école, un lieu de divertissement et de joie. Les travailleurs américains, dont la société capitaliste avait fait des individualistes, des égoïstes, des cyniques, des « durs », découvrirent soudain ce trésor inconnu : la camaraderie. C'était comme si un nouveau monde, une nouvelle existence avaient commencé. Les femmes, deux fois exploitées,

en tant qu'ouvrières et en tant que femmes, furent deux fois délivrées. Elles s'étaient battues contre la police comme des lionnes, animées par une militante, Genora Johnson.

Les *sit-down* ne donnèrent pas seulement aux travailleurs des industries-clés une confiance en eux-mêmes, en leur force collective qui leur avait manqué dans le passé et qui, une fois acquise, ne devait plus les abandonner. Elles ébranlèrent aussi la notion de propriété privée. Certes, les grévistes américains, comme ceux de France, avaient respecté scrupuleusement les propriétés de leurs exploiteurs : ils ne s'en étaient pas emparé, ils les avaient seulement « occupées » pour une courte période. Néanmoins, le *Big Business* poussa des cris d'écorché. Les juristes à sa solde traitèrent les *sit-down* d'actes « révolutionnaires », « subversifs », « destructeurs de la loi et de l'ordre », de « saisies de propriété illégales », d' « étape vers l'expropriation pure et simple ». L'*A. F. L.* fit chorus. Après avoir essayé de saboter par tous les moyens les *sit-down* de l'automobile, elle en condamna le principe. William Green déclara qu'elles étaient « une arme du *C. I. O.* ouvrant vraisemblablement la voie à une dictature fasciste ». Le Congrès fédéral et les législateurs de divers Etats s'empressèrent de passer des lois prohibant les *sit-down*. Les travailleurs ripostèrent en invoquant une notion nouvelle : leur droit de propriété sur leur emploi. Une première brèche était ainsi faite dans la muraille de la propriété privée. Lentement, la conscience des travailleurs s'entrouvrait à l'idée que les grandes usines où ils produisaient étaient leur propriété collective.

Mais les *sit-down* de Flint et autres lieux eurent des conséquences plus immédiates sur le plan syndical et politique. L'épidémie de grèves avec occupation atteignit son apogée en mars 1937, époque à laquelle près de 200 000 travailleurs y participèrent. Et c'est le 2 mars 1937 que l'*U. S. Steel*, comme on va le voir, signait un accord avec le *C. I. O.*

L'autre conséquence des *sit-down* fut, le 12 avril, la validation du *Wagner Act* par la Cour Suprême. Pendant près de deux ans, elle avait laissé planer un doute sur la constitutionnalité d'une loi qui obligeait le patronat à traiter d'égal à égal avec les syndicats ouvriers. Maintenant que les travailleurs de l'automobile avaient affirmé leurs droits par l'action directe, les juges admettaient que la loi ne violait en rien la Constitution des Etats-Unis.

Les grèves sur le tas dans l'automobile n'avaient été ni prévues, ni voulues par John Lewis. Mais il sut voir les avantages que l'on pouvait retirer de ce mouvement. Le soulèvement des travailleurs de l'auto, si l'on réussissait à le tenir en main, pouvait obliger le *Big Business* à baisser pavillon devant le *C. I. O.* Lewis se comporta exactement comme s'il avait tout préparé, tout commandé, tout autorisé. Dès le début des *sit-down* de Flint, il télégraphia aux grévistes que le *C. I. O.* leur promettait son soutien complet et unanime dans la conduite de la grève. S'adressant aux journalistes, à Washington, il rappela que le *C. I. O.* avait aidé tout récemment le Président des Etats-Unis à repousser l'attaque des « royalistes économiques » qui avaient essayé de le chasser, à coups d'argent, de la Maison Blanche. « Les mêmes royalistes économiques, ajouta-t-il, ont maintenant planté leurs crocs dans le *Labor*, et le *Labor* attend de l'Administration qu'elle soutienne les travailleurs de l'auto dans leur lutte. »

Lorsqu'un peu plus tard, le Président convoqua les leaders du *C. I. O.* à la Maison Blanche et insista pour que les négociations en vue d'un règlement du conflit ne commencent qu'après l'évacuation des usines occupées, John Lewis répondit par un non catégorique. Et quand le gouverneur du Michigan, Frank Murphy, menaça de faire intervenir la force armée, il réussit à faire reculer le gouverneur. Dans les négociations qui aboutirent à la capitulation de *General Motors*, il démontra ses qualités de négociateur.

Aussitôt l'orage passé, John Lewis revint au plan qu'il avait mûri et qui était son objectif essentiel : l'organisation de l'acier. Les mineurs de charbon et les deux syndicats du vêtement, celui de Hillman et celui de Dubinsky, fournirent les fonds nécessaires pour la campagne. Un état-major de 433 organisateurs fut constitué et dispersé sur le terrain. Ils opérèrent selon une stratégie minutieusement préparée. Trente-trois offices régionaux furent ouverts dans les centres de l'acier. Un journal fut publié, un chef de publicité, rompu aux techniques modernes, engagé.

Le *Steel Workers Organizing Committee* (en abrégé : *S. W. O. C.*) s'attaqua, non seulement aux inorganisés, mais aussi et surtout aux travailleurs organisés dans les syn-

dicats « jaunes », les *company unions*. Les magnats de l'acier, en effet, avaient développé ce genre d'organisation, afin de faire échec à l'essor du syndicalisme ouvrier sans violer ouvertement la clause *7 a* du *National Recovery Act*. Ils avaient même encouragé la formation d'un « conseil central des représentants des employés », groupant des délégués de différentes usines, avec l'espoir que ce conseil serait dominé par des éléments conservateurs et anti-*C. I. O.* Mais c'est le contraire qui se produisit. Le 20 décembre 1936, 200 « représentants des employés », délégués par 42 aciéries, se réunirent à Pittsburgh et décidèrent de s'affilier au Comité d'organisation de Lewis. A la fin de 1936, 125 000 travailleurs de l'acier avaient rejoint le *S. W. O. C.*

Le 2 mars 1937, Lewis signa un accord avec Myron C. Taylor, mandataire du trust de l'acier. Le *S. W. O. C.* était officiellement reconnu. Au début de septembre, le jour de la Fête du Travail (*Labor Day*), 200 000 travailleurs de l'acier se rassemblèrent en une démonstration géante à Pittsburgh.

John Lewis canalise le mouvement

Le fondateur du *C. I. O.*, cependant, n'avait pas coupé les racines profondes qui le reliaient au passé. Il restait un conservateur, attaché à la collaboration des classes. Le *C. I. O.*, par plus d'un trait, ressemblait à la vieille *A. F. L.* Les principes fondamentaux du syndicalisme industriel révolutionnaire, tels que les avaient conçus les *I. W. W.*, c'est-à-dire les notions de solidarité de classe et de lutte de classes, lui faisaient défaut.

Au moment même où il prenait la direction du mouvement, Lewis était obsédé par l'idée de contenir la radicalisation des masses. Sans lui, les travailleurs industriels en rébellion auraient peut-être suivi leurs avant-gardes dans une centrale syndicale de lutte de classes.

Les fondateurs du *C. I. O.*, Lewis, Hillman, Dubinsky, voulurent canaliser un mouvement qui, au fond, les inquiétait. Les objectifs respectifs de John Lewis et de William Green n'étaient pas fondamentalement différents. Il y avait seulement désaccord sur la méthode.

L'entreprise relativement conservatrice de John Lewis fut d'ailleurs facilitée par l'attitude même de ceux dont il

s'efforçait de contenir l'influence. La plupart d'entre eux lui accordèrent un appui sans lequel il n'aurait pu réussir dans sa tâche. Certains, parmi eux, furent assagis par l'obtention d'un bon emploi.

Dans l'automobile, la fissure entre la base et le sommet apparut dès le lendemain de la bataille de *General Motors*. L'accord signé par les *U. A. W.* avec le trust n'était pas absolument satisfaisant. Le syndicat n'était reconnu comme porte-parole des ouvriers que dans les dix-sept usines qui avaient fait grève, et seulement pour une période de six mois. Le patronat continuait à embaucher et à employer des non-syndiqués. En outre, le contrat contenait des lacunes en ce qui concerne le *speed-up*, l'ancienneté, les délégués d'atelier, les salaires minima. Le représentant de Lewis, John Brophy, eut à défendre l'accord contre une opposition qui, entre autres, demandait qu'il fût l'objet d'un référendum.

La fissure se révéla plus nettement au cours de la grève Chrysler, une *sit-down* qui suivit celle de *General Motors* en mars 1937 et dura dix-sept jours. La compagnie avait accepté de reconnaître le syndicat en tant que représentant de ses membres, mais refusé de lui accorder l'exclusivité de la représentation ouvrière. Lewis conclut, de son propre chef, une trêve avec Chrysler, aux termes de laquelle les travailleurs durent évacuer les usines sans avoir obtenu ce pour quoi ils s'étaient mis en grève. Chrysler félicita publiquement John Lewis pour son intervention, tandis que les ouvriers manifestaient leur mécontentement. Il fallut procéder à cinq votes avant que les travailleurs de l'usine principale Dodge ne consentissent à abandonner les ateliers.

Dès ce moment, Lewis et ses porte-parole multiplièrent les déclarations condamnant les grèves sur le tas. Mais elles ne disparurent pas pour autant. La base continua pendant de longs mois à user de cette arme, dont elle avait découvert l'efficacité. Les *sit-down* devinrent des « grèves sauvages », c'est-à-dire désapprouvées par la direction syndicale. Elles se rallumèrent çà et là tout au long de l'année 1937, généralement justifiées par quelque provocation patronale. La plus notable fut celle des usines Pontiac, à la fin de novembre. Dans ces divers conflits, le président des *U. A. W.*, Homer Martin, d'accord avec Lewis, intervint avec rudesse. Il déclara les grèves illégales, menaça les grévistes de leur retirer tout soutien, financier

ou autre, et les obligea finalement à reprendre le travail.

Le mouvement fut beaucoup plus facilement canalisé dans la sidérurgie, car il n'y avait pas été aussi spontané que dans l'automobile. Il fut muselé dès le moment où il remporta la victoire. L'accord fut signé entre Lewis et le trust de l'acier sans que les travailleurs eussent été consultés ou même informés de ce qui se tramait. Tandis que la fédération de l'Automobile avait poussé par en bas, celle de l'Acier fut créée d'en haut, administrativement, au moyen d'un état-major disposant de beaucoup d'argent et composé d'anciens dirigeants de la fédération des Mineurs qui n'avaient jamais brillé par le respect de la démocratie intérieure.

Au surplus, la fédération de l'Acier absorba des syndicats « jaunes » : ayant pris l'habitude d'être sous tutelle, les travailleurs passèrent aisément de la dictature patronale à celle de leurs nouveaux dirigeants syndicaux.

Dans le textile, Sidney Hillman organisa les travailleurs sans agitation syndicale réelle, avec le seul but de les lier par contrats avec les employeurs. Toute cette procédure fut dirigée d'en haut, sans participation effective de la base.

Dans diverses industries, le *C. I. O.* nomma les membres des comités d'organisation. Toutes décisions concernant les grèves, les contrats leur furent réservées. Ils conservèrent dans leurs coffres la plupart des fonds des sections syndicales locales.

3. La guerre et l'après-guerre

La guerre et l'union sacrée

A peine adolescent, le jeune *C.I.O.* fut absorbé dans l'appareil de l'empire américain. Les grèves furent mises hors la loi, non sur un ordre d'en haut, comme chez Hitler ou Mussolini, mais par une renonciation « volontaire » (*no strike pledge*) des dirigeants syndicaux.

Bien que les salaires bloqués fussent en retard sur la hausse inflationniste du coût de la vie, les travailleurs acceptèrent, au début, ces entraves avec une relative docilité, car la production de guerre avait non seulement absorbé le chômage chronique, mais procuré un *job* à ceux qui n'avaient jamais encore travaillé en usine, notamment aux femmes. Tous les membres d'une même famille obtinrent un emploi, et leurs paies additionnées améliorèrent le niveau de vie de l'unité familiale. De plus, tous firent des heures supplémentaires.

En outre, le président Roosevelt jouissait encore d'un certain prestige auprès des travailleurs grâce auquel il leur fit accepter des sacrifices, au nom d'une trompeuse « égalité ». Le *Big Business*, en effet, était censé apporter sa contribution, sous forme d'impôts accrus. Mais les travailleurs, de leur côté, n'avaient pas été oubliés par le fisc. Ils découvrirent que leur pouvoir d'achat allait en s'amenuisant, tandis que les monopoles entassaient des profits. Enfin, pour faire accepter aux salariés le blocage de leurs salaires, Roosevelt créa un contrôle des prix, l'*Office of Price Administration* (en abrégé : *O.P.A.*). Mais cet organisme fut incapable d'arrêter la hausse du coût de la vie.

Les dirigeants syndicaux avaient sacrifié presque sans contrepartie une position stratégique excellente. La demande de main-d'œuvre était très supérieure à l'offre. Les ouvriers se trouvaient dans une position favorable et pouvaient tenir la dragée haute à leurs exploiteurs. S'ils n'avaient été privés du droit de grève, ils auraient pu

obtenir des avantages substantiels. L'arbitrage obligatoire, par le truchement d'un *War Labor Board*, acheva de les désarmer. Pour créer une illusion d'impartialité, le *Board* fut formé sur une base tripartite et composé en nombre égal de représentants des syndicats, du patronat et du public. Mais le public était représenté par le gouvernement, prétendu gardien de l' « intérêt général ». Et le gouvernement n'était autre que l'agent d'exécution du *Big Business*. Les représentants des syndicats, réduits au rôle d'une minorité impotente, aidèrent à entretenir l'illusion que le *Board* était une agence impartiale. Les sentences qu'il rendit ne furent pas en faveur des travailleurs. Par la suite, Roosevelt habilita, par décret, le *Board* à prendre des mesures punitives contre les syndicats récalcitrants. Un jour de lucidité, Matthew Woll, pourtant un des bureaucrates les plus conservateurs de l'*A. F. L.*, déclara que le *War Labor Board* était devenu « un bâton d'agent de police ».

Au début de 1942, le Président obtint des syndicats leur renonciation « volontaire » au droit, qui leur était garanti par leurs contrats, de recevoir paie double pour les heures de travail effectuées les dimanches et jours fériés. Le 16 juillet, le *War Labor Board* bloqua les salaires en promulgant la *Little Steel formula*. (La « formule » tira son nom du fait qu'elle fut appliquée tout d'abord aux aciéries non rattachées au trust de l'acier et groupées en une association connue sous le sobriquet de *Little Steel*.) La « formule » fut ensuite appliquée à l'ensemble des industries. Evaluant à 15 % la hausse du coût de la vie entre janvier 1941 et mai 1942, le *Board* interdit toute hausse de salaires supérieure à ce pourcentage. A partir de mai 1942, les prix étaient censés être bloqués ; les salaires, selon les pouvoirs publics, devaient donc l'être aussi. En fait, les prix montèrent en spirale, malgré l'*O. P. A.*, et les salaires restèrent bloqués.

Les représentants du *Labor* participèrent à un autre office, celui de la « main-d'œuvre de guerre ». Ils se firent ainsi les auxiliaires du décret exécutif pris, le 17 avril 1943, par le président Roosevelt, sur proposition de cet office, et qui, pour la durée de la guerre, liait les ouvriers à leur emploi.

Quand, enfin, les travailleurs se fâchèrent, le gouvernement n'hésita pas à faire intervenir contre eux l'armée. Les ouvriers de la *North American Aviation* à Inglewood

(Californie) avaient cessé le travail en juin 1941. Roosevelt fit occuper l'entreprise par la troupe et menaça les grévistes de les mobiliser dans l'armée. Philip Murray, au nom du *C. I. O.*, condamna la grève et délégua un représentant, avec le mandat de révoquer les dirigeants de la section syndicale locale et de faire cesser le conflit. Sidney Hillman approuva l'intervention du Président des Etats-Unis.

Plus tard, lorsque les mineurs en lutte défièrent le *no-strike pledge* et la *Little Steel formula*, le Congrès passa le *Smith-Connally Act* (25 juin 1943), qui interdit la cessation du travail dans les entreprises gérées par le gouvernement et institua diverses procédures destinées à freiner les grèves. Il suffisait désormais au pouvoir exécutif de saisir une entreprise pour y mettre la grève hors la loi. Roosevelt, pour la forme, usa de son droit de veto contre la nouvelle loi. Mais le Congrès passa outre et le Président ne fit rien pour déplacer les quelques voix de démocrates du Sud qui eussent pu renverser le vote. En fait, il avait, dès la fin de 1941, promis aux réactionnaires du Sud une législation antiouvrière en échange de leur ralliement à l'entrée en guerre des Etats-Unis.

Comme fiche de consolation pour les sacrifices consentis au nom des travailleurs, les dirigeants syndicaux obtinrent quelques maigres avantages. L'un d'eux fut l'introduction dans les contrats de travail de la clause dite *maintenance of membership*, une pratique suivant laquelle tous les salariés qui sont membres du syndicat à l'expiration d'un certain délai (généralement quinze jours), consécutif à la signature du contrat, et tous ceux qui, au-delà de ce délai, rejoignent le syndicat, doivent y demeurer pour la durée du contrat. Cette formule a l'inconvénient de laisser au travailleur le soin de décider s'il désire ou non se syndiquer. Il reste ainsi désarmé devant la pression patronale, qui tend à s'exercer sur lui pour le détourner de l'organisation ouvrière. Plus d'un travailleur se dit : « Pourquoi paierais-je des cotisations au syndicat, si je peux obtenir tout autant sans en faire partie ? » Philip Murray commença par protester pour accepter finalement l'os à ronger tendu par le *War Labor Board*.

Une autre fiche de consolation offerte au mouvement syndical fut le *check-off*, une pratique suivant laquelle l'employeur déduit des fiches de paie des ouvriers syndiqués le montant des cotisations syndicales et les verse

au syndicat. Service apprécié de la bureaucratie syndicale, puisqu'il lui assure, sans fatigue, des rentrées régulières de fonds, mais qui éloigne le syndiqué de son organisation en faisant de l'employeur le trésorier du syndicat.

En compensation des sacrifices consentis par le *Labor*, les dirigeants syndicaux furent admis à siéger dans d'innombrables offices de guerre, chargés de régler les questions de production, de main-d'œuvre, de salaires. Leur vanité y fut flattée. Mais ils n'y eurent jamais réelle voix au chapitre. Les représentants de l'Etat capitaliste et du *Big Business* y régnèrent en maîtres. Contrairement à ce qui se passa en Angleterre, où les conservateurs durent admettre le *Labor* dans un gouvernement de coalition, la bureaucratie syndicale américaine ne fut pas placée sur un pied d'égalité, même apparent, avec les hommes du grand capital. Elle n'obtint ni portefeuille ministériel ni poste gouvernemental important. Elle n'entra à la Maison Blanche que par la porte de service. Sidney Hillman ne devint qu'un conseiller occulte du Président.

Au congrès de la fédération des Mineurs, en octobre 1942, les délégués constatèrent, avec John Lewis, que « les officiels des syndicats étaient en danger de devenir des représentants officieux de l'Administration, disciplinant la base et passant de l'indépendance militante à la subordination servile aux volontés gouvernementales ».

Au fur et à mesure que la guerre se poursuivit, le président Roosevelt truffa toujours davantage les agences gouvernementales d'hommes du grand capital. C'est ainsi que, sous la pression des industriels du Sud, il nomma le réactionnaire Fred Vinson « stabilisateur économique ». Le président de la fédération du Textile, Emil Rieve, eut un jour une velléité d'indépendance ; il démissionna du *War Labor Board* et déclara que les travailleurs de l'industrie cotonnière annuleraient leur renonciation à la grève : « Nous avons consenti au *no-strike pledge*, déclara-t-il, en échange d'un *Board* impartial, non pour avoir Vinson. » Démission vite reprise.

Le seul qui ne se plaignit pas de la part trop restreinte accordée au Travail dans l'économie de guerre fut Sidney Hillman. L' « homme d'Etat syndical », comme on le surnommait, était devenu le porte-parole officieux de l'Administration auprès du mouvement ouvrier, beaucoup plus que le porte-parole du *Labor* auprès de l'Administra-

tion. Il partageait la direction de l'*Office for Production Management* avec le magnat de *General Motors*, William S. Knudsen. A ce titre, il passa des commandes de guerre à Ford et à *Bethlehem Steel*, bien que ces sociétés continuassent à défier ouvertement le *Wagner Act* et à provoquer les travailleurs. Non seulement John Lewis, dont il devint la bête noire, mais même Philip Murray, avec lequel il resta dans les meilleurs termes, trouvèrent que Sidney Hillman y allait un peu fort.

Les communistes devenus patriotes

Hillman trouva des émules et des alliés. Les communistes rivalisèrent de zèle patriotique avec lui. Pendant la période comprise entre le pacte germano-russe d'août 1939 et l'agression hitlérienne contre l'U. R. S. S., en juin 1941, ils avaient été de farouches adversaires de l'impérialisme américain et de l'union sacrée. Mais, après cette dernière date, ils devinrent bellicistes. Le Parti communiste américain se saborda. « Les travailleurs, écrivit Foster en 1942, doivent donner l'exemple en acceptant volontairement tout sacrifice nécessaire à la poursuite de la guerre ; ils doivent faire de la défense de la nation dans cette crise l'objectif suprême de toutes leurs activités. » Et Earl Browder, renchérissant, écrivit la même année, que, pour gagner la guerre, c'était aux travailleurs qu'il incombait de faire « le principal sacrifice ».

Personne n'endossa le *no-strike pledge* avec autant d'ardeur. Ils dénoncèrent comme des traîtres tous ceux qui se mettaient en grève ou se déclaraient partisans de grèves. C'est ainsi qu'en mars 1944, les employés du grand magasin *Montgomery Ward*, de Chicago, cessèrent le travail, la direction de l'entreprise refusant de renouveler un contrat en dépit du fait que le syndicat *C. I. O.* avait remporté la victoire au cours d'élections régulières. Ce fut la première grève du *C. I. O.* autorisée depuis Pearl Harbor. Presque toutes les tendances du mouvement ouvrier firent front unique. Les camionneurs (*A. F. L.*) et les cheminots (*A. F. L.* ou indépendants) respectèrent les piquets de grève. Toutes les tendances, sauf les communistes.

Harry Bridges, dont la fédération des Dockers avait

organisé les travailleurs des Magasins généraux de *Montgomery Ward*, télégraphia au président Roosevelt que, malgré la provocation patronale, les membres de son syndicat ne participeraient pas à la grève. L'union des syndicats de Chicago fit appel en vain à ces ouvriers pour qu'ils désobéissent à leur direction syndicale et ne brisent pas la grève. Samuel Wolchock, le président de la fédération des Employés des grands magasins, fut l'objet des plus violentes attaques de la part des communistes qui lui reprochèrent vivement d'avoir déclenché le conflit. La fraction communiste au sein de l'union des syndicats de Chicago accusa le secrétaire de celle-ci « d'être plus soucieux de soutenir les travailleurs de *Montgomery Ward* que de réaffirmer et défendre le *no-strike pledge*. »

Les communistes prônèrent la production à outrance, le *speed-up*. Dans la fédération de l'Automobile, ils approuvèrent le travail aux pièces, auquel l'organisation s'était toujours opposée, et ils soutinrent le blocage des salaires. (Ils ne réussirent d'ailleurs pas, malgré tous leurs efforts, à faire endosser ces deux mesures par la fédération.)

De nombreux employeurs ne cachèrent pas que leurs préférences allaient aux dirigeants syndicaux d'obédience communiste. Un journaliste à la solde des Chambres de commerce écrivit que certains employeurs dirigeaient leurs travailleurs vers un syndicat contrôlé par les communistes plutôt que vers un syndicat « anticommuniste », car les communistes se montraient plus raisonnables en matière de salaires et de conditions de travail et maintenaient la discipline parmi leurs membres. Philip Murray blâma les dirigeants de certains syndicats à direction communiste pour l'appui qu'ils accordaient à une militarisation des travailleurs à laquelle, tout de même, le *Labor* avait la pudeur de s'opposer. Les communistes offrirent de perpétuer le *no-strike pledge*. Albert Fitzgerald, président de la Fédération des travailleurs de l'industrie électrotechnique, contrôlée par les communistes, déclara en 1945 : « Le *no-strike pledge* n'a pas été déclaré seulement pour la durée de la guerre. »

L'attitude des communistes pendant cette période troubla, de façon durable, les travailleurs américains ; elle amenuisa le prestige que leur militantisme des époques antérieures et leur participation active à la fondation du *C. I. O.* leur avaient valu ; elle devait faciliter leur exclusion ultérieure du *Labor*.

John Lewis, de son côté, se brouillait avec le président Roosevelt, puis, par voie de conséquence, avec le *C. I. O.* Bien que d'autres considérations que l'intérêt des travailleurs aient pu lui inspirer son intransigeance, elle eut, néanmoins, des conséquences importantes : elle créa une fissure dans l'édifice de l'union sacrée et elle aida les travailleurs désorientés à reprendre confiance.

Dès l'origine, on l'a vu, l'association de Lewis et de Roosevelt avait reposé sur une communauté d'intérêts temporaire et limitée. Ils firent un bout de chemin ensemble parce qu'il avaient besoin l'un de l'autre, mais ils ne poursuivaient pas des buts identiques. L'essor imprévu du *C. I. O.* avait modifié l'équilibre des forces entre le Capital et le Travail dans une mesure plus large que Roosevelt ne l'avait voulu. Les choses se gâtèrent lorsqu'au printemps de 1937, le *Big Business* tenta d'éprouver la force du *C. I. O.* en l'acculant à une grève dans les aciéries du groupe *Little Steel.* Le patronat de combat de *Bethlehem* et de *Republic Steel* mobilisa tout ensemble les forces policières et des sortes de milices fascistes (*les citizens' committees*) pour terroriser les grévistes et briser leur mouvement.

Bien qu'un président favorable au *Labor* fût au pouvoir à Washington, la police ouvrit le feu, le 30 mai 1937, sur un meeting en plein air, tenu aux alentours des aciéries de *Republic Steel,* à South Chicago, abattant dix travailleurs et en blessant une centaine. D'autres grévistes de l'acier furent tués à Massillon et Youngstown (Ohio). Les gouverneurs des Etats qui avaient fait intervenir la garde nationale contre les grévistes étaient des démocrates, partisans de Roosevelt, et le responsable du massacre de Chicago n'était autre que le maire démocrate Edward J. Kelly, un des lieutenants de Roosevelt, élu avec l'appui du *Labor.*

Tandis que le sang ouvrier coulait dans les rues des centres de l'acier, le président Roosevelt, au cours d'une conférence de presse, reprit une apostrophe célèbre de *Roméo et Juliette :*

> Malédiction sur vos deux maisons !

jetant l'anathème sur les deux camps à la fois, celui du Travail comme celui du Capital. Lewis riposta, quelques

mois plus tard, dans une allocution radiodiffusée. Evoquant la bataille de *Little Steel*, il s'écria : « Le *Labor*, de même qu'Israël, a beaucoup d'objets d'affliction. Ses femmes pleurent leurs disparus et elles se lamentent au sujet de l'avenir des enfants de leur race. Il convient mal à celui qui a soupé à la table du *Labor* et qui a été l'hôte de la maison du *Labor*, de maudire avec une égale ardeur et une élégante impartialité à la fois le *Labor* et ses adversaires, lorsque les deux parties se trouvent aux prises dans une étreinte mortelle. »

Les relations entre Lewis et Roosevelt se refroidirent. A partir de 1938, le Président ignora les avis du leader syndicaliste et, lorsqu'il nommait à des postes gouvernementaux, ne tint plus compte de ses recommandations.

Une autre raison de la rupture entre Lewis et Roosevelt, qui, dans une certaine mesure, découla de la première, fut le bellicisme de plus en plus accentué du Président. Lewis était opposé à l'entrée en guerre des Etats-Unis : d'abord, par haine du Président ; ensuite, parce que cette haine le rapprocha de l'aile isolationniste du Parti républicain ; enfin, car Lewis n'avait rien à gagner à une guerre qui conférerait à l'Exécutif des pouvoirs dictatoriaux, accroîtrait l'influence, dans les conseils de l'Etat, des militaires aussi bien que des magnats et réduirait le *Labor* à un position subalterne. Il avait trop d'orgueil pour accepter le rôle servile que devaient tenir, durant l'union sacrée, des personnages de moindres dimensions, tels que Philip Murray, Sidney Hillman et William Green.

Dans la nuit du 25 octobre 1940, sans avoir averti de ses intentions aucun de ses collaborateurs du *C. I. O.*, Lewis avait déclaré dans un discours radiodiffusé : « Je pense que la réélection du président Roosevelt pour un troisième terme serait un malheur national de grande dimension. Il n'écoute plus la voix du peuple. » Après avoir endossé la candidature du républicain Wendell Willkie, Lewis avait posé aux membres du *C. I. O.* la question de confiance : s'ils ne suivaient pas ses conseils et recommandations, il quitterait au prochain congrès la présidence de la centrale.

C'était sous-estimer la popularité de Roosevelt dans les rangs ouvriers. Mis en demeure de choisir entre lui et l'auteur du *New Deal*, les travailleurs optèrent pour le second. Lewis s'était imaginé qu'après avoir tissé pendant sept ans le mythe d'un Roosevelt libérateur du Travail,

il pourrait, du jour au lendemain, sans explications préalables, ordonner à ses troupes de passer dans le camp républicain — celui de l'ex-président Hoover, dont le souvenir était lié à celui de la grande dépression.

Roosevelt avait été facilement réélu. Et Lewis, tenant parole, n'avait pas été candidat à la présidence du *C. I. O.* au congrès de novembre 1940 ; il avait passé la main à son lieutenant, Philip Murray. Pourtant Murray s'était séparé de John Lewis lorsque celui-ci avait accusé Roosevelt de « comploter » l'entrée en guerre des Etats-Unis ; et la candidature de Philip Murray avait été vivement soutenue par Sidney Hillman.

Lewis contre Roosevelt

Dans sa lutte contre Roosevelt et contre la guerre, John Lewis avait d'abord bénéficié de l'appui des communistes. Ceux-ci étaient alors en plein défaitisme. Quand Lewis endossa Willkie, le conseiller juridique du *C. I. O.*, Lee Presman, le félicita chaleureusement ; Harry Bridges le loua pour avoir montré « le courage d'un lion ». Tout en faisant des réserves sur son choix politique, le dirigeant communiste Earl Browder écrivit qu'au milieu des lilliputiens qui se vautraient aux pieds de la machine de guerre, Lewis s'était dressé comme un géant. Au congrès du *C. I. O.* de novembre 1940, les communistes, renforcés par la brigade d'acclamations de la fédération des Mineurs, firent à Lewis une ovation de quarante-trois minutes.

Mais, le 22 juin 1941, Hitler attaquait la Russie et les communistes américains renversaient la vapeur. Ils désertèrent le camp de John Lewis pour celui de Sidney Hillman. Lewis se trouva isolé. Sa déception fut amère car, dans son infatuation, il n'avait pas compris que ses alliés de la veille étaient dévoués corps et âme à une déité bien supérieure à la sienne. Pourtant, il fit un dernier effort pour mettre en échec les forces interventionnistes dans le *C. I. O.*, dirigées par Sidney Hillman et les communistes. Le 18 octobre 1941, quelques semaines avant le congrès de la centrale, il se rendit auprès de Philip Murray et le somma en vain de lui demeurer fidèle. Ce fut la rupture entre les deux hommes.

En cette circonstance, Lewis préféra l'action aux discours : il jeta dans les jambes de Roosevelt et de Philip Murray une grève des mines « captives ». Le 14 septembre,

les 53 000 mineurs des mines de charbon possédées par le trust de l'acier avaient cessé le travail. Ils réclamaient de meilleurs salaires et le contrôle de l'embauche par le syndicat, revendication justifiée car 95 % d'entre eux étaient syndiqués. Les magnats de l'acier continuaient à employer des non-syndiqués. S'ils cédaient à leurs mineurs, ils ne pourraient éviter de faire la même concession aux ouvriers de leurs aciéries.

En provoquant ce conflit, dont l'objectif était en apparence limité, Lewis ouvrait une bataille qui intéressait toute l'industrie de l'acier. Après une courte trêve, la grève rebondit, bientôt appuyée par une grève de solidarité de 100 000 mineurs de mines non « captives ». Roosevelt menaça de faire intervenir la force armée et annonça que 50 000 hommes seraient mobilisés pour maintenir l'ordre.

Philip Murray se trouva placé dans une position embarrassante. D'un côté, le conflit dérangeait ses plans d'intégration du *C. I. O.* dans l'union sacrée ; de l'autre, il ne pouvait, en tant que vice-président de la fédération des Mineurs, désavouer sa propre organisation et il lui était difficile, en tant que président du Comité d'organisation de l'Acier, de prendre position contre un mouvement qui touchait de près les ouvriers des aciéries. En outre, les délégués au congrès du *C. I. O.*, qui venait de s'ouvrir à Detroit le 17 novembre 1941, épousèrent avec enthousiasme la cause des grévistes. Murray se résigna à protester contre une sentence défavorable aux grévistes prononcée par un médiateur. Mais il prévint, en même temps, toute action de solidarité des travailleurs de l'acier. Seuls les communistes osèrent prendre position ouvertement contre la grève.

Roosevelt dut battre en retraite. Pour sauver la face, il soumit le conflit à une commission d'arbitrage de trois membres, qui accorda le contrôle syndical de l'emploi aux mineurs des mines « captives ». Ce fut un échec pour le Président et pour l'union sacrée. L'année suivante, 1942, la fédération des Mineurs se retira du *C. I. O.* et révoqua Philip Murray de son poste de vice-président.

Les quatre rounds des mineurs

Ayant repris sa liberté, Lewis put donner toute sa mesure. Il se comporta comme si l'Amérique n'était pas

en guerre, défia la *Little Steel Formula*, le *no-strike pledge*, le *War Labor Board*, affronta Roosevelt et traita avec lui de puissance à puissance. Il osa paralyser un immense pays engagé dans une entreprise d'armements sans précédent dans l'histoire. Il fit un instant trébucher la plus grande puissance du monde en lui donnant le gigantesque croc-en-jambe d'une grève générale des mineurs en quatre rounds.

En fin de compte, seul contre tous, il vainquit.

Il vainquit parce qu'il avait senti, avec son sûr instinct des masses, le mécontentement et l'impatience à la base. Il fut le porte-parole de ses mineurs, d'abord, puis, l'exemple des mineurs faisant tache d'huile, celui de l'ensemble des travailleurs américains. S'il put défier la Maison-Blanche et la mettre en échec, c'est qu'il avait le soutien invisible d'un pouvoir presque égal à celui du Président : celui du Travail.

Lewis, en quittant successivement l'*A. F. L.*, puis le *C. I. O.*, s'était isolé (au moins en apparence) du gros du mouvement ouvrier. Mais il demeurait le leader des mineurs, c'est-à-dire de l'organisation la plus militante du *Labor* américain. Outre leurs traditionnelles raisons de mécontentement, les mineurs avaient des motifs récents et impérieux de se plaindre. Leurs salaires, qui avaient toujours été inférieurs à ceux des autres industries-clés, étaient bloqués plus strictement encore que ceux des autres catégories de travailleurs par la *Little Steel Formula*. Et, pendant ce temps, le coût de la vie montait en flèche dans les bassins miniers. Dans certains cas, les prix des denrées de première nécessité s'étaient élevés de 100 % depuis 1941.

En mars 1943, à la veille de l'expiration des divers contrats des mineurs de houille et de ceux d'anthracite, Lewis fit connaître les revendications de salaires de ses hommes. Les conseillers de la Maison Blanche craignaient que la moindre concession faite aux mineurs n'incitât les travailleurs des autres industries à revendiquer à leur tour. De plus, ils espéraient isoler et compromettre Lewis en l'acculant à un conflit qui, selon eux, ne pouvait, vu les circonstances, que se terminer par une défaite. Le 8 avril, le Président signa un ordre exécutif qui renforçait, au lieu de l'assouplir, le blocage des salaires, et le 29, des grèves « sauvages » de mineurs ayant éclaté çà et là, il lança un ultimatum aux grévistes, leur ordonnant de re-

prendre immédiatement le travail, faute de quoi il utiliserait contre eux tous ses vastes pouvoirs. Deux jours plus tard, il décida la réquisition des mines et leur gestion temporaire par le gouvernement. La menace d'une intervention de la force armée était dans l'air.

Les mineurs ripostèrent le 1er mai par la grève générale. Mais celle-ci ne dura que l'espace d'un matin. Lewis, ménageant l'opinion publique, accepta une trêve de quinze jours qui fut reconduite jusqu'à la fin de mai. Et le 1er juin, ses revendications n'ayant pas été toutes satisfaites, il lança encore une fois les mineurs dans la mêlée. Une nouvelle trêve, expirant le 20 juin, fut acceptée par Lewis. Quand l'échéance sonna, sans que les négociations engagées eussent abouti, les mineurs, toujours avec la même unanimité, se mirent en grève pour la troisième fois. Le mouvement dura quarante-huit heures, mais cette fois les grévistes se montrèrent moins disciplinés : six jours après l'ordre de reprise du travail, 150 000 mineurs se croisaient encore les bras.

Lewis ayant accepté une nouvelle trêve de longue durée (elle expirait le 31 octobre), des grèves « sauvages » de mineurs éclatèrent, au cours de l'été, en Pennsylvanie occidentale, en Alabama, en Indiana. Les mineurs étaient visiblement exaspérés. Le 1er novembre, au matin, l'armée des 530 000 mineurs était de nouveau en grève, comme un seul homme. Le quatrième round commençait. Roosevelt, enfin, céda. L'alternative était de briser la grève des mineurs par la force ou d'entrer dans la voie des concessions.

La première solution était aléatoire. La présence des troupes n'eût pas fait retourner les mineurs à leurs puits ; le conflit eût traîné en longueur et l'industrie de l'acier, essentielle à la conduite de la guerre, eût été paralysée par le manque de charbon. De plus, la solution de force eût scandalisé l'opinion ouvrière que Roosevelt avait besoin de ménager. Il céda donc, et, par-dessus la tête du *War Labor Board*, qui s'était obstiné à faire la sourde oreille, il fit accorder aux mineurs un certain nombre de concessions.

Durant la bataille, les dirigeants syndicaux avaient donné aux mineurs le coup de poignard dans le dos. Philip Murray avait déclaré : « Je ne romprai pas mon engagement vis-à-vis du Président de renoncer à faire grève. » Les dirigeants de la fédération de l'Automobile et de celle

du Caoutchouc avaient condamné publiquement le mouvement. Les communistes avaient organisé des démonstrations de masses contre Lewis. Mais la subordination du *War Labor Board* au grand Capital avait été démontrée de façon si patente que les plus serviles des dirigeants syndicaux durent se désolidariser de cet organisme, menacer d'en démissionner.

Lewis n'avait remporté qu'un succès économique partiel, mais, sur le plan politique, sa victoire était de taille. Tout l'édifice de l'union sacrée s'en trouva ébranlé. Enfin, et surtout, la bataille des mineurs rendit courage et confiance en eux-mêmes aux travailleurs des autres industries. Le *no-strike pledge* n'avait jamais été populaire parmi les ouvriers. Mais faute de trouver un nouveau pôle d'attraction, ils avaient commencé par exprimer sous une forme passive leur mécontentement. Depuis Pearl Harbor, ils désertaient les assemblées de leurs sections syndicales et semblaient en proie à une sorte de léthargie. Le coup d'éclat de John Lewis les en tira.

Dès le début de la grève des mineurs, les délégués au congrès du *C. I. O.* de l'Etat de Michigan, représentant 500 000 travailleurs de l'automobile, avaient voté, contre la volonté de leurs dirigeants, une résolution en faveur des grévistes du charbon. En juin, 29 000 travailleurs de l'automobile, gagnés par la contagion, cessèrent le travail, à Detroit, aux usines Chrysler, pendant quatre jours, et 50 000 travailleurs du caoutchouc firent de même, à Akron, durant six jours. A la fin de 1943, 200 000 travailleurs de l'acier se mirent en grève et Philip Murray dut, en hâte, les obliger à reprendre le travail. Les cheminots menacèrent de les imiter et Roosevelt ordonna la saisie des réseaux par l'armée pour prévenir le conflit. Un million de travailleurs du rail obtinrent une augmentation de salaires, faisant ainsi une nouvelle entorse à la *Little Steel Formula*.

L'heure de Walter Reuther

Il fallut pourtant attendre la fin de la guerre pour que les travailleurs des industries-clés fissent leur rentrée en scène. La guerre n'avait été pour eux qu'une pause forcée. Après quoi le mouvement reprit, avec une force et une maturité accrues. L'Automobile fut, une fois de plus, à l'avant-garde. Des centaines de milliers d'hommes jeunes

avaient été absorbés par cette industrie durant la guerre. Ils avaient rejoint la fédération, dont les effectifs dépassaient maintenant le million. L'organisation, si elle était assagie en surface, s'était développée en profondeur. Elle avait consolidé ses structures, son système de délégués d'atelier.

En 1941, quelques mois avant Pearl Harbor, les *U. A. W.* avaient forcé la main à Ford, le seul constructeur d'automobiles qui s'obstinait encore à bannir le syndicat de ses usines et à terroriser les ouvriers syndiqués. Après une grève spontanée de dix jours, au début d'avril 1941, précédée d'une intense et efficace campagne d'organisation, le seigneur de Rivière Rouge avait dû baisser pavillon et accepter des élections dans ses usines, qui donnèrent une large majorité au *C. I. O.* Se voyant battu, Ford fit volte-face et concéda à ses travailleurs des avantages qu'aucun autre de ses concurrents n'accordait.

Durant la période d' « union sacrée », une forte minorité de la fédération de l'Automobile s'était opposée au *no-strikle pledge* et à l'abandon de la paie double pour travaux accomplis les dimanches et jours fériés. Cette minorité était devenue plus nombreuse et plus véhémente au cours de l'année 1943. Et, en septembre 1944, au congrès des *U. A. W.*, elle joua, pour la première fois, sous le nom significatif de « tendance de la base », le rôle d'une opposition organisée, dotée d'un programme conséquent et d'une direction expérimentée. Sa résolution demandant l'annulation du *no-strike pledge* fut appuyée par près de 40 % des délégués ; et, deux mois plus tard, la proposition ayant fait l'objet d'un référendum, à peu près la même proportion se retrouva dans le vote.

Ce puissant courant provenant de la base fut capté par un homme jeune, énergique et ambitieux, Walter Reuther. Il appartenait à la génération de militants forgée par la grande dépression et qui s'étaient révélés au cours des *sit-down* de 1936-1937. Il avait gardé le contact avec les hommes du rang et il possédait un sens aigu de leur psychologie. Sa personnalité avait des traits originaux qui le distinguaient de tous les autres dirigeants ouvriers américains. Il n'avait été produit ni par la machine de Gompers ou de Lewis, ni par celle de Staline. Il était vraiment un homme nouveau et il incarnait le *C. I. O.* mieux qu'aucun autre de ses fondateurs. Il était le fils d'un militant ouvrier d'origine allemande et socialiste. Il avait

lui-même appartenu au parti socialiste jusqu'en 1938. Il avait une formation à la fois prolétarienne et universitaire, ayant fréquenté, tandis qu'il travaillait comme outilleur chez Ford, la *Wayne University* à Detroit. Il connaissait l'univers extra-américain, ayant travaillé de ses mains, comme ouvrier mécanicien, en Allemagne et en U.R.S.S. Son tour du monde l'avait mené jusqu'aux Indes et jusqu'au Japon.

Reuther était doté d'une intelligence brillante, méthodique, réaliste, où l'agitateur se superposait à l'homme d'affaires, d'une remarquable capacité de travail, d'un extérieur jeune et avenant. Au suplus, il ne manquait pas de courage physique et il le prouva, en mai 1937, en distribuant des tracts aux portes de l'usine de Rivière Rouge, ce qui lui valut d'être frappé par les sbires de Henry Ford.

Bien qu'influencé, plus ou moins, par la social-démocratie européenne, il restait foncièrement américain et attaché à l'ordre capitaliste. Il ne maintint même pas ses attaches avec un groupe progressiste aussi modéré que l'était le Parti socialiste. Il se mit à la remorque de l'aile gauche du Parti démocrate.

La grève de « General Motors » (1945-1946)

Les ressentiments accumulés par les travailleurs de l'automobile durant les années de guerre et d'union sacrée éclatèrent dès que le deuxième conflit mondial eut pris fin. En juillet 1945, à un meeting de quatre-vingt-sept présidents de sections syndicales de la région de Detroit, une résolution fut adoptée enjoignant aux dirigeants de la fédération de s'expliquer sur le bilan négatif de leur gestion. Les ouvriers n'avaient pas obtenu d'augmentation depuis 1942. Le blocage des salaires avait mis les salaires en retard de près de 20 % par rapport aux prix. Au lendemain de la paix, le patronat, sous prétexte de reconversion, avait brusquement réduit les salaires, diminué les heures supplémentaires, supprimé les primes, débauché de nombreux travailleurs et ramené à des catégories inférieures ceux qu'il conservait. *General Motors* en particulier donna le signal d'une offensive dont l'objectif était de réduire le pouvoir des syndicats.

Walter Reuther, sentant monter la vague de mécontentement, comprit qu'il était de son intérêt d'en prendre

la tête. Il le fit, d'ailleurs, avec un sensible retard. Durant la période d'union sacrée, il avait soutenu la renonciation à l'arme de la grève, bien que d'une façon plus nuancée (et plus habile aussi) que les communistes, et il avait combattu la « tendance de la base », qui réclamait l'abrogation du *no-strike pledge*. Il saisit qu'en prenant maintenant une attitude de lutte il avait des chances de rallier autour de lui les impatients. Il lança le slogan : majoration de salaires de 30 % sans hausse de prix. Du renfort lui vint des deux côtés. Le premier ne fut autre que la Maison-Blanche. Le président Truman qui, en avril 1945, avait succédé à Franklin Roosevelt, signa, le 16 août, un ordre exécutif autorisant les augmentations de salaires là où il n'en résulterait pas de hausse des prix. L'idée du nouveau Président était moins de faire un cadeau à la classe ouvrière que de prévenir l'inflation.

Reuther, qui, déjà, en juin, avait proposé aux pouvoirs publics un plan d'augmentation de salaires sans hausse des prix, ramassa la balle au bond. Il proposa son programme, non seulement aux travailleurs de l'automobile, mais à l'ensemble de la classe ouvrière américaine.

General Motors repoussa du pied les revendications présentées. Alors Reuther lança le mot d'ordre : Ouvrez vos livres ! L'Amérique capitaliste se voila la face. En exigeant du trust qu'il étalât publiquement ses secrets, la fédération de l'Automobile enfonçait un coin : il ne s'agissait pas seulement d'établir si *General Motors* était à même ou non d'accorder une importante hausse de salaires sans majoration de prix ; le mot d'ordre de l'ouverture des livres contenait en germe celui du contrôle ouvrier de la production et de la socialisation des monopoles. Reuther, bien entendu, ne comptait pas aller jusque-là ; et il le précisa publiquement. Il voulait seulement frapper l'opinion publique et la disposer favorablement en faveur de ses revendications de salaires.

General Motors s'obstinant dans son refus, 225 000 travailleurs du trust, appartenant à 96 usines différentes, commencèrent, le 21 novembre 1945, une grève qui devait durer cent treize jours et, finalement, entraîner dans son sillage près de deux millions de travailleurs. Non seulement trois puissantes organisations industrielles, les travailleurs de l'acier, ceux de l'industrie électrotechnique et ceux de la viande, se joignirent aux ouvriers de *General Motors ;* mais, pour la première fois, la grève bénéficia du soutien

de catégories sociales non ouvrières : prolétaires en faux col, classes moyennes, anciens combattants.

La solidarité fut plus effective qu'il n'est d'usage aux Etats-Unis. Dès le début de la lutte, un comité ouvrier unifié de soutien fut constitué, avec la participation de *l'A. F. L.* comme du *C. I. O.*, ainsi qu'un comité national d'aide aux familles des grévistes, composé de notabilités libérales parmi lesquelles Eleanor Roosevelt. Dans le courant de janvier, les renforts prolétariens apparurent sur le champ de bataille. Le 15, 200 000 travailleurs de l'industrie électrotechnique ; le 16, ceux de la viande (*C. I. O.* et *A. F. L.* réunis) ; le 21, les 750 000 travailleurs de l'acier. Le président Truman, après avoir enjoint aux grévistes de *General Motors* de reprendre le travail, se décida à nommer un comité d'investigation, lequel déclara que le trust pouvait accorder une augmentation de salaire horaire de 19 cents 1/2 sans avoir à élever ses prix. *G. M.* s'obstina dans son refus.

Mais les renforts conclurent des paix séparées. Philip Murray accepta pour l'acier une augmentation de 18 cents 1/2. Les communistes firent de même pour l'industrie électrotechnique, les travailleurs de la viande transigèrent à 16 cents. Les autres départements de la fédération de l'Automobile s'entendirent avec Chrysler sur 18 cents 1/2 et avec Ford sur 18 cents. Et pendant ce temps, les grévistes de *General Motors* étaient toujours en lutte.

Finalement, le 13 mars, le dernier carré des combattants de *General Motors* obtint l'équivalent des 19 cents 1/2 recommandés par le comité d'investigation ainsi que quelques autres améliorations. C'était un peu plus de la moitié des 30 % de hausse revendiqués à l'origine.

La bataille de *General Motors* fut loin d'être une défaite. Certes les augmentations de salaires obtenues furent rapidement annulées par la hausse en flèche du coût de la vie. Cependant les syndicats, dans l'ensemble, sortirent de la lutte plus puissants ; le moral des travailleurs, leur confiance en eux-mêmes, au moins dans les semaines qui suivirent la victoire, furent renforcés.

Bataille du rail

La grève de 1945-1946 stimula, entre autres, les cheminots. Les fraternités du rail, indépendantes du reste du

Labor, sont aux Etats-Unis le bastion du syndicalisme le plus réactionnaire. Par leur exclusivisme corporatif, leur mentalité de sociétés de secours mutuels, elles dament le pion à l'*A. F. L.* elle-même. Les deux organisations de cheminots, qui se jetèrent dans la bataille, la fraternité des Employés des trains et celle des Mécaniciens, ne s'étaient pas engagées dans une grève depuis plus de cinquante ans. Elles étaient dirigées autocratiquement, la première par Alexander Whitney, la seconde par Alvanley Johnston. L'un et l'autre foulaient aux pieds la démocratie et ils s'étaient faits les avocats de la paix sociale. Pourtant, ils durent, bon gré, mal gré, se battre.

Les travailleurs du rail, en effet, étaient particulièrement mécontents. Le manque de combativité et de solidarité de leurs organisations avait fait tomber leurs salaires et conditions de travail, par rapport aux autres industries, de la première place en 1928 à la vingtième en 1945. A l'automne de 1944, les cinq grandes fraternités avaient adopté un cahier de revendications commun comprenant une hausse de salaires de 30 % et une réduction des heures de travail. La pression de la base était telle que Whitney craignit, s'il déclenchait la grève, de voir ses hommes refuser de reprendre le travail au moment où il en donnerait l'ordre.

Malheureusement, les leaders des fraternités se faisaient entre eux une guerre au couteau et chacun de leurs actes (même un acte aussi important qu'une grève) était inspiré par le souci d'en tirer un avantage particulier tout en faisant le plus de tort possible à leurs rivaux. Whitney et Johnston menaient une coûteuse guérilla contre David B. Robertson, le dictateur de la fraternité des Chauffeurs. (une organisation de 120 000 membres, comprenant non seulement des chauffeurs mais aussi 40 000 mécaniciens). Le résultat fut que Robertson refusa de participer à la lutte, suivi des autres organisations du rail, et qu'il tenta de briser la grève. Bien que les mécaniciens eussent cessé le travail, il invita par télégramme ses membres (y compris ses propres mécaniciens) à « assurer le trafic ».

Cependant, les travailleurs du rail n'appartenant pas aux deux fraternités officiellement en lutte, se refusèrent à faire les jaunes. Bien qu'un tiers seulement des cheminots assurant le trafic des trains fussent officiellement en grève, les réseaux ferroviaires américains furent complètement paralysés.

Le mouvement avorta finalement, par la faute de ses deux initiateurs, Whitney et Johnston. Ils s'étaient laissé acculer à la grève, mais, se fiant aux relations que le *Labor* avait entretenues avec la Maison-Blanche, du temps de Roosevelt, ils étaient convaincus que le Président les tirerait, au moment opportun, de leur impasse. Ils se trompaient. Truman était, à cette époque, de fort méchante humeur à l'égard des syndicats ouvriers. Conseillé par un entourage où dominait l'influence du *Big Business*, il laissa Whitney s'enferrer et ne fit pas le geste attendu. La grève, d'abord prévue pour le 18 mai, fut ajournée au 23 au soir. A cette date, elle éclata. Truman qui, quelques jours auparavant, avait déjà fait saisir les réseaux en vertu de la loi *Smith-Connally*, déclara à la radio que, si les cheminots ne reprenaient pas le travail le lendemain soir, le trafic ferroviaire serait aussuré par les troupes fédérales. Whitney et Johnston n'osèrent affronter les forces de répression gouvernementales. Après deux jours de lutte, ils donnèrent l'ordre de reprise du travail, se contentant d'une hausse horaire de salaires de 18 cents 1/2.

Whitney s'en prit au Président Truman et annonça qu'il consacrerait toute la trésorerie de son organisation à le battre aux élections suivantes. (Plus tard, le 20 janvier 1948, il devait faire amende honorable et se joindre au chœur des *supporters* du candidat Truman.)

Bataille du charbon

L'exemple de la bataille de *General Motors* stimula également les mineurs et les poussa, une fois de plus, à se battre. Leur contrat expirait à la fin de mars 1946. John Lewis réclama la création d'une caisse de secours et de retraites financée par les employeurs au moyen d'une taxe de 7 cents 1/2 sur les salaires payés et administrée par la fédération. Le patronat minier refusa un pas dans cette voie nouvelle. Le 1er avril, 400 000 mineurs cessèrent le travail. Pendant quarante jours, les puits de mine furent désertés et les stocks de charbon s'épuisèrent.

Les négociations n'aboutissant pas, le président Truman ordonna, le 21 mai, au secrétaire de l'Intérieur, de prendre possession des mines, toujours en application du *Smith-Connally Act*, afin de disposer d'un prétexte juridique pour briser la grève en cas de nécessité. Mais la réso-

lution des mineurs était telle que les pouvoirs publics jugèrent plus sage de transiger. Le 29, Lewis passa un accord avec le secrétaire de l'Intérieur aux termes duquel la caisse de secours et de retraites était créée et financée par les employeurs au moyen d'une taxe de 5 cents par tonne de charbon produite. En outre, des augmentations substantielles de salaires étaient obtenues.

Quelques mois plus tard, la bataille reprit. Le 21 octobre, John Lewis demanda la réouverture des négociations en vue d'une révision des salaires et de la durée du travail, puis dénonça le contrat en vigueur. Le 20 novembre, les 400 000 mineurs entrèrent en lutte. Un peu avant le déclenchement de la grève, le gouvernement avait fait lancer par un juge fédéral une injonction en vue d'obliger Lewis à suspendre son action. Il fut condamné, le 4 décembre, en même temps que sa fédération, à une très lourde amende.

Cette sanction indigna le mouvement ouvrier tout entier. *L'A. F. L.* (à laquelle la fédération des Mineurs s'était réaffiliée) et le *C. I. O.* prirent tous deux fait et cause pour les mineurs. Dans les rangs ouvriers, de nombreuses voix s'élevèrent en faveur d'un grève générale de protestation. Mais les dirigeants syndicaux eurent peur de leur propre pouvoir et n'osèrent déchaîner les forces qu'ils contrôlaient. Lewis, de son côté, enfermé dans son isolement et ignorant le reste du mouvement ouvrier, ne fit rien pour susciter un courant de sympathie prolétarienne. Et soudain il ordonna la reprise du travail, le 7 décembre, tandis qu'il allait en appel devant la Cour suprême. Trois mois plus tard, celle-ci confirma la sentence rendue, tout en réduisant le montant de l'amende.

Mais la grève de novembre 1946 ne fut pas, à proprement parler, un échec. Lewis, selon sa tactique habituelle, n'avait agité le drapeau blanc que pour reprendre son souffle. Quelques mois plus tard, en juin 1947, il arracha aux magnats du charbon, qui étaient rentrés en possession de leurs mines, des avantages supérieurs à ceux obtenus par n'importe quel autre syndicat ouvrier. Dans son duel avec le président Truman, il avait eu le dernier mot.

4. D'une loi antiouvrière à l'anticommunisme

La loi Taft-Hartley

Au lendemain des grèves du rail et du charbon, le *Big Business* jugea le moment venu de passer à la contre-offensive et de faire adopter par le Congrès une législation antiouvrière. La confédération patronale, la *National Association of Manufacturers*, trouva, pour ce faire, des complices parmi les gros fermiers, liés étroitement au capitalisme industriel et bancaire, que l'influence croissante du *Labor* inquiétait et qui, en outre, redoutaient l'organisation des salariés agricoles.

Cette législation antiouvrière, le Président Truman l'avait lui-même appelée de ses vœux. Au cours de la grève du rail, le 6 mai 1946, il avait adressé un message au Congrès, dans lequel il réclamait une loi lui permettant de briser toute grève qu'il estimerait affecter de façon vitale l'économie nationale Il demandait le droit d'appeler les grévistes sous les drapeaux, sous peine de cour martiale, d'infliger de fortes amendes et de lourdes sentences de prison aux dirigeants de telles grèves, et d'user d'injonctions contre eux. Dans un nouveau message, en janvier 1947, Truman avait invité le Congrès à élaborer une législation mettant hors la loi les grèves de « juridiction » et les boycotts secondaires « injustifiés ».

La victoire des républicains aux élections de novembre 1946, la première victoire républicaine depuis la grande dépression, acheva de créer le climat favorable à l'adoption d'une législation antiouvrière.

Le 23 juin 1947, la loi nouvelle, baptisée du nom de ses promoteurs, le sénateur Taft et le représentant Hartley, fut promulguée. Tout d'abord, elle met les organisations syndicales en tutelle. Elle les oblige, sous peine de n'être pas reconnues, à fournir un si grand nombre de précisions sur leurs statuts, leur gestion financière, leurs cotisations, leurs rapports avec leurs adhérents, etc., que, suivant l'expression de John Lewis, « il n'y a pas une seule

organisation qui puisse être assurée que les rapports qu'elle aura fournis seront considérés comme satisfaisants ». En outre, la loi rend les syndicats passibles de lourdes amendes et dommages-intérêts s'ils violent une des innombrables clauses de la loi.

Ensuite, la loi Taft-Hartley mutile le droit de grève. Il n'est plus permis de se mettre en grève avant un préavis de soixante jours, sous peine de licenciement et d'emprisonnement. Les grèves de solidarité et les grèves « sauvages » sont mises hors la loi. La direction syndicale, contre le gré de laquelle la grève « sauvage » a été déclenchée, est passible de sanctions. Toute grève que le Président considère comme mettant en danger « la santé et la sécurité nationales » peut être retardée de quatre-vingts jours (en plus des soixante jours de préavis) par un ordre des tribunaux. Contre toute grève déclarée illégale, les tribunaux fédéraux peuvent lancer des injonctions.

Le *closed shop,* c'est-à-dire l'obligation de n'embaucher que des syndiqués, est interdit. Cette prohibition détruit d'un trait de plume le système d'embauchage par les syndicats que les organisations de marins, de dockers, de typographes, etc., avaient arraché de haute lutte. L'*union shop,* c'est-à-dire l'obligation pour les nouveaux embauchés de rejoindre le syndicat dans un certain délai, n'est tolérée que si 30 % des travailleurs demandent un vote à ce sujet et si, aux élections d'entreprise, une majorité se prononce en sa faveur. Mais, même en ce cas, un syndicat ne peut pas exiger le renvoi d'un travailleur qu'il a cru devoir exclure de ses rangs.

Dans les Etats où une législation particulière a été passée, prohibant non seulement le *closed shop,* mais même l'*union shop,* ces législations ont la priorité sur la loi fédérale. On reviendra plus loin sur les répercussions désastreuses de cette clause dite « section 4 (b) » de la loi.

Les employeurs ont le droit, au moins une fois par an, d'entamer une procédure en vue de contester le droit acquis par un syndicat de représenter leurs ouvriers. Le président Truman lui-même a reconnu que cette disposition met « dans les mains des employeurs une arme puissante, en leur permettant de prendre l'initiative d'élections au moment qui leur est stratégiquement favorable ».

La loi Taft-Hartley comprend aussi certaines dispositions ayant pour objet de prévenir la politisation des

syndicats et restreignant la liberté d'opinion. Si la loi est interprétée à la lettre, il est illégal pour une organisation ouvrière de soutenir un candidat à une élection fédérale. En outre, aucun syndicat ne peut utiliser les services du *National Labor Relations Board*, c'est-à-dire, entre autres, obtenir, par élection, le droit de représenter les travailleurs d'une entreprise, si ses dirigeants n'ont pas signé un affidavit certifiant qu'ils ne sont ni membres du Parti communiste, ni « affiliés avec ce parti », et qu'ils n'ont aucun rapport avec une organisation ayant pour objet « le renversement du gouvernement des Etats-Unis par la force ou par une méthode illégale ou inconstitutionnelle quelconque ». N'importe quel dirigeant de syndicat professant des opinions avancées risque de se voir appliquer cette clause de la loi.

Enfin, la loi Taft-Hartley comprend certaines dispositions en vue de prévenir divers abus commis par les syndicats de métier de l'*A. F. L.*, tels que les droits d'entrée élevés, les grèves de « juridiction », les grèves en vue d'obliger un employeur à s'affilier à une organisation patronale, l'obligation pour l'employeur d'embaucher des travailleurs en surplus, dont il n'a pas effectivement besoin (*feather-bedding*), etc. La loi contient aussi des mesures visant à protéger les droits de la base contre les directions syndicales, comme par exemple l'interdiction pour un employeur de déduire les cotisations syndicales des feuilles de paie sans l'autorisation individuelle de chaque salarié.

Mais ces mesures n'ont été adoptées que pour amadouer les travailleurs et apaiser l'opinion publique en général, indisposée par les pratiques abusives du syndicalisme de métier et d'affaires. Les mesures en question servent à masquer le caractère antiouvrier des dispositions essentielles de la loi.

La loi Taft-Hartley était pour le mouvement ouvrier un coup extrêmement sévère. Appliquée à la lettre, c'est-à-dire, notamment, par un *National Labor Relations Board* à majorité réactionnaire, elle enfermait dans une camisole de force les syndicats américains. Elle se proposait, pour le moins, de leur couper les ailes, de les miner et de les affaiblir. La loi frappait aussi bien l'*A. F. L.* que le *C. I. O.* Certaines de ses dispositions, comme celle qui prévoit la fragmentation d'une entreprise en unités de métiers, dans

le cas d'élections syndicales, défavorisaient plus particulièrement le *C. I. O.*, constitué sur la base industrielle. D'autres dispositions, comme l'interdiction du *closed shop* et les diverses mesures destinées à prévenir les abus des syndicats de métier, étaient ressenties plus particulièrement par l'*A. F. L.*

La loi lésait les dirigeants syndicaux et tendait à restreindre leurs privilèges, rompant ainsi avec la politique de Roosevelt, qui avait toujours eu l'habileté de se concilier la bureaucratie syndicale.

La loi Taft-Hartley aurait pu provoquer l'opposition acharnée de l'ensemble du mouvement ouvrier et souder la base au sommet, les intérêts des travailleurs coïncidant, en l'occurrence, avec ceux de leurs dirigeants. Au surplus, le mouvement ouvrier avait les moyens de se dresser contre la loi. Il était à l'apogée de sa puissance. Il rassemblait plus de quinze millions de salariés. Il possédait un énorme appareil, des immeubles, des états-majors, des journaux, des ressources immenses. Il n'avait jamais subi encore de défaite sérieuse. Sa capacité de lutte demeurait intacte.

Or, la riposte du *Labor* fut faible. Aucune action conséquente ne fut engagée ni pour prévenir le passage de la loi, ni pour soutenir le président Truman lorsque celui-ci, préoccupé de sa réélection, opposa son veto à un texte législatif dont, pourtant, il avait été, l'année précédente, un des inspirateurs. Depuis la promulgation de la loi, la lutte pour son abrogation a été sporadique, menée en ordre dispersé et sans résultat appréciable.

Pourquoi cette carence du mouvement ouvrier ? Tout d'abord, les divisions du syndicalisme américain et l'exclusivisme égoïste de ses dirigeants ; ensuite, et surtout, l'affaiblissement relatif et la démoralisation du *Labor*, dus à la hausse constante des prix, conséquence de l'inflation, et à l'inertie des états-majors syndicaux.

Une résistance larvée

Au lendemain du vote de la loi, il sembla, un instant, que les dirigeants syndicaux se préparaient à la résistance. Le rédacteur syndical du *New York Times* écrivit que les bataillons du *Labor* étaient en train de se déployer

pour la « bataille du siècle ». Mais l'*A. F. L.*, pour sa part, se borna à couvrir les pages des quotidiens de placards publicitaires réclamant l'abolition de la « législation d'esclavage ».

Pourtant, quelques démonstrations publiques furent organisées. Une seule d'entre elles revêtit une réelle ampleur. C'est que l'initiative en avait été prise par la base. Sous l'impulsion d'éléments communistes et trotskystes, les travailleurs de l'automobile de Detroit furent invités, par leur fédération, à déserter les usines, dans l'après-midi du 24 avril 1947, et à affluer vers *Cadillac Square*, la place principale de la ville. Malgré les efforts tentés par les hommes de Walter Reuther pour miner le mouvement, ce fut un succès.

A New York, l'*A. F. L.* organisa le 4 juin un grand meeting à *Madison Square Garden*, qui attira 50 000 manifestants, et le *C. I. O.*, ayant déclaré le mardi 10 juin *Veto day*, une foule de 60 à 100 000 travailleurs défila ce jour-là dans les artères principales de la ville, portant des pancartes de protestation. Dans les rangs ouvriers, l'idée d'une grève générale de protestation surgit spontanément. Elle trouva un porte-parole, en avril 1949, en la personne d'un député de New York, Arthur Klein, qui proposa une grève générale d'une journée afin de démontrer la volonté du *Labor* d'obtenir l'abrogation de la loi Taft-Hartley. Ce parlementaire envoya même des télégrammes aux principaux leaders syndicaux, insistant en faveur d'une telle action. Mais sa suggestion tomba dans les oreilles de sourds. C'est en vain qu'au congrès de la fédération de l'Automobile, en juillet, le délégué John de Vito reprit la proposition. Elle fut repoussée.

Il y avait un autre moyen que la grève générale de faire pression sur les législateurs fédéraux : la tactique traditionnelle des « marches sur Washington ». Les syndicats de Los Angeles (Californie), *A. F. L.* et *C. I. O.* réunis, organisèrent, en août 1947, une « cavalcade » automobile qui, traversant l'immense continent, convergea vers la capitale fédérale afin d'y protester contre la loi Taft-Hartley. Mais cette initiative fut accueillie froidement par les directions nationales des deux centrales syndicales ; et sa portée demeura limitée.

Le mouvement ouvrier entreprit la lutte contre certaines dispositions particulières de la loi, notamment l'obligation de remplir des affidavits certifiant que leurs dirigeants

n'étaient pas « communistes ». De nombreuses organisations, parmi lesquelles certaines avaient pourtant une solide réputation d'anticommunisme, étaient hostiles à cette obligation. John Lewis, pour les mineurs, et Philip Murray, pour les travailleurs de l'acier, se refusèrent à signer l'affidavit. Comme Lewis était vice-président de la vieille confédération, son refus de signer privait de la possibilité de bénéficier des services du *National Labor Relations Board*, et donc de prendre part à des élections d'entreprise, les *federal unions*, les sections syndicales non rattachées à une fédération et placées directement sous la tutelle de la centrale.

Au congrès de la confédération à San Francisco, le 14 octobre 1947, Lewis s'écria : « Pensez-vous que cela donnera du cœur aux membres de notre organisation dans les centres industriels de ce pays, lorsqu'ils verront leurs grands leaders, avec toute la pompe et le cérémonial d'un grand congrès, s'agenouiller avec humilité devant un texte législatif détestable et tyrannique ? Pensez-vous que vous les encouragerez de cette façon ? » Et il ajouta : « Si nous avons le courage de nous serrer les coudes, nous sommes assez forts et assez puissants pour protéger nos adhérents, nos syndicats et notre pays contre les effets funestes de cette loi méprisable. » Mais Daniel Tobin, chef des *Teamsters*, qui, déjà, au congrès de 1935, avait tenu tête à Lewis, répliqua : « Certains conseillent de défier la loi. Nous sommes contre cette loi, mais il existe une certaine procédure légale pour changer la loi, et ce n'est pas par une révolution. » Un autre délégué déclara que, « comme il sied à un citoyen américain, il respecterait la loi Taft-Hartley ». Lewis fut privé de son poste de vice-président et, en décembre 1947, la fédération des Mineurs — pour la seconde fois — quitta l'*A. F. L.* en claquant la porte.

A partir du jour où une grande organisation syndicale aurait accepté de signer l'affidavit requis par la loi Taft-Hartley, il était évident que les autres fédérations finiraient, malgré leurs répugnances, par l'imiter. En effet, cette organisation se serait trouvée dans une position privilégiée : elle aurait eu des chances de se faire reconnaître comme le représentant légal des travailleurs de l'entreprise où il était procédé à une élection.

Cependant, les adversaires de la signature de l'affidavit firent valoir que la participation aux élections du *Natio-*

nal Labor Relations Board n'était pas d'une telle importance pour les syndicats, et que les avantages obtenus en 1936-1937, l'organisation de millions de travailleurs, avaient été arrachés, non par des élections, mais dans la lutte, sur les piquets de grève On n'écouta pas ces hommes, qui parlaient le langage d'une autre époque.

L'*International Association of Machinists* (indépendante) accepta d'ouvrir la voie de la capitulation au début de septembre 1947. Cependant, aucune des organisations du *C. I. O.* n'avait encore rempli les formalités imposées par la nouvelle loi. Au début de décembre, le bureau exécutif avait décidé de maintenir sa position de refus. Mais la fédération du Textile signa, le 6 octobre, l'affidavit.

Philip Murray, visiblement influencé par l'attitude de Lewis et des mineurs, se refusait toujours à signer pour le compte des travailleurs de l'acier. Mais il n'osa pas imposer aux différentes fédérations du *C. I. O.* l'attitude prise par la sienne propre.

Le 31 octobre, le président de la fédération de l'Automobile, arguant que c'était la date-limite fixée par le *National Labor Relations Board* pour la signature de l'affidavit, prit le stylo de la capitulation. Peu à peu, le front des adversaires de la signature se désagréga. La fédération des Marins annonça, le 15 novembre 1948, qu'elle allait s'exécuter. Le 27 juillet 1949, Philip Murray, au nom des travailleurs de l'acier, fit connaître que son organisation allait signer à son tour. Il ne restait plus, dans le camp de la résistance, outre les mineurs (indépendants) et les typographes (*A. F. L.*), que trois importantes fédérations du *C. I. O.*, les dockers, les travailleurs de l'industrie électrotechnique et ceux de la fourrure, tous trois contrôlés par les communistes. Le 21 octobre, le président des *United Electrical Workers* annonça que son organisation allait, elle aussi, signer.

Derniers soubresauts

Une seule organisation syndicale défia la loi Taft-Hartley, au prix d'une lutte longue et coûteuse : la fédération des Typographes. La loi frappait tout particulièrement cette organisation en bannissant le *closed shop* qui était rigoureusement observé dans la profession, en remettant en cause la pratique traditionnelle d'embauchage

d'après l'ancienneté, en interdisant le « boycott secondaire », c'est-à-dire le refus d'effectuer un travail passant entre les mains de « jaunes » d'un autre métier, enfin, et surtout, en prévoyant des sanctions draconiennes contre les violations de contrat et en exigeant la passation entre employeurs et salariés de contrats écrits.

Le 27 mars 1948, les tribunaux lancèrent contre la fédération une injonction par laquelle elle était sommée de renoncer à ses tactiques de résistance contre la loi Taft-Hartley. La grève qu'elle engagea dura vingt-deux mois, lui coûta des sommes énormes et se termina, le 18 septembre 1949, par une relative victoire. Les employeurs accordèrent une substantielle augmentation de salaires et un type de contrat contenant un certain nombre de clauses protectrices, à l'exclusion pourtant de la plus importante : le *closed shop*.

La bataille des typographes se déroula sans soutien effectif de la part de l'ensemble du mouvement ouvrier. L'*A. F. L.*, à laquelle le syndicat était affilié, se montra tiède, et le *C. I. O.* se contenta de voter des résolutions de sympathie. La fédération avait proposé à tous les syndicats de se réunir en un congrès national extraordinaire du Travail qui se tiendrait à Washington et élaborerait un plan d'unité d'action ouvrière contre la loi. Aucune direction syndicale, pas même celle des mineurs, ne répondit à cet appel.

Le président Truman avait promis, s'il était réélu aux élections du 2 novembre 1948, d'abroger la loi Taft-Hartley. Le *Labor*, au lieu de livrer la « bataille du siècle », se contenta d'endosser la candidature Truman et de mettre à l'index les parlementaires sortants qui avaient voté pour cette législation autiouvrière. Mais, après la réélection de Truman, les promesses faites ne furent pas tenues. Le conseiller général réactionnaire du *National Labor Relations Board*, Robert N. Denham, que Truman avait nommé à ce poste pour y remplacer un libéral, déclara que « la loi Taft-Hartley continuerait à être appliquée strictement ».

L'EXPULSION DES COMMUNISTES

La capitulation devant la loi Taft-Hartley fut suivie par l'exclusion du *C. I. O.* de celles de ses fédérations qui

étaient influencées par les communistes. La facilité relative avec laquelle la machine de Philip Murray l'emporta sur celle téléguidée par le P. C. américain était due à plusieurs raisons :

Tout d'abord, l'atmosphère d'hystérie anti-« rouge », conséquence de la « guerre froide », fut créée et entretenue aux Etats-Unis par tous les moyens de conditionnement de l'opinion. Le succès de ce *red-baiting* avait pour cause le chauvinisme des couches les plus arriérées, les plus corrompues et les plus avancées en âge des travailleurs américains, leur attachement à l'ordre et au système politique établis et leurs préjugés traditionnels à l'égard des partis d'avant-garde à idéologie européenne. La dépendance des communistes vis-à-vis de Moscou a renforcé ces préjugés et la réaction a exploité la situation avec beaucoup d'astuce.

Les communistes furent aisément vaincus, parce qu'ils n'engagèrent pas franchement la bataille, sur un programme clair et cohérent. Ils n'attaquèrent jamais, ou presque jamais, leurs adversaires syndicaux au point le plus faible : leur carence dans la lutte sociale aux Etats-Unis. Lorsqu'ils osèrent ouvrir la bouche, ils ne furent agressifs qu'en matière de politique extérieure, confirmant ainsi l'accusation portée contre eux d'être au service du Kremlin. Et encore leur opposition, même sur ce terrain, ne fut-elle pas très conséquente : ils étaient gênés par leur passé pro-rooseveltien. Longtemps ils cherchèrent à ruser et à se dérober. Ils se camouflèrent et ils mentirent. Ils prétendirent, par exemple, qu'ils n'étaient pas affiliés au Parti communiste, alors que chacun savait qu'ils l'étaient. Jusqu'à la dernière minute, ils s'efforcèrent de négocier et de maquignonner avec la machine de Murray. Leur expulsion, loin de relever leur prestige, acheva de le réduire. Ils furent vaincus sans gloire.

Selon diverses estimations faites en 1946, les communistes contrôlaient à cette date de 30 à 35 % des effectifs du *C. I. O.* En 1949, à la veille de leur élimination, ce pourcentage, par suite de diverses défections, n'était plus que de 20 %, soit un million de membres. Leur principal fief était, sur le plan des fédérations, les *United Electrical Workers,* une organisation d'environ 500 000 membres ; sur le plan régional, les syndicats de Californie, avec, à leur tête, Harry Bridges, directeur régional du

C. I. O. en même temps que président de la fédération des Dockers de la côte Ouest.

Les communistes dominaient également un certain nombre de fédérations industrielles telles que les mineurs des mines métalliques, les travailleurs de l'alimentation et du tabac, les travailleurs des transports non ferroviaires, les travailleurs des machines agricoles, de la fourrure, ainsi que diverses fédérations de marins (sur la côte Est et la côte Ouest) ; et, enfin, des fédérations squelettiques de « cols blancs » : employés, fonctionnaires, téléphonistes. Les communistes exerçaient également une assez forte influence, qui n'allait pas toutefois jusqu'au contrôle de l'organisation, dans la fédération de l'Automobile et dans celle de la Viande. Enfin, ils contrôlaient, à l'apogée de leur influence, nombre d'unions locales de syndicats, certaines importantes, telles que celles de New York, Chicago, San Francisco, Los Angeles, Cleveland, Minneapolis, Seattle, Denver, Newark, etc.

Au sommet, les communistes étaient assez fortement retranchés à la direction nationale du *C. I. O.*, où l'un d'eux, Lee Pressman, était demeuré le conseiller juridique écouté de la centrale, et où l'autre, Len De Caux, avait conservé son poste de rédacteur en chef de l'organe officiel, les *C. I. O. News.* En outre, les communistes disposaient d'appuis non négligeables au sein du *National Labor Relations Board*, grâce à la présence, dans cette position stratégique, de fonctionnaires sympathisants.

Philip Murray, dès la fin de 1946, ne cachait pas sa violente hostilité à l'égard des communistes. Mais il ne voulait pas encore leur livrer un assaut direct, car il appréhendait une scission qui affaiblirait le *C. I. O.* ; et, en outre, il se servait des communistes comme d'un contrepoids aux éléments les plus agressivement anticommunistes : sociaux-démocrates ou anciens sociaux-démocrates, tels que Walter Reuther, de l'Automobile, Emile Rieve et George Baldanzi, du Textile, John Green, des Constructions navales. En particulier, l'ambition de Walter Reuther portait ombrage à Murray et il se protégeait contre elle en accordant ses faveurs à R. G. Thomas, l'ancien président de la fédération de l'Automobile, battu par Walter Reuther au congrès des *U. A. W.* de mars 1946. R. G. Thomas avait plus ou moins partie liée avec les communistes dans sa fédération.

Au congrès du *C. I. O.* qui se déroula à Atlantic-City

du 18 au 22 novembre 1946, Murray livra une première escarmouche aux communistes. Il présenta une résolution condamnant et rejetant les efforts du Parti communiste et autres partis politiques « en vue de s'immiscer dans les affaires du *C. I. O.* ». Se dérobant au combat, les communistes manœuvrèrent dans la coulisse et décidèrent de voter pour la résolution, estimant que le membre de phrase « et autres partis politiques » rendait leur ralliement plus aisé.

Au congrès suivant du *C. I. O.*, à Boston, du 13 au 17 octobre 1947, la lutte se poursuivit à fleuret moucheté. Après avoir entendu un discours du secrétaire d'Etat Marshall dans lequel le vieux militaire présenta son fameux « Plan », adversaires et partisans du plan Marshall s'accordèrent sur un texte équivoque qui endossait de « sains programmes de rétablissement d'après-guerre » et que chacun fut laissé libre d'interpréter à sa guise. Les leaders communistes se gardèrent de rompre cette unanimité de façade. Harry Bridges demeura silencieux tout au long du congrès. En politique intérieure, même réserve. Le seul qui se risqua à ouvrir la bouche fut Michael Quill, des Transports, qui dénonça l'administration réactionnaire et antiouvrière du président Truman. Mais ce ne fut qu'une voix isolée.

Au début de 1948, la lutte contre les communistes dans le *C. I. O.* éclata au grand jour. Deux circonstances provoquèrent la rupture. Tout d'abord, l'opposition de plus en plus prononcée des syndicats pro-communistes au plan Marshall ; d'autre part, le soutien qu'ils accordèrent au nouveau parti créé par Henry Wallace, candidat progressiste contre Harry Truman à la présidence des Etats-Unis. A la réunion du bureau exécutif du *C. I. O.*, qui se tint à Washington les 22 et 23 janvier 1948, un vif éclat se produisit entre Harry Bridges et la majorité des autres dirigeants. Bridges refusa de soutenir le plan Marshall et de cesser d'appuyer le « troisième parti » de Wallace. Les communistes furent défaits par 33 voix contre 11. Le 5 mars, Harry Bridges fut révoqué de son poste de directeur régional du *C. I. O.* Le 6 février, Lee Pressman avait démissionné de son poste de conseiller juridique du *C. I. O.*, pour se consacrer à la propagande du parti de Wallace. Quelques mois plus tard, le 27 juin, Len De Caux, à son tour, abandonna la rédaction des *C. I. O. News.*

La tendance pro-communiste dans le *C. I. O.* fut considérablement affaiblie par des revirements qui se produisirent dans plusieurs fédérations importantes. Un des premiers survint dans la fédération des Marins de la côte Est, une organisation d'environ 60 000 membres. Sous l'énergique direction de Joseph Curran, elle avait émergé victorieusement de deux grèves qui s'étaient déroulées en mars et novembre 1936. Curran avait fondé sa fédération et il en avait conservé la direction avec la participation et le soutien des communistes.

Ensemble, Curran et les communistes avaient établi une dictature bureaucratique et écrasé toute opposition dans la fédération. Le mariage dura dix ans. Mais, en juillet 1946, il fut soudain rompu. Curan, se sentant assez fort pour voler de ses propres ailes, se sépara de ses associés. Une lutte fratricide, aux épisodes violents, s'engagea. Curran reprocha aux communistes les méthodes « totalitaires » qu'il avait mises en œuvre de concert avec eux et il les retourna contre eux.

En septembre-octobre 1947, au cours d'un congrès tumultueux qui dura vingt-quatre jours, il finit par l'emporter sur ses adversaires. Il obtint un amendement aux statuts soumettant à un référendum toute décision importante, ce qui réduisit considérablement les pouvoirs du conseil national de la fédération, encore dominée par les communistes.

Curran fut acclamé au congrès du *C. I. O.* d'octobre 1947. En juillet 1948, de nouvelles élections lui assurèrent une victoire totale : les communistes furent évincés de tous les postes. Mais Curran, grisé par son triomphe, s'empressa d'en abuser. Il se livra, par les procédés les plus arbitraires, à une épuration de sa fédération, suspendant et excluant des membres suspects de sympathies pro-communistes.

En avril 1949, le conseil national adopta un projet de résolution fermant les portes à tout individu adhérant à une doctrine communiste ou simplement « subversive », ou commettant des actes antisyndicaux tels que formuler des critiques contre la direction fédérale. Le projet de résolution fut rejeté par une assemblée des marins du port de New York et suscita une vive opposition dans d'autres sections de la fédération. Finalement, un texte

un peu différent fut adopté par le congrès qui se tint en septembre 1949 : l'entrée de la fédération était interdite à tout communiste, fasciste ou nazi.

Mais Curran poussa si loin sa chasse aux sorcières qu'une forte opposition se reconstitua contre lui, notamment à New York, dont le port est le bastion fondamental de la fédération. Le 16 novembre 1949, à la suite de la révocation arbitraire de l'agent du port de New York et de ses adjoints, de vifs incidents éclatèrent entre partisans et adversaires de Curran, au cours desquels celui-ci appela la police à la rescousse contre l'opposition. Mais l'anticommunisme eut le dernier mot.

Reuther purge l'Automobile

Les communistes subirent un échec irréparable en perdant le contrôle qu'ils exerçaient sur la fédération de l'Automobile. (Ils y dominaient, notamment, depuis 1941, la section syndicale Ford.) Pendant des années, les *U. A. W.* avaient été le théâtre d'une lutte fratricide acharnée pour le contrôle de la fédération, entre la tendance procommuniste dirigée par le secrétaire-trésorier George Addes et la tendance auticommuniste dirigée par le vice-président Walter Reuther. Entre les deux groupes, le président, R. G. Thomas, avait essayé de jouer le rôle de trait d'union et de préserver l'unité de l'organisation.

Cette lutte de tendances fut, dans une certaine mesure, nuisible à la fédération, car elle ne se déroula pas sur des programmes clairs. Ni les communistes, ni l'ancien social-démocrate Reuther ne se battaient pour des principes. La bagarre avait pour enjeu essentiel le pouvoir. Elle mettait aux prises deux groupes également impatients de contrôler l'organisation. Cependant, la querelle eut, dans une certaine mesure, des incidences bienfaisantes : elle préserva la vie démocratique du syndicat et elle empêcha la formation d'une bureaucratie monolithique.

Au congrès de 1946, Walter Reuther réussit, de justesse, à remplacer R. G. Thomas à la présidence de l'organisation, sans toutefois disposer d'une majorité au bureau exécutif. Le dépit rejeta R. G. Thomas vers le camp procommuniste, auquel il avait déjà donné des gages. Et, au congrès de novembre 1947, Reuther dut faire face à

un bloc Addes-Thomas, qui n'était d'ailleurs pas composé que de communistes.

L'opposition, au lieu de combattre Reuther de façon militante, s'ingénia à le déconsidérer par des attaques personnelles, dans lesquelles entrait une certaine part de calomnie. Reuther fut réélu triomphalement et s'assura une écrasante majorité dans le nouveau bureau exécutif. La voie était ouverte à l'élimination des procommunistes.

Au congrès suivant, qui se tint à Milwaukee (Wisconsin), du 10 au 15 juillet 1949, Reuther consolida sa victoire et se fit accorder de nouvelles armes pour se débarrasser de ses adversaires de tendance. Il fit adopter un amendement aux statuts enlevant aux sections locales le privilège, dont elles avaient joui jusqu'alors, de prendre des sanctions contre leurs membres. Désormais, c'était le bureau exécutif national qui avait le droit de pénaliser un adhérent pour « conduite indigne ». Reuther pouvait ainsi éliminer ses opposants (communistes ou autres), alors qu'auparavant il lui était impossible de le faire lorsque la section locale était contrôlée par ses adversaires.

Passant immédiatement à l'application, le congrès vota l'expulsion des deux dirigeants de la tendance procommuniste. Ils avaient prêté le flanc à la répression en commettant une irrégularité. Mais la sanction était disproportionnée avec le délit. Reuther avait voulu faire un exemple et intimider ses adversaires.

Le noyautage catholique

Pour vaincre la tendance procommuniste, Reuther s'était allié avec les éléments les plus réactionnaires de sa fédération et notamment avec une fraction organisée de syndicalistes catholiques, l'*Association of Catholic Trade unionists*, en abrégé : *A. C. T. U.*

La religion dominante aux Etats-Unis, celle des Américains relativement de « vieille » souche, est le protestantisme. Les classes dirigeantes sont, dans leur très grande majorité, protestantes. Le catholicisme est la religion des immigrants de date plus récente (Irlandais, Italiens, Polonais, Tchèques, etc.) et, par conséquent, d'une grande quantité de travailleurs non qualifiés des industries-clés. Ainsi Cleveland, large centre industriel de l'acier, de l'automobile et de diverses autres industries transfor-

matrices, est une métropole catholique et chaque minorité ethnique y possède ses églises particulières.

Le fait même que le *C. I. O.* a organisé les immigrants récents, c'est-à-dire les travailleurs des industries de base, le rend beaucoup plus perméable à l'influence catholique que la vieille *A. F. L.* Feu son président, Philip Murray, appartenait plus à l'Eglise qu'au *Labor* et représentait la hiérarchie au sein du mouvement ouvrier. Dieu revenait à chaque instant dans ses discours et il ne faisait rien sans prendre les conseils d'un ecclésiastique de Pittsburgh, le révérend Charles Owen Rice.

L'Eglise n'avait guère réussi à influencer les travailleurs catholiques dans la période d'essor du *C. I. O.* En outre, le rôle joué par le catholicisme dans les pays fascistes d'Europe lui avait fait perdre du prestige auprès des travailleurs. Mais, après la guerre, lorsque le gouvernement américain et le Vatican s'associèrent dans la lutte anticommuniste, l'Eglise fit un effort pour s'implanter dans le mouvement syndical. Elle se garda de commettre l'erreur de constituer des syndicats chrétiens et préféra noyauter le *C. I. O.*

L'*A. C. T. U.* était une réplique catholique de la fraction communiste dans les syndicats. Le syndiqué catholique était subordonné assez étroitement à un prêtre qui dirigeait statutairement la section de l'*A. C. T. U.* et rien ne pouvait y être fait sans son approbation. La littérature publiée par l'*A. C. T. U.* était sujette à l'*imprimatur*.

Les syndiqués catholiques avaient appris des communistes, non seulement l'art de la propagande, mais aussi et surtout celui du noyautage. Ils savaient s'infiltrer et creuser sous terre. Ils organisaient des écoles de cadres, puis, lorsque leur nouvel initié était jugé bien au point, ils le lâchaient dans tel secteur du mouvement syndical qu'il s'agissait de conquérir, en le munissant de consignes précises et en le flanquant de quelque père jésuite expert dans l'art de battre les communistes à l'aide de leurs propres méthodes.

Un fief perdu : les Transports

L'*A. C. T. U.* fut à l'origine d'un coup de théâtre qui, brusquement, fit perdre aux communistes le contrôle d'une

organisation relativement importante, celle des travailleurs des transports, *Transport Workers Union*, forte de 100 000 membres. La cellule-mère de cette fédération était la section syndicale n° 100 des employés du métropolitain de New York. Créée en 1934 au cours de la ruée vers les syndicats, qui suivit la promulgation du *N. R. A.*, cette organisation avait obtenu du *C. I. O.*, en 1937, une charte nationale et fut dirigée depuis cette époque par un Irlandais batailleur, Mike Quill. Les employés du *subway* étaient presque tous Irlandais et catholiques, mais, à cette époque, ils n'aimaient pas l'immixtion de leur Eglise dans les affaires temporelles et leur tempérament frondeur, rendu plus agressif par la grande dépression, les avait amenés à suivre les leaders syndicaux les plus avancés. Pendant dix ans, Mike Quill gouverna sa fédération la main dans la main avec les communistes. Ainsi fut-il hissé à la présidence de l'union des syndicats (*C. I. O.*) et devint-il conseiller municipal de New York.

Mais, en 1946, l'Eglise catholique jugea le moment venu de reprendre en main les Irlandais du métro de la grande ville. Un noyau de quelques militants fut constitué et reçut un entraînement approprié à la *Xavier Labor School*, une école ouvrière de cadres, dirigée par un père jésuite, le révérend Philip Carey. Puis les nouveaux missionnaires syndicaux furent lancés dans la mêlée. Ils réussirent si bien qu'en mars 1948 le contrôle de la section syndicale n° 100 échappa aux communistes.

Mike Quill qui, depuis un certain temps, rêvait de secouer le joug de ses exigeants associés, saisit l'occasion qui lui était offerte de reprendre sa liberté. Il démissionna de l'union des syndicats. Une lutte très vive s'engagea entre lui et ses ex-alliés procommunistes pour le contrôle de la fédération des Transports. Au congrès fédéral, au début de décembre 1948, il remporta une écrasante victoire éliminant tous les communistes du bureau exécutif. Seize « permanents » syndicaux, soit plus de la moitié de l'état-major de l'organisation, furent licenciés.

La scission nationale

Au congrès du *C. I. O* à Portland (22-26 novembre 1948), la lutte entre les deux camps prit, pour la première

fois, une forme ouverte. Les communistes attaquèrent, enfin, franchement le plan Marshall, ce que Philip Murray leur reprocha vivement. Walter Reuther les somma de choisir entre le *C. I. O.* et le Parti communiste. Murray déclara qu'en aucune circonstance il ne permettrait leur infiltration dans le *C. I. O.* Il s'attaqua notamment aux rachitiques fédérations dominées par les communistes. Il fit adopter par le congrès une résolution donnant pleins pouvoirs au bureau exécutif du *C. I. O.* pour ouvrir une enquête sur la situation des fédérations affiliées au *C. I. O.* ayant failli à leur tâche de recrutement. (Cette carence était due plutôt aux caractères spécifiques d'une catégorie de travailleurs, difficiles à organiser en tous pays, par suite de leur mentalité petite-bourgeoise, de leur individualisme, de leurs contacts étroits avec le patronat.)

Enfin Murray obtint du congrès des pouvoirs exorbitants : désormais la centrale pouvait retirer leur charte constitutive aux organisations affiliées, révoquer leur direction, transférer leur juridiction à d'autres fédérations.

Les communistes se défendirent assez mal. Leurs efforts pour arriver à un compromis, même au prix d'une humiliation, furent visibles. A peine le congrès terminé, les premières mesures répressives furent prises par le bureau exécutif du *C. I. O.* Il révoqua la charte constitutive de l'union des syndicats de New York, une des plus larges des Etats-Unis. Motif : « Avoir adhéré de façon servile à la ligne et aux ordres du Parti communiste. » Ses archives et ses biens furent pris en charge par un administrateur provisoire, en attendant la création d'une nouvelle union des syndicats. Les syndicats communistes de New York, renonçant à toute résistance, s'inclinèrent. Après celle de New York, les autres unions de syndicats contrôlées par les communistes furent épurées à leur tour.

L'acte final fut joué au congrès du *C. I. O.* qui se tint à Cleveland (Ohio), du 31 octobre au 4 novembre 1949. Il adopta toute une série d'amendements aux statuts du *C. I. O.* L'un d'eux empêchait tout membre du Parti communiste, d'une organisation fasciste ou de tout autre mouvement « totalitaire » ou qui poursuit des activités en faveur de ces organisations, de remplir un poste dirigeant dans le *C. I. O.* Un autre donnait au bureau exécutif pleins pouvoirs pour révoquer ceux de ses membres auxquels s'appliquait l'amendement précédent. Un autre enfin permettait au bureau d'exclure une organisation syndicale

dont la politique était orientée vers les buts et reposait sur le programme des organisations politiques ci-dessus mentionnées.

Ensuite, le congrès vota l'exclusion de la fédération des Travailleurs de l'industrie électrotechnique, la troisième en importance dans le *C. I. O.*, ainsi que celle de la fédération des Travailleurs des machines agricoles. Il décida de créer une nouvelle fédération de l'Industrie électrotechnique, avec, à sa tête, James Carey, le jeune secrétaire-trésorier du *C. I. O.* Le congrès donna au bureau exécutif du *C. I. O.* pleins pouvoirs pour faire comparaître devant lui les dix autres fédérations d'obédience communiste et les exclure.

Cette purge eut pour résultat d'aggraver la division, déjà si profonde, du *Labor* américain. Une nouvelle scission était consommée. Les fédérations exclues furent l'objet de « raids » de la part des organisations rivales demeurées dans le *C. I. O.*, afin de leur enlever des adhérents, et une puissante organisation comme celle de l'industrie électrotechnique, née de la grande vague de fond de 1937, se brisa en deux tronçons, sous l'œil narquois des magnats de *General Electric* et de *Westinghouse*.

Au service de la guerre froide

Les communistes furent évincés uniquement pour des raisons de politique extérieure : parce qu'ils s'opposaient à la guerre froide et au plan Marshall qui en était, alors, l'instrument. Par leur présence, et par leur opposition, pourtant discrète, ils auraient empêché le *C. I. O.* de se mettre entièrement au service du Département d'Etat. Après leur exclusion, le *Labor* put se faire le champion et le commis voyageur du plan de colonisation anticommuniste de l'Europe occidentale.

La seule note discordante, dans le mouvement ouvrier, fut celle de John Lewis. C'était l'époque des grèves insurrectionnelles en France. Il écrivit à William Green, le 27 octobre 1948 : « *Vous soutenez Truman. Je suppose que vous avez son oreille* (...). *Pourquoi ne lui faites-vous pas arrêter l'assassinat de mineurs de charbon français qui ont faim ? Truman contrôle les ressources du plan*

Marshall, grâce auxquelles subsiste le chancelant gouvernement français (...). Certes, l'avenir de la France est sombre à tous points de vue si l'argent américain, les fusils et les balles américaines sont utilisés pour tirer sur les citoyens français, les affamer et les opprimer, tandis que les bureaucrates et les puissances financières en France subsistent grâce aux ressources américaines et dénient à l'élément humain de la population toute participation aux largesses du plan Marshall (...). Truman pourrait rendre service à l'humanité et peut-être à lui-même en se servant de quelques-uns des vastes pouvoirs qui lui assurent le contrôle des fonds Marshall, pour inviter le gouvernement français à renoncer à ses méthodes d'Etat policier et à cesser de faire la guerre, aux frais du contribuable américain, à ceux de ses propres citoyens qui sont mineurs de charbon ».

Les bureaucrates du *C. I. O.* et de l'*A. F. L.*, non seulement accordèrent leur appui sans réserve au plan Marshall, mais ils s'offrirent à participer à sa gestion. Ils firent valoir que personne ne pourrait dissiper mieux qu'eux la méfiance des travailleurs européens à son égard. En novembre 1947, le comité des relations ouvrières internationales de l'*A. F. L.* décida d'insister pour que des porte-parole du *Labor*, choisis par le *Labor* lui-même, fussent nommés à tous les échelons de l'administration du plan Marshall, y compris à des postes diplomatiques élevés dans des pays importants. Ainsi serait démontré aux travailleurs d'Europe que la politique extérieure américaine n'était pas dirigée par et pour *Wall Street*. Au congrès de l'*A. F. L.* de novembre 1948, l'assistant du président Truman, John Steelman, déclara : « Les représentants du *Labor* américain sont parmi nos meilleurs ambassadeurs de bonne volonté à l'étranger. »

J'ai vu l'un de ces « ambassadeurs » à l'œuvre dans notre pays. J'avais rencontré à Atlanta (Georgia), en 1948, un propagandiste du syndicat du Textile (*C. I. O.*). Il tentait, parfois au péril de sa vie, d'organiser les exploités d'un patronat qui, dans cette région, était vivement hostile au syndicalisme ouvrier.

Revenu en France, je me trouvai un jour sur le parvis de la cathédrale d'Amiens. Je remarquai la présence d'un certain nombre de messieurs immobiles, engoncés dans des cols durs, les mains caparaçonnées de gants noirs. Soudain

un coup de sifflet retentit, une file de voitures apparut au coin de la place :

— Le plan Marshall, messieurs, le plan Marshall ! cria l'un de ces officiels, avec une expression de gratitude servile.

De la première voiture descendit un personnage, devant qui les autorités multiplièrent les courbettes. Je reconnus le militant syndicaliste d'Atlanta. Il était devenu *le plan Marshall.*

5. La réunification syndicale

Bataille dans l'acier

Malgré les symptômes de décadence qui précèdent, la dynamique interne du *Labor* n'avait pas fini de surprendre. Faisant contrepoids à l'emprise croissante de la bureaucratie, la pression de la base continuait, en effet, de s'exercer, stimulée par la hausse incessante des prix. Elle réussit à se manifester même dans des fédérations dirigées d'une façon aussi peu démocratique que celle de l'Acier. En juin 1949, les travailleurs de l'industrie sidérurgique demandèrent une augmentation de salaires de 12 1/2 %, des retraites de 125 à 150 dollars par mois à l'âge de soixante-cinq ans, enfin un système d'assurances sociales.

Le trust de l'acier repoussa du pied ces revendications. La base se montra si impatiente que çà et là des débrayages spontanés se produisirent. Le 1er octobre 1949 la fédération dut lancer l'ordre de grève à ses 500 000 adhérents.

John Lewis se manifesta par un geste unitaire. Malgré que la fédération en grève appartînt au *C.I.O.*, il fit appel à la solidarité de l'*A.F.L.* Le 14 octobre, il écrivit à William Green : « *Une des plus grandes sections du mouvement ouvrier est engagée dans un conflit économique vital* (...). *Ses adversaires sont fortement retranchés, ils disposent d'un crédit financier sans limite et d'une puissance sans égale. Dans cette grande et barbare attaque contre les travailleurs de l'Acier, sont alliées avec les compagnies productrices d'acier les principales unités de diverses autres industries, telles que les compagnies d'assurances et les empires financiers de Du Pont et de Mellon. Ces alliés formidables se proposent d'écraser le pouvoir et de détruire la structure de la fédération des travailleurs de l'Acier. Il faut empêcher cela.* » Et il demanda à Green et à ses associés, « *de faire passer au second plan toute autre considération* », et de « *se dresser pour faire face aux adversaires géants qui, autrement, décimeraient, l'une après l'autre, les principales sections*

du mouvement ouvrier organisé ». Il proposa que neuf des principales fédérations de l'*A. F. L.* auxquelles se joindrait celle des Mineurs mettent chacune un crédit de 250 000 dollars par semaine à la disposition de la fédération de l'Acier. Mais William Green et les bonzes des syndicats de métier ne bronchèrent pas.

Le 25 octobre, le bureau exécutif du *C. I. O.* décida de lever un trésor de guerre de « nombreux millions de dollars » pour soutenir la lutte des travailleurs de l'acier. Au début de novembre, les premiers craquements se firent entendre dans le bloc patronal. Successivement, *Bethlehem* et *Republic Steel*, suivis de quelques autres, signèrent des contrats instituant des retraites de 100 dollars à l'âge de soixante-cinq ans, après vingt-cinq ans de services, et un système d'assurances sociales, financées à égalité par des cotisations patronales et ouvrières. Le 11 novembre, l'*U. S. Steel*, isolé et humilié, dut céder à son tour.

Les avantages obtenus étaient très en decà des revendications formulées par la fédération. Elle n'obtenait pas d'augmentation de salaires. Le principe que seul le patronat financerait les allocations sociales n'était pas reconnu. Dave MacDonald, alors secrétaire-trésorier de la fédération, exagéra quelque peu lorsqu'il déclara que c'était « le plus grand pas en avant dans l'histoire du *Labor* américain ». Néanmoins, les travailleurs de l'acier avaient fait preuve de combativité. Ils avaient mis en échec un orgueilleux monopole qui visait à briser l'organisation ouvrière.

Mécanisme de l'unité

Depuis un certain temps l'idée d'une réunification syndicale, cicatrisant la scission qui avait donné naissance au *C. I. O.*, était dans l'air. Au début de 1949, le *C. I. O.* quittait la Fédération syndicale mondiale (F. S. M.), d'obédience communiste, à laquelle l'*A. F. L.* avait toujours refusé de s'affilier, et les deux centrales fondaient, ensemble, la Confédération internationale des syndicats libres (C. I. S. L.), d'inspiration anticommuniste.

Les négociations pour l'unité avaient été entamées depuis longtemps. Elles avaient échoué, pour une part, à la fois du fait de l'intransigeance de John Lewis et de la crainte éprouvée par ses rivaux qu'il ne dominât un mouvement ouvrier réconcilié.

Toutefois, à la fin de 1946, le spectre de la loi Taft-

Hartley amena une reprise des pourparlers entre les deux centrales. L'initiative était venue du *C.I.O.* William Green, toutefois, avait mis l'accent sur la nécessité de l'unité organique, ce qui signifiait, dans son esprit, le « retour au bercail » des « brebis égarées », tandis que Philip Murray, en fin manœuvrier, avait donné la priorité à l'unité d'action contre la législation antiouvrière. Le 15 mai 1947, Green avait annoncé la fusion prochaine des deux centrales syndicales. Mais ce n'était qu'un bluff. Le *C.I.O.* s'était montré beaucoup plus réservé. Il avait déclaré qu'il ne voulait sacrifier à l'unité aucun des principes au nom desquels il avait été fondé.

Cependant le sentiment unitaire était très vif à la base. Les travailleurs avaient senti que la réunification des forces ouvrières augmenterait la puissance du *Labor*. Mais le principal obstacle à l'unité résidait au sommet. Les leaders ouvriers s'étaient taillé des fiefs personnels qu'ils défendaient âprement contre leurs rivaux et aucun d'eux ne semblait disposé à sacrifier la moindre parcelle de ses prérogatives.

Cependant quelque chose changea dans le comportement du potentat syndical n° 1. John Lewis, qui avait fait revenir ses mineurs à l'*A.F.L.* à la fin de 1945, quitta de nouveau la vieille centrale en octobre 1947 et s'enferma, lui et sa fédération, dans un isolement attentiste. Mais il ne tarda pas à multiplier les gestes unitaires. Au début de 1950, il proposa à Philip Murray que les travailleurs de l'acier, du charbon et tous les autres s'unissent en un « pacte d'aide mutuelle et de commune défense » contre l'offensive patronale généralisée. Murray rejeta la proposition mais suggéra, à son tour, par une lettre adressée à l'*A.F.L.*, aux fraternités du rail et aux deux syndicats indépendants les plus importants, la création d'un comité ayant pour objet, d'abord l'unité d'action, ensuite la préparation de l'unité organique. L'antagonisme personnel qui opposait Philip Murray à William Green ne permit pas, à ce moment, d'aboutir.

Le 9 novemore 1952, Philip Murray mourait subitement. Quatre mois plus tard William Green lui succédait dans la tombe. La disparition presque simultanée des présidents des deux centrales syndicales, dont l'obstination égocentrique avait été une pierre d'achoppement non négligeable sur la route de l'unité, créait une situation nouvelle. Leurs deux successeurs, George Meany, pour

l'*A. F. L.*, et Walter Reuther, pour le *C. I. O.*, étaient un peu plus accommodants. Ayant écarté ensemble le terrible importun qu'était, pour eux, John Lewis, ils entamèrent de longues et laborieuses négociations. Elles aboutirent, en août 1953, à un premier résultat : la signature d'un *non-raiding agreement*, un accord de « non-braconnage », par lequel les deux centrales s'engageaient à cesser toute activité en vue de s'enlever réciproquement des recrues. Le texte de l'accord faisait allusion à des possibilités futures d'unité organique.

Fait à retenir : le document fut ratifié non par l'unanimité, mais par une simple majorité de fédérations syndicales : par 65 fédérations de l'*A. F. L.* sur 110 et par 29 fédérations du *C. I. O.* sur 32 : la proportion de ceux qui continuaient à renâcler était beaucoup plus forte dans les vieux syndicats de métier de l'*A. F. L.* que dans les jeunes syndicats industriels du *C. I. O.*

Une des organisations les plus hostiles à l'accord était la fédération des Camionneurs qui, à l'origine, syndicat de métier par excellence, recrutait maintenant dans n'importe quelle profession et marchait ainsi dans les plates-bandes des fédérations rivales.

Ce premier pas franchi, les congrès des deux centrales, précédant immédiatement le congrès de réunification, approuvaient, le 1er décembre 1955, l'unité organique. La nouvelle organisation recevait le nom significatif d'*American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations*, en abrégé : *A. F. L. - C. I. O.* Forte de 10 millions de membres, l'*A. F. L.* consentait à cohabiter avec le *C. I. O.*, dont l'importance numérique était de moitié moindre. George Meany prenait la présidence de la centrale réunifiée, dont Walter Reuther devait se contenter d'un des postes de vice-président.

C'était, en vain, que le président des travailleurs de l'Automobile avait voulu mettre comme condition à la réunification des garanties effectives pour la protection du syndicalisme d'industrie, pour l'application rigoureuse de l'accord de « non-braconnage » par toutes les fédérations, pour l'élimination de la discrimination raciale dans les syndicats, etc. Malheureusement, au sein même de l'ex-*C. I. O.*, ses efforts avaient été contrecarrés : le président des travailleurs de l'Acier, Dave McDonald, s'était engagé à fond pour une fusion précipitée et inconditionnelle. Reuther avait dû s'y résigner en formant le souhait que

la dynamique des syndicats sortant du *C. I. O.* finît par prévaloir au sein de la centrale réunifiée.

Ainsi la querelle qui avait provoqué dix-neuf ans plus tôt la scission dans les rangs du Travail était colmatée par un compromis. L'accord stipulait que le syndicalisme de métiers et le syndicalisme industriel étaient l'un et l'autre « appropriés, égaux et nécessaires comme méthode d'organisation industrielle ».

D'ailleurs, l'*A. F. L.*, malgré le poids numérique des syndicats de métier dans son sein, avait fini par organiser elle aussi un assez grand nombre de travailleurs sur la base industrielle. Ils furent versés dans un Département des unions industrielles qui groupa 31 anciennes fédérations du *C. I. O.* avec 4 528 000 membres et 25 anciennes fédérations de l'*A. F. L.* avec 2 629 000 membres, soit au total 66 fédérations avec 7 157 000 membres. Les Camionneurs versèrent 400 000 de leurs membres dans le nouveau Département des unions industrielles dont Walter Reuther fut promu le président. Les syndicats de métier formaient le fief de George Meany. Les syndicats industriels celui de Walter Reuther. Il y avait double pouvoir.

La nouvelle centrale comportait les organismes de direction suivants :

Un *conseil exécutif*, composé d'un président et d'un secrétaire-trésorier provenant tous deux de l'*A. F. L.*, auxquels étaient adjoints 17 vice-présidents originaires de l'*A. F. L.* et 10 vice-présidents originaires du *C. I. O.* Il se réunit au moins une fois par mois ;

Un *comité exécutif*, composé du président, du secrétaire-trésorier (tous deux ex-*A. F. L.*) et de 6 vice-présidents, 3 provenant de l'*A. F. L.* et 3 du *C. I. O.* Il se réunissait tous les deux mois et il lui était dévolu l'importante fonction de discuter et de formuler des recommandations destinées au conseil exécutif. (En fait, il devait cesser d'être convoqué, ce qui a permis au conseil exécutif de régenter la centrale sans partage) ;

Un *congrès*, convoqué tous les deux ans (au lieu de tous les ans dans les deux centrales avant la réunification) ;

Un *bureau général* qui, dans l'intervalle, siège au moins une fois l'an, sorte de congrès en miniature, composé d'un représentant de chacune des fédérations affiliées.

A titre de transition, les unions régionales et locales des deux centrales devaient subsister côte à côte pendant deux ans avant de fusionner : en fait la fusion des deux

appareils bureaucratiques fut laborieuse et demanda davantage de temps.

Une innovation importante était la création d'un grand nombre de *comités permanents* spécialisés, qui n'existaient pas dans les statuts des deux anciennes centrales syndicales. Tous les employés de ces 14 comités furent nommés autoritairement par le président Meany. Comme, d'autre part, aucun des collaborateurs des deux centrales ne fut licencié, il y eut à la fois juxtaposition et extension de la bureaucratie.

A cette structure de comités se superposaient un certain nombre de *départements* dont les spécialisations faisaient parfois double emploi avec celles des *comités permanents*.

Si le principe, d'origine fédéraliste, de l'autonomie de chaque fédération au sein de la centrale nouvelle était respecté, si, à la base, chaque *local* (section syndicale locale ou d'entreprise) conservait à son tour une relative autonomie, l'appareil bureaucratique formé par les unions régionales et locales d'une part, par les comités permanents et les départements d'autre part, était rigoureusement soumis aux directives du sommet exécutif. Cette centralisation à outrance contrastait avec l'ancienne structure de l'*A. F. L.* et, même par rapport à l'ex-*C. I. O.*, plus centralisé, elle marquait une aggravation des tendances autoritaires.

Un des départements, celui de l'organisation, chargé du recrutement des inorganisés, était subdivisé en 22 régions géographiques aux U. S. A. et une au Canada, comportant chacune un directeur et un directeur-adjoint (l'un provenant de l'*A. F. L.*, l'autre du *C. I. O.*). Les effectifs de ce département, totalement injustifiés vu son inactivité, doublaient ceux des unions régionales et renforçaient la tendance à la centralisation.

En plus de ses départements, l'*A. F. L. - C. I. O.* créait une « agence centrale de politique d'investissements », dont l'objet était de conseiller les fédérations affiliées sur la meilleure façon de placer leurs vastes réserves financières. La centrale réunifiée accouchait d'une banque. Onze ans après la réunification, Walter Reuther devait stigmatiser ces dirigeants ouvriers « qui ont une mentalité de banquier » et qui « croient que les succès de leur organisation se mesurent aux énormes dépôts qu'ils ont placés en banque ». Et de rappeler que le mouvement ouvrier le plus fort et le plus riche dans le monde avait

été celui de l'Allemagne de Weimar. « *Or qu'a fait Hitler de ce mouvement avec tous ses millions dans les banques ? Il l'a détruit.* » En même temps, Reuther devait souligner le contraste entre ce pactole (« *des millions et des millions et des millions* ») et les moyens dérisoires affectés par les syndicats aussi bien aux campagnes de solidarité qu'à la solidarité interprofessionnelle aux grévistes.

Sur le plan idéologique, le préambule des statuts était en retrait par rapport à ceux des anciennes centrales syndicales. La vieille *A. F. L.*, si réformiste qu'elle fût, parlait encore dans ses statuts de « lutte se déroulant entre oppresseurs et opprimés de tous les pays, entre capitalistes et salariés ». Le *C. I. O.*, plus récemment créé et donc moins perméable aux vieux mots d'ordre de lutte de classes, prônait, cependant, « une action ayant pour but final un monde d'hommes libres ». Dans le préambule de la centrale réunifiée il ne s'agissait plus que d'objectifs poursuivis sagement, « dans le cadre de notre gouvernement constitutionnel et conformément à nos institutions et traditions ». Le commentateur du *New York Times* ne manqua pas de se féliciter qu'il ne fût plus fait mention d'oppresseurs et d'opprimés mais « d'intérêt général de tout le peuple américain » et que le document fût imprégné d'un « sain américanisme ».

Etat d'esprit qui devait être commenté par le président confédéral George Meany en ces termes : « *A parler franc, nous autres syndicalistes américains aimons le système capitaliste. Nous entendons bien, naturellement, le préserver dans nos efforts visant à améliorer le niveau de vie des travailleurs en améliorant le système lui-même. Mais nous n'entendons pas l'abandonner pour des chimères ou quelque fantaisie idéologique inventées par ceux qui ne comprennent pas les besoins et les aspirations réels des travailleurs.* »

Consécration de l'anticommunisme

La centrale nouvelle se mettait au service de l'empire américain. Arthur Goldberg, l'actuel délégué américain aux Nations Unies, alors l'auteur d'un livre consacré à l'unité syndicale, *Labor United* (1956), résume ainsi les principes de politique internationale de l'*A. F. L. - C. I. O.* :

> *Contenir la pénétration communiste parmi les nations libres ;*

Eliminer la domination communiste là où elle existe ;

Maintenir la force armée américaine à un niveau en rapport avec une évaluation serrée des potentialités communistes d'agression ;

Renforcer les capacités économiques et militaires du monde libre pour résister à l'agression communiste aussi bien sur le plan militaire que sur celui de la propagande.

Le *C. I. O.* s'alignait sur l'anticommunisme de l'*A. F. L.* Car, comme le reconnaît Goldberg, il y avait eu entre l'*A. F. L.* et le *C. I. O.*, avant l'unité, des divergences de « tempérament » et de « ton » en matière de politique étrangère. On verra plus loin que ces nuances ont persisté.

Meany était entre les mains de l'ancien directeur du « comité des syndicats libres » de l'*A. F. L.*, Jay Lovestone, un communiste repenti devenu corrupteur du syndicalisme dit « libre » dans le monde entier, pour le compte du contre-espionnage américain, la trop fameuse *Central Intelligence Agency* (*C. I. A.*). Meany et Lovestone poussaient l'hystérie antirouge bien au-delà des limites tracées par l'empire américain. Il leur arriva d'être plus royalistes que la Maison Blanche et le Département d'Etat. C'est ainsi qu'ils critiquèrent publiquement l'admission en bloc de treize nouveaux Etats membres aux Nations Unies et qu'ils condamnèrent la politique des « ponts vers l'Est » inaugurée par le président Johnson : « *Pourquoi*, arguèrent-ils, *faire profiter les chefs communistes de notre compétence technique et les aider ainsi à forger de nouvelles chaînes de tyrannie ?* »

Cet anticommunisme se traduisit dans les statuts de la centrale nouvelle par une clause exorbitante (art. 8, section VII) aux termes de laquelle le conseil exécutif pouvait, après l'ouverture d'une enquête, suspendre, par un vote des deux tiers, une fédération syndicale reconnue coupable de « subir l'influence communiste ». La suspension était effective du jour où elle était prononcée, mais pouvait toutefois faire l'objet d'un appel devant le congrès national.

Contre la corruption

L'article 8, section VII était applicable également aux fédérations syndicales « dominées par une influence cor-

ruptrice », en d'autres termes dans lesquelles sévissait le *racketeering*.

Ce n'était pas par simple goût de la vertu que les dirigeants du *Labor* se décidaient, enfin, à sévir contre des pratiques que, notamment dans l'*A. F. L.*, ils avaient tolérées depuis longtemps. Si le mouvement ouvrier fut amené à s'épurer lui-même, ce fut surtout pour parer le danger d'une immixtion croissante des pouvoirs publics dans ses affaires sous le prétexte de « moralité ».

En effet, plusieurs commissions d'enquête allaient, soit sur le plan des Etats, soit sur le plan parlementaire fédéral, entreprendre des investigations à propos des actes scandaleux dont se rendaient coupables certains syndicats. La première fut constituée en 1952 sous le titre de *New York state crime commission* et elle s'occupa des actes de *racketeering* perpétrés dans la fédération des Dockers et, notamment, sur le port de New York. La seconde fut la commission sénatoriale d'enquête du Sénat qui siégea pendant deux ans, de 1957 à 1959, sous la présidence du sénateur McClellan. Elle avait eu pour initiateur l'énergumène de la « chasse aux sorcières », feu le sénateur McCarthy. C'était lui, en effet, qui avait, en janvier 1957, déposé sur le bureau du Sénat une résolution demandant la formation de ladite commission. Et ce fut parce que le jeune Robert Kennedy avait été le collaborateur de McCarthy que le futur ministre de la Justice fut promu conseil principal de la commission McClellan.

John Kennedy, alors sénateur, était solidaire de son cadet. Les deux Kennedy s'engagèrent à fond dans une lutte démagogique contre la corruption syndicale qui leur valut, à l'époque, la faveur de l'opinion bourgeoise en même temps que la malédiction du *Labor*. John Kennedy devait être un des principaux inspirateurs de la loi dite Landrum-Griffin de 1959 dont il sera parlé plus loin et qui, sous le prétexte de faire œuvre « morale » en sévissant contre le *racketeering*, limitait, en fait, les libertés syndicales.

La lutte contre la corruption était, sous ses apparences de moralité, suspecte à plus d'un titre. *Racketeering*, dans l'esprit des réactionnaires, était un vocable commode pour brider l'action syndicale. Le patronat redoutait le militantisme et la puissance des *Teamsters*, tout particulièrement celui du Sud, car il savait que leur fédération était la seule qui fût à même de briser l'*open shop*,

c'est-à-dire de mettre un terme à l'exclusion du syndicalisme ouvrier dans les Etats sudistes. Le sénateur démocrate Frank G. Lausche, de l'Ohio, dévoila à la télévision les arrière-pensées des promoteurs des enquêtes de « moralité » : « Les *Teamsters* sont devenus trop puissants et doivent être jugulés. » A travers les Camionneurs, c'était le *Labor* dans son ensemble qui était visé.

S'il fallait chasser les chefs ouvriers corrompus des permanences syndicales, c'était la tâche des syndiqués de leur propre fédération et non celle des dirigeants confédéraux (un exemple : l'*International Typographical Union* vota contre l'exclusion des *Teamsters* pour défendre le principe de l'autonomie des syndicats).

Epuration syndicale

Les dirigeants confédéraux, sachant combien le *racketeering* portait tort au prestige du mouvement ouvrier, se résignèrent, sous l'aiguillon des pouvoirs publics, à nettoyer eux-mêmes, mais d'en haut, leurs écuries d'Augias.

L'épuration de la fédération des Dockers de la côte Est et du golfe du Mexique (*International Longshoremen's Association*) avait commencé avant la réunification, en 1953, après qu'eurent été rendues publiques les conclusions de la commission d'enquête de l'Etat de New York. La fédération s'était rendue tristement célèbre par les exploits de ses gangsters, notamment sur le port de New York, que l'on retrouve dans le film *Waterfront* (« Sur le quai »), dont Marlon Brando a été la vedette. Ses permanents, dont nombre étaient des repris de justice, acceptaient des pots-de-vin des employeurs et prélevaient des « dessous de table » des dockers non privilégiés qui s'efforçaient d'obtenir du travail.

La lutte contre la corruption chez les dockers donna du fil à retordre à l'*A. F. L.* Elle mit en demeure la fédération de s'amender et, comme son président, Joseph Ryan, faisait la sourde oreille, la vieille centrale se décida à octroyer une « charte » constitutive à une nouvelle fédération de Dockers pour le recrutement de laquelle elle engloutit près d'un million de dollars. En vain : aux élections du *National Labor Relation Board*, par trois fois, l'ancienne fédération de Ryan réussit à triompher de sa naissante rivale.

La lutte contre le *racketeering* sur le port de New York donna même lieu, en septembre 1955, à une grève générale des dockers de la côte Atlantique pour protester contre l'intrusion de la commission d'enquête de l'Etat de New York. Ici la moralité publique s'est trouvée en contradiction ouverte avec les impératifs de la lutte de classes. L'objectif de la commission avait été de retirer au syndicat le contrôle de l'embauche qui était celle de ses conquêtes à laquelle il tenait le plus. Le refus du permis de travail opposé à six cents dockers en raison de leur casier judiciaire, l'élimination d'un des chefs les plus populaires du syndicat, Mac Loughlin, les maladresses de la commission qui se permit de poser des questions indiscrètes sur les revenus et les relations privées des dockers, allumèrent la mèche. Les travailleurs du port mettaient un point d'honneur à demeurer fidèles à leurs dirigeants. Finalement une solution de compromis mit fin à la grève : les griefs des dockers contre la commission d'enquête furent déférés à une commission spéciale.

Par la suite, l'*I. L. A.* fut, enfin, purgée de ses pires éléments. A Ryan succéda le plus acceptable capitaine William Bradley, lui-même remplacé récemment. En novembre 1959, la fédération des Dockers était réadmise, à titre provisoire, dans l'*A. F.L. - C. I. O*, mais sous la condition d'achever l'épuration dans ses rangs. La réintégration définitive ne fut prononcée qu'en décembre 1961.

La fédération des Camionneurs était, elle aussi, à sa manière, un foyer de putréfaction. A vrai dire, il y avait au moins une nuance entre le *racketeering* des chefs des dockers qui extorquaient des pourboires à leurs mandants et celui des chefs des camionneurs dont le péché majeur consistait à violer les lois et à berner le fisc, tandis qu'ils défendaient assez bien les intérêts de leurs syndiqués. Il est vrai qu'ils « empruntaient » un peu trop souvent, pour leurs affaires personnelles, des fonds importants à la caisse syndicale.

Le président Dave Beck fut condamné à cinq ans de prison pour une fraude fiscale, son successeur, James Hoffa, poursuivi en justice pour avoir soutiré, grâce à un avocat, des documents confidentiels de la commission McClellan, puis pour avoir soudoyé deux jurés en faveur de son acquittement. Après une interminable procédure, il finit par être condamné, au début de 1967, à huit ans

de prison ferme. Les conditions dans lesquelles cette condamnation fut obtenue n'ont pas été à l'honneur de la justice américaine : il a été prouvé, en effet, que le gouvernement eut recours aux services d'un mouchard, sur lequel pesaient des charges beaucoup plus lourdes que les faits retenus contre Hoffa et qui obtint sa mise en liberté en témoignant contre l'inculpé.

Mais ce qui indisposait surtout l'*A. F. L. - C. I. O.* contre la fédération des *Teamsters*, ce n'était pas tant son « immoralité » que sa façon de braver la centrale syndicale et de rivaliser avec elle. En novembre 1955, Dave Beck avait volé au secours de la fédération des Dockers et lui avait offert un prêt de 400 000 dollars, à titre de compensation de son expulsion de l'*A. F. L. - C. I. O.* La centrale syndicale s'était fâchée, elle avait menacé les *Teamsters* d'exclusion et les avait ainsi obligés à annuler leur offre.

Qui pis est, Dave Beck avait noué des alliances avec des organisations syndicales non affiliées à l'*A. F. L. - C. I. O.* telles que la fédération des Mécaniciens et avec des fédérations rejetées du *C. I. O.*, avant l'unité syndicale, pour leur obédience communiste, comme la fédération des Ouvriers des mines métalliques, avec, enfin, des fédérations exclues de l'*A. F. L.* pour corruption, telles que celle des Boulangers. L'ambition à peine voilée du chef des *Teamsters* était de former avec ces divers éléments une nouvelle centrale syndicale qui ferait concurrence à l'*A. F. L. - C. I. O.*

En décembre 1957, le congrès de l'*A. F. L. - C. I. O.* expulsa la fédération des Camionneurs, privant ainsi la centrale réunifiée de près de deux millions d'adhérents. La confédération a, depuis, constamment refusé de réintégrer les camionneurs. Elle a laissé emprisonner Hoffa sans lever le petit doigt.

Hoffa, par contre, se fit réélire, en 1961, président de sa fédération pour cinq ans, avec une augmentation d'émoluments de 50 000 à 75 000 dollars et de même en 1966, en faisant porter, cette fois, le chiffre à 100 000 dollars, ce qui faisait de lui le dirigeant syndical le mieux payé des Etats-Unis (les appointements du président confédéral, George Meany, étaient loin d'atteindre ce chiffre record : de 45 000 dollars à l'origine, ils furent portés, en 1965, à 70 000 dollars).

L'hostilité des dirigeants confédéraux à l'égard de la

fédération des Camionneurs était, en partie, injustifiée, car, dans cette pléthorique organisation, la corruption est loin d'être générale : nombre de *locals* en sont indemnes. De plus, la fédération des *Teamsters* est réellement militante, bien que régie de façon peu démocratique. De par ses traditions et du fait même qu'elle a partiellement une structure industrielle, son égoïsme corporatif est moindre que celui des syndicats de métier.

La rigueur « moraliste » de l'*A. F. L. - C. I. O.* a porté tort, en plus d'une occasion, à des conflits du travail. C'est ainsi qu'en mai 1961 la fédération des Dockers avait conclu un pacte (dont on reparlera plus loin) avec la fédération des Marins et celle des Camionneurs. Lors d'une grève des 82 000 marins, en juin de la même année, les Dockers crurent devoir se retirer de ce pacte dans la crainte qu'en s'alliant avec les *Teamsters* ils ne compromissent leurs chances d'être réintégrés définitivement, quelques mois plus tard, dans l'*A. F. L. - C. I. O.* Ainsi fut affaibli un puissant front unique formé contre les armateurs.

Deux fédérations syndicales furent expulsées en décembre 1957, en même temps que les Camionneurs : les Boulangers et les Blanchisseurs. Cinq autres furent suspendues, après avoir été convaincues de corruption par la commission McClellan, telles que les anciennes fédérations de l'Automobile et du Textile de l'*A. F. L.* ainsi que les travailleurs de la Distillerie. Ces fédérations durent accepter une mise en tutelle (*monitorship*) aux termes de laquelle elles eurent à expulser leurs dirigeants véreux. Elles furent alors réadmises dans la confédération.

Il ne faudrait pas croire cependant que l'ensemble du mouvement ouvrier américain soit gagné par la corruption. Les efforts entrepris pour ameuter l'opinion publique contre le *racketeering*, le tapage entretenu autour des commissions parlementaires d'enquête et des poursuites judiciaires ne doivent pas entraîner une erreur d'appréciation : la très large majorité du *Labor*, en dépit des tares bureaucratiques de ses sommets, a conservé une certaine santé morale : il y a, certes, de criants abus, tels que les rétributions exorbitantes des dirigeants syndicaux, leur train de vie somptueux. Walter Reuther a

dénoncé avec verve ces chefs ouvriers qui descendent en février de chaque année, à la pointe de la saison touristique, dans les hôtels les plus huppés de la côte dorée de Floride, tels que l'hôtel Americana, où ils logent dans des chambres à cinquante dollars par jour. Il a fustigé l'organisme dirigeant de l'*A. F. L. - C. I. O.* qui choisit le salon de la roulette de l'hôtel Monte-Carlo à Miami pour y adopter des mesures contre la corruption. Mais, au moins, ces abus sont « légaux ». Disons mieux, ils ont l'approbation d'une partie non négligeable de la base, que flatte le luxe ostentatoire de ses mandataires.

Il n'en reste pas moins que le train de vie des dirigeants ouvriers « honnêtes » ressemble singulièrement à celui des dirigeants tarés : alors qu'en Europe un syndicaliste serait aisément repéré si, d'aventure, il bénéficiait d'un revenu supplémentaire d'origine illicite, aux Etats-Unis les dépenses somptuaires des officiels des fédérations sont si courantes qu'elles ne constituent guère un moyen de détection de l' « immoralité ».

Bilan de l'unité syndicale

La conséquence directe de l'action disciplinaire menée en vertu de l'article 8, section VII des statuts de la centrale réunifiée fut une sévère limitation de l'autonomie des fédérations syndicales et, par conséquent, une sensible aggravation de la centralisation. L'ancienne *A. F. L.* abandonna sa tradition fédéraliste. Alors que William Green n'avait jamais osé faire une entorse à l'autonomie des fédérations de métier, son successeur, George Meany ne fut pas retenu par les mêmes scrupules. Dans un discours prononcé juste avant le congrès de la centrale de décembre 1957, qui devait décider l'expulsion des Camionneurs, il s'en prit avec une certaine vivacité aux fédérations du Bâtiment (*Building trades*) et les réprimanda pour pousser trop loin leurs revendications de « juridiction » en prétendant réclamer pour elles les travailleurs de métiers déjà organisés dans des fédérations industrielles.

Quant à l'ex-*C. I. O.*, il renforça la tendance autoritaire qui s'était déjà manifestée de façon intempestive lorsqu'il avait exclu les divers syndicats d'obédience communiste.

L'unité syndicale était à la fois un mal et un bien. Tout d'abord, elle consistait en une simple juxtaposition

du syndicalisme de métier et du syndicalisme industriel. Elle était un compromis, un armistice entre les deux adversaires de toujours. Elle n'était pas une véritable unité organique. Très peu de syndicats couvrant la même profession fusionnèrent. L'accord de réunification stipulait que chaque fédération aurait la même « juridiction » qu'elle avait dans l'*A. F. L.* ou dans le *C. I. O.*, ce qui équivalait à multiplier par deux les conflits de « juridiction » qui, dans le passé, avaient handicapé si lourdement le mouvement ouvrier américain.

Contrairement aux espoirs de certains, l'unité syndicale était loin de permettre à un syndicalisme industriel audacieux de galvaniser un syndicalisme de métier timoré. C'est exactement le contraire qui devait se produire. La tradition militante du *C. I. O.* n'était plus guère qu'un souvenir et sa présence dans la centrale réunifiée ne permit pas le bond en avant du *Labor* que les plus optimistes avaient escompté. Ce fut plutôt le vieux syndicalisme de métier qui allait donner le ton dans la nouvelle confédération.

Ensuite, l'unité n'était pas totale. Elle n'englobait ni la fédération des Mécaniciens, ni celle des Mineurs, ni les fraternités du Rail ; et elle entraîna, par les exclusions pratiquées, notamment celle de la fédération des Camionneurs, de nouveaux ferments de division.

Par ailleurs, l'unité consolidait dans le mouvement syndical la dictature du sommet, l'anticommunisme (sans compter l'attitude raciste à l'égard des travailleurs noirs que nous ne traitons pas dans ce livre). Elle achevait d'intégrer le mouvement syndical dans l'appareil de l'Etat et la *world leadership* de l'empire américain.

Mais, en sens contraire, cette unité était bénéfique par le fait qu'elle accroissait, dans une certaine mesure, la puissance du *Labor*. Elle fut d'ailleurs considérée comme telle par les masses des travailleurs que leur instinct ne trompait pas sur la dynamique de l'unité. Walter Reuther a rappelé récemment dans quelle atmosphère d' « électricité » et d' « excitation » la nouvelle de la fusion de décembre 1955 avait été accueillie. Avec un mouvement ouvrier uni, pensait alors Reuther, « *nous allions faire des choses merveilleuses* ». A travers tout le pays, les travailleurs se disaient : « *C'est le début d'une grande croisade. C'est le début du plus grand effort jamais entrepris.* »

Pour célébrer la réunification, un rallye de masse avait été organisé à Miami (Floride), la nuit, dans un parc, à l'occasion de la première réunion du conseil exécutif de la centrale réunifiée. Bien que la localité ne fût pas précisément une ville ouvrière, 19 000 travailleurs avaient afflué dans l'enthousiasme. Onze ans plus tard, Reuther, « *avec un profond sentiment de tristesse* », devait considérer comme une « *grande tragédie* » le fait que « *les grands espoirs suscités par la fusion n'aient pas été réalisés* ».

Sous la direction du président confédéral George Meany, l'*A. F. L. - C. I. O.* devait tourner le dos aux objectifs fondamentaux qui avaient inspiré la fusion. Elle devait manquer totalement de « *l'esprit de croisade* » qui aurait dû être le sien. Elle devait se montrer incapable de tenir ses promesses. Elle devait se borner à « vivre dans le passé », à se faire « *le gardien confortable et complaisant du statu quo* » et, comme le lui reprochera Walter Reuther, à présenter « *un cas aigu de durcissement artériel* ».

Mais ce que Reuther omettra de dire, c'est que la centrale syndicale est rivée à l'ordre établi du fait de sa subordination aux deux partis politiques bourgeois, et plus spécialement au Parti démocrate. Or, depuis 1951, Reuther a renoncé aux perspectives de création d'un *Labor Party*, d'un parti travailliste, qu'il avait plus ou moins caressées ; et il s'est lié avec l'administration gouvernementale, aussi bien à Detroit qu'à Washington.

Fiasco de l'opposition a la loi Taft-Hartley

La nouvelle confédération devait échouer lamentablement dans ses démarches pour obtenir la réforme de la loi Taft-Hartley. Le congrès de fusion de l'*A. F. L. - C. I. O.* de décembre 1955 avait voté une résolution par laquelle la centrale s'engageait à faire pression pour l'élimination des méfaits de la loi et la promulgation d'une législation libérale inspirée des principes du *Wagner Act*. Mais le *Labor* réunifié devait se montrer absolument impuissant à ébranler ce roc qu'est la loi Taft-Hartley.

En particulier il ne fut pas touché à la section 14 (b) de la loi, que les chefs du *Labor* vouaient à l'exécration publique et qui, comme on l'a déjà vu, non seulement permettait, mais encourageait les différents Etats à promulguer des législations antiouvrières particulières. En vertu de cette

section de la loi, une vingtaine d'Etats avaient voté des lois de ce genre qui suppriment le contrôle syndical sur l'embauche et, de ce fait, ont été baptisées *right-to-work-laws* (lois de « droit au travail »). Ces Etats étaient, en général, les plus arriérés, mais leur précédent faisait craindre qu'ils fussent imités par d'autres Etats, plus industrialisés. C'est ce qui se produisit pour l'Indiana et faillit se produire pour la Californie.

Walter Reuther devait ridiculiser, plus tard, les semblants d'agitation des dirigeants syndicaux pour obtenir l'abrogation de la section 14 (b). Alors que, racontera-t-il, le conseil exécutif siégeait dans un luxueux hôtel de Floride, il eut à examiner une proposition de résolution aux termes de laquelle l'*A. F. L. - C. I. O.* ne tiendrait plus ses congrès dans aucun des Etats ayant promulgué des législations antiouvrières ; on n'oubliait qu'une chose : la réunion en question avait lieu dans l'un des Etats les plus notoirement antiouvriers des Etats-Unis.

Même durant les « mille jours » de la présidence de John Kennedy, la loi Taft-Hartley, que le jeune président avait, maintes fois, flétrie, demeura intacte. Tout au plus Kennedy renversa-t-il la majorité républicaine, dévouée aux trusts, du *National Labor Relations Board*, rendant ainsi possible une interprétation moins draconienne de la loi.

Le président Johnson, qui, naguère, pour sa part, avait donné sa voix à la loi Taft-Hartley au Sénat, fut encore moins empressé que son prédécesseur à toucher à ce texte. A la fin de 1965, les dirigeants confédéraux tentèrent, au cours d'une audience que leur accorda le Président des Etats-Unis, d'obtenir des assurances nettes qu'il soutiendrait activement leur campagne pour l'abrogation de la section 14 (b). Après deux heures vingt d'insistance de ses interlocuteurs, Johnson se borna à exprimer ses regrets : il se proposait de soumettre au congrès six autres questions qui lui paraissaient d'une priorité plus évidente : engagé à fond dans la guerre au Viet-Nam, il avait d'autres chats à fouetter.

Une aggravation : la loi Landrum-Griffin

Non seulement la loi Taft-Hartley n'a jamais été amendée mais elle devait être aggravée en 1959, par la loi Landrum-Griffin.

Tout d'abord, ce nouveau texte législatif écarte des postes responsables du *Labor* les personnes ayant un casier judiciaire, ce qui permet d'éliminer ainsi des militants ayant été condamnés pour des actes de lutte sociale. Le gouvernement s'arroge le droit de superviser les élections des responsables syndicaux. (Immixticn dangereuse mais qui, il faut bien le dire, a permis de démasquer la fraude électorale d'un président de la fédération des Electriciens et de valider la victoire du candidat rival.) Sous prétexte de protéger le fonctionnement de la démocratie ouvrière, les ouvriers hostiles au syndicat sont encouragés à le poursuivre, lui et ses responsables, devant les tribunaux. Le secrétaire du Travail a pleins pouvoirs pour enquêter sur les affaires intérieures du syndicat, pour envoyer ses agents dans les locaux syndicaux et inspecter les listes de membres, la gestion financière, les archives, etc.

Les responsables des fédérations sont autorisés à imposer une « tutelle » légale (*monitorship*) sur les sections locales pour s'assurer que les membres du syndicat se conforment aux contrats conclus avec les employeurs. Tout en pestant contre la nouvelle loi, les bureaucrates syndicaux ont mis largement à profit cette faculté : quand éclate une grève « sauvage » (*wildcat strike*), ils ne manquent pas de la briser en désavouant les grévistes et en mettant sous tutelle la section locale indocile.

Le secrétaire du Travail se voit attribuer, par la loi Landrum-Griffin, le pouvoir de demander à un tribunal une injonction lorsqu'il soupçonne qu'un syndicat « a violé ou est sur le point de violer » la loi. En d'autres termes, le gouvernement peut placer un détective politique dans chaque permanence syndicale.

La loi Landrum-Griffin a été caractérisée par le *Labor* comme « la mesure législative la plus draconienne adoptée depuis le vote de la loi Taft-Hartley ». Mais les dirigeants syndicaux n'ont mené contre la nouvelle loi qu'un assaut purement verbal et stérile. Ces échecs ne les ont pas empêchés d'engloutir des millions de dollars dans les campagnes présidentielles de John Kennedy et de Lyndon Johnson.

Incapacité dans la lutte syndicale

Une autre déficience de l'*A. F. L. - C. I. O.* a été sa passivité dans la défense, sur le plan national et inter-

professionnel, du niveau des salaires. En avril 1962 le président Kennedy, jouant de son prestige et de ses bonnes relations avec les chefs du *Labor*, réussit à extorquer aux dirigeants syndicaux un accord conclu, sous son égide, avec le patronat qui ne prévoyait pas d'augmentation générale des salaires et en limitait la hausse éventuelle à 10 *cents* de l'heure, soit 2 1/2 %. Ce chiffre était très inférieur aux revendications syndicales, qui avaient demandé 17 *cents*, et il n'était nullement en rapport avec l'augmentation du coût de la vie.

Kennedy avait réussi ce tour de force en invoquant le spectre de l' « inflation ». A peine les syndicats avaient-ils eu le temps de se féliciter de leur sacrifice que le patronat de l'Acier s'empressait d'annoncer une hausse du prix de la tonne d'acier de 6 dollars : le Président des Etats-Unis tira gloire, par-dessus le marché, du fait qu'il réussit à faire annuler la hausse.

Mais c'est surtout en matière de recrutement que la carence de l'*A. F. L. - C. I. O.* a été flagrante. Elle a consacré seulement 2 à 3 % de son revenu total en campagnes de recrutement alors que près de 25 % étaient gaspillés dans des « affaires internationales », où le *Labor* se faisait l'auxiliaire de l'empire américain.

A la veille de la fusion, les fédérations du *C. I. O.* s'apprêtaient à investir 4 millions de dollars en un fonds de recrutement destiné notamment à organiser le Sud. Le syndicalisme y avait été traditionnellement faible, du fait de la mentalité réactionnaire ou arriérée de cette région, où pourtant l'industrialisation faisait des progrès rapides. Le *C. I. O.* avait mis une condition à son offre : que l'*A. F. L.*, après la réunification, fît de même. L'exigence ainsi émise était modérée puisque les effectifs de la vieille maison étaient doubles de ceux de son jeune rival. Et pourtant l'*A. F. L.* ne voulut pas faire le geste attendu d'elle. La campagne de recrutement, qui était une nécessité si pressante, devait être enterrée.

Le résultat de cette grave carence devait être une baisse absolue et relative des effectifs syndicaux. Selon les statistiques du ministère du travail, on comptait 17,9 millions de syndiqués en 1966, soit 400 000 seulement de plus qu'en 1956. Pendant cette période, le nombre des salariés industriels augmentait de 11,5 millions, la proportion des travailleurs syndiqués tombant ainsi de 33,4 à 28 %.

On estime que dans les neuf années à venir un million

et demi de nouveaux travailleurs vont entrer, annuellement, dans la production. Si une campagne énergique de recrutement syndical n'est pas entreprise, le pourcentage des organisés par rapport aux inorganisés risque d'empirer encore.

Par ailleurs, on assiste à un changement accéléré de la composition de la force de travail du fait de l'automation. En 1950, les travailleurs manuels (les « cols bleus » comme on dit aux Etats-Unis) formaient 41 % du salariat et les salariés en faux col (les « cols blancs ») 37 %. En 1966 le rapport était inversé : les « cols bleus » n'étaient plus que 36 % et les « cols blancs » devenaient 45 % de la main-d'œuvre totale. Or les « cols blancs » rejoignent plus difficilement les syndicats ouvriers que les « cols bleus ». Si un effort intensif n'est pas entrepris pour les syndiquer, la proportion des organisés par rapport aux inorganisés risque de baisser davantage.

Plus grave encore : les catégories sociales les plus déshéritées sont, pour la plupart, absentes des rangs du *Labor* : c'est le cas de beaucoup de Noirs, de Porto-Ricains, de journaliers agricoles nomades, d'une jeunesse déracinée, etc. Ces catégories nourrissent de l'envie et du ressentiment à l'égard des bénéficiaires de la protection syndicale. Le *Labor*, à l'exception de Walter Reuther et des organisations qu'il anime, n'a rien fait pour se rendre moins impopulaire auprès de ces laissés-pour-compte de la « grande société ».

6. Les secteurs combatifs du *Labor*

L'Automation

L'incapacité du sommet a été compensée par un certain mordant de la base, poussant à l'action les cadres des diverses fédérations. Cette combativité a eu pour cause, d'une part la défense prioritaire du pouvoir d'achat ouvrier, menacé par la hausse du coût de la vie (16 %, de 1958 à 1967) d'autre part ce qu'on a appelé la « deuxième phase de la révolution industrielle », c'est-à-dire les progrès foudroyants de l'*automation* et de l'*informatique*, bouleversements qui tendent de plus en plus à remplacer l'homme par la machine. Le spectre de l'automation s'est profilé pendant la dernière décennie derrière chaque grève importante. Le salaire est devenu souvent un problème moins essentiel que celui de l'emploi.

Le caractère redoutable de cette révolution a été souligné par Walter Reuther lorsqu'il a évalué que, si l'industrie automobile était entièrement automatisée, 200 000 hommes suffiraient pour faire tourner des usines qui en occupent encore 1 200 000. Tandis que le nombre de voitures produites s'élevait de 1947 à 1962 de 70,4 %, celui des travailleurs affectés à leur production baissait de 10,8 %. Le bureau de statistique du travail a estimé à 200 000 au moins le nombre des travailleurs américains éliminés chaque année par l'automation. Le chômage total est passé de 1 900 000 en 1953, à 3 800 000 en 1959 et 4 200 000 en 1963 (pour redescendre à 3 500 000 en août 1967, du seul fait de la guerre du Vietnam). La fédération des travailleurs de l'Acier, par suite du progrès technologique, a vu ses effectifs tomber de 1 200 000 en 1955 à 778 000 en 1960. (En 1966, le boom dû à la guerre a fait remonter ce chiffre à 925 000). Le temps nécessaire pour produire une tonne d'acier a été réduit de 11 heures en 1952 à 7 h 3 en 1963. La fédération des Mécaniciens est tombée de 992 000 adhérents en 1959 à 646 000 en 1964. En treize ans, de 1953 à 1966, le nombre des cheminots a été réduit presque de moitié et celui des mineurs de charbon de plus de la moitié.

L'automation exerce toutes sortes de répercussions sur le marché du travail. Elle rend démodée la notion du salaire horaire car il est impossible désormais de mesurer la production du travailleur individuel : de plus en plus les ouvriers américains reçoivent un salaire hebdomadaire ou mensuel. L'automation supprime également les primes de rendement. Elle provoque d'importants déplacements de travailleurs qui doivent changer de ville et de logement. Elle amène les fédérations industrielles à rechercher pour leurs membres licenciés des postes d'entretien ou de construction, réservés jusqu'alors aux syndicats ouvriers du bâtiment. Il en résulte de nouvelles querelles de « juridiction » entre syndicats rivaux.

Le *Labor* ne conteste pas la nécessité du progrès technique et ne veut pas s'y opposer en principe, attitude qui serait, à ses yeux, « antisociale ». En revanche il essaie de protéger ses membres contre une accélération « aveugle » de l'automation. Il demande que son extension soit contrôlée. Il revendique une participation « équitable » des travailleurs aux profits découlant de la nouvelle technologie. (Une seule exception, on le verra : la fédération des Mineurs qui attise le penchant du patronat pour l'automation). Sans le freinage exercé par les syndicats, on a évalué, en 1963, qu'un million supplémentaire d'ouvriers seraient privés de travail.

Parmi les mesures contre le chômage réclamées par le *Labor* figurent l'institution d'un salaire annuel garanti, la prolongation de la scolarité, l'avancement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée du travail, l'allongement des vacances, l'organisation des loisirs, etc.

Certains syndicats essaient d'obtenir que les travailleurs soient intéressés aux bénéfices supplémentaires que procure l'introduction de l'automation. C'est ainsi qu'un accord a été conclu, en décembre 1962, par les aciéries *Kaiser Steel* avec la fédération des travailleurs de l'Acier. Cette convention institue un certain partage des bénéfices provenant des économies faites sur le coût annuel de base de la tonne d'acier au fur et à mesure que ce coût est réduit par les progrès de l'automation. Les sommes ainsi dégagées sont versées à un fonds spécial et les ouvriers de la firme en touchent 32,5 % sous forme de distributions mensuelles. La nécessité même de calculer ensemble avec l'employeur le coût de production de la tonne devrait donner au syndicat un embryon de droit de regard sur la

marche de l'entreprise. Toutefois les travailleurs de la principale usine de *Kaiser Steel*, à Fontana (Californie) ont été déçus par la manière dont cet accord a été appliqué et se sont élevés contre ses piètres résultats.

L'accord Kaiser n'est qu'un cas exceptionnel et le plus souvent les syndicats ont mis l'accent sur la nécessité de réduire la durée du travail en compensation de la main-d'œuvre rendue inutile par l'automation. En juillet 1962, George Meany a déclaré à une conférence des syndicats du bâtiment : « Si nous continuons à produire de plus en plus avec de moins en moins d'ouvriers, nous devons réduire les heures de travail des travailleurs américains sans réduire leurs gains. Si cela signifie la semaine de 35, 34 33 ou 30 heures ou même moins, adoptons-la. » A la fin de 1963, le même Meany a insisté sur le fait que la réduction de la semaine de travail à 35 heures porterait remède à la fois au problème du chômage et au problème racial : en effet, les Noirs, la plupart non qualifiés professionnellement, subissent l'incidence du chômage beaucoup plus sévèrement que les Blancs.

On peut donner comme exemple des nouvelles revendications syndicales consécutives à l'automation l'accord obtenu, en 1962, après une grève, par une section locale de la fédération des travailleurs de l'Electricité et qui comporte une semaine de travail de 30 heures ainsi que trois mois de congés payés tous les cinq ans pour les travailleurs ayant quinze ans ou plus de service. Mais, ici encore, ce résultat est exceptionnel.

La réduction de la durée du travail ne peut toutefois avoir autant d'ampleur qu'on pourrait l'imaginer car, en fait, beaucoup d'industries pratiquent déjà une semaine de travail inférieure à 40 heures. Ainsi, en octobre 1961, 11,9 % des travailleurs américains étaient occupés déjà, selon le bureau de statistique du travail, moins de 34 heures par semaine. (En juillet 1967, toutefois, la semaine moyenne de travail de l'ouvrier américain était d'environ 40 heures : en effet, le boom dû à la guerre du Vietnam freine, à la fois, la diminution du nombre des emplois et celle de la durée du travail.)

La direction confédérale, en ce qui la concerne, a été loin d'engager à fond la lutte pour la réduction de la durée du travail et contre l'automation. Nous verrons Walter Reuther en faire le reproche au président George Meany.

A défaut d'un combat d'ensemble coordonné par le sommet, diverses fédérations sont entrées en lutte pour défendre à la fois les conditions d'existence et le droit au travail de leurs membres. L'intégration du mouvement ouvrier dans l'appareil de l'empire américain n'a pas encore eu pour résultat, contrairement au cas de nombreux pays totalitaires, l'interdiction systématique de toutes les grèves et la généralisation du recours à l'arbitrage obligatoire. Le capitalisme yankee demeure, dans une certaine mesure, attaché aux principes du libéralisme économique. Il n'est pas très favorable à l'immixtion de l'Etat dans les conflits du travail et, de son côté, l'Etat y regarde à deux fois avant d'intervenir. Telle est, du moins, la tradition, notamment chez les hommes politiques républicains, mais, ces dernières années, les administrations démocrates de Kennedy, puis de Johnson, s'en sont de plus en plus écartées, surtout en ce qui concerne les services publics. C'est devenu pour l'actuel Président des Etats-Unis une pratique courante que de briser des grèves au moyen d'injonctions judiciaires : la guerre au Vietnam lui sert de prétexte.

Par ailleurs, les dommages causés à l'économie nationale par les conflits du travail, quelle que puisse être l'énormité du chiffre auquel on les évalue, n'en sont pas moins considérés comme normaux dans un pays où tout est colossal et où la richesse d'une société d'abondance permet de les supporter.

Aussi assiste-t-on à une lutte de classes souvent intense, dans laquelle le gouvernement ne s'immisce qu'après un temps d'hésitation et seulement en dernier ressort. Les dimensions mêmes de l'industrie américaine, les foules de travailleurs qu'elle emploie confèrent à ces batailles un caractère gigantesque, où l'acharnement du patronat égale celui du salariat.

Le syndicalisme américain, certes, est « réformiste », dans la mesure où il inscrit son action dans le cadre de l'ordre établi ; mais il ne s'enferre pas dans la collaboration des classes, comme le fait, par exemple, le mouvement ouvrier allemand occidental. Il a conservé — on ne le sait pas assez en Europe — une tradition de mordant et d'action directe.

Dans l'Automobile. — Pendant quelques années, la paix sociale avait régné dans cette industrie, du fait de la clause de l'échelle mobile des salaires dont les *United Automobile Workers* avaient obtenu l'insertion dans leurs contrats de travail. Au début de juin 1955, ces contrats venaient à expiration, aussi bien avec la *General Motors* qu'avec *Ford.* Le syndicat ouvrit alors la bataille pour l'obtention du salaire annuel garanti, en l'espèce, la garantie de la rétribution annuelle de 52 semaines de travail, à raison de 80 % du salaire hebdomadaire moyen, pour les travailleurs ayant été employés au moins deux ans dans l'entreprise et 26 semaines pour ceux employés au moins un an.

Après une menace de grève, suivie partiellement d'effet, un compromis intervint : furent obtenus 26 semaines au lieu de 52, 65 % du salaire au lieu de 80. Au cours d'une nouvelle épreuve de force au début de septembre 1961, *General Motors* accepta de porter le nombre de semaines garanties à 52 au lieu de 26.

Au même moment, les *U. A.W.* passaient un contrat avec *l'American Motors Company,* productrice de la voiture Rambler, qui abandonnait aux ouvriers 15 % des bénéfices de l'entreprise. Ce contrat fut considéré avec inquiétude par les grandes compagnies productrices d'automobiles, comme une « révolution » dans l'industrie américaine, c'est-à-dire un premier pas vers le contrôle de la gestion des entreprises par les ouvriers.

En septembre-octobre 1964, une nouvelle grève fut déclenchée dans les entreprises dépendant de la *General Motors.* Elle dura un mois et porta surtout sur une amélioration des conditions de travail : sécurité, pause durant le travail à la chaîne, etc. Walter Reuther déclara que les travailleurs de l'Automobile ne s'intéressaient pas seulement à une amélioration de leur situation matérielle mais qu'ils estimaient « avoir le droit de travailler dans la décence et la dignité ».

En septembre 1967, on en reparlera plus loin, les *U. A. W.* déclenchaient une grève chez Ford, qui devait durer près de 2 mois.

La grève Kohler. — En annexe à l'activité de la fédération de l'Automobile, il convient de mentionner ici une grève d'une de ses sections d'entreprise, le *local* 833, qui battit tous les records de longueur : elle dura près de 12 ans, du 5 avril 1954 au 17 décembre 1965. La

compagnie Kohler possède des usines à Sheboygan (Wisconsin) et ses diverses productions (articles de plomberie, etc.) n'ont rien à voir avec l'industrie de l'Automobile. Mais les *U. A. W* avaient réussi, en 1952, à organiser, non sans peine, les travailleurs de cette entreprise.

Sheboygan est une typique *company town*, une localité où tout, y compris les forces de l'ordre, appartient à l'employeur capitaliste. La famille Kohler, d'origine germanique, exerçait une domination paternaliste sur ses 3 300 ouvriers. Il régnait dans ses usines une discipline à la prussienne. Elle s'était depuis toujours opposée à l'intrusion du syndicalisme ouvrier. En 1934, à la suite d'une grève, elle s'était livrée à une sauvage répression, à la suite de laquelle elle avait formé un syndicat jaune. Ce n'était que contrainte et forcée qu'elle avait dû, en 1952, accepter l'élection du *National Labor Relations Board* gagnée par le nouveau *local* 833 et elle n'avait pas tardé à dénoncer le contrat qu'elle avait dû signer en 1953. D'où la grève.

Une longue procédure judiciaire fut engagée. Les deux frères Kennedy vinrent prouver devant la commission sénatoriale McClellan que la compagnie s'était armée contre les grévistes de gaz lacrymogènes, de fusils et de matraques. Par deux fois, en 1960 et en 1964, le *National Labor Relations Board* donna tort à l'employeur et déclara qu'il n'avait à aucun moment eu l'intention d'accepter « le syndicat et de traiter avec lui de bonne foi ». La Cour suprême rejeta le pourvoi patronal.

Les *U. A. W.* et, avec eux, l'ensemble du mouvement ouvrier américain, témoignèrent aux grévistes de Kohler une solidarité inégalée dans l'histoire du travail. Un boycottage national des produits Kohler fut organisé. Les grévistes avaient dû, pour survivre, se disperser à travers les Etats-Unis à la recherche de nouveaux emplois, tandis que la compagnie engageait des briseurs de grève. Quand, enfin, la victoire fut remportée, les grévistes furent réintégrés, à l'exception de 57 militants accusés de « violences », et la compagnie dut verser 3 millions de dollars de salaires arriérés, plus un million et demi de dollars dus à la caisse de retraite. Walter Reuther déclara, en conclusion, que la détermination des combattants de Kohler, appuyés par l'ensemble du *Labor*, avait empêché beaucoup d'autres « Kohler » de se produire.

Dans l'Acier. — Les dirigeants de la fédération ouvrière de cette industrie ont un penchant marqué pour la paix sociale. Mais elle a été assez souvent remise en cause. Pour deux raisons : d'une part, l'agressivité d'un patronat de combat ; d'autre part, l'effervescence sporadique de la base. En 1952, une grève à l'échelle nationale se prolongea pendant cinquante-neuf jours. En 1955, le conflit qui avait provoqué un nouvel arrêt du travail fut réglé au bout de onze heures. En juillet 1956, nouvelle grève nationale de près d'un mois. Le patronat prétendait lier le syndicat par un contrat de longue durée, quatre ou cinq ans, protégeant l'industrie contre toute « menace d'interruption ». La direction syndicale, malgré l'envie qu'elle avait elle aussi d'éviter les grèves, ne pouvait raisonnablement se lier pour une trop longue durée au moment où les progrès de l'automation risquaient d'introduire d'importants bouleversements dans les méthodes de production et dans les conditions d'utilisation de la main-d'œuvre. Finalement un compromis intervint : la fédération se lia, non sans imprudence d'ailleurs, pour une période de trois ans.

En juillet 1959, à l'expiration du contrat en question, les 500 000 métallos arrêtèrent le travail. C'était la sixième grève nationale de l'Acier depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Derrière la revendication d'une augmentation de salaire horaire et d'une extension du régime des assurances sociales et des retraites, obtenues à l'issue de la grève de 1949, se profilait le spectre de l'automation : les travailleurs de l'Acier s'efforçaient d'empêcher le patronat de moderniser de façon trop radicale les moyens de production et de réduire la main-d'œuvre.

Ce conflit interrompit le travail, non seulement du demi-million de grévistes, mais d'un autre demi-million de travailleurs des industries connexes, obligés de cesser la production faute d'acier. Il fit perdre 5 milliards de dollars au patronat, plus un milliard de dollars aux ouvriers, soit, au total, la moitié du budget français de l'époque. L'*A. F. L. - C. I. O.* versa des millions de dollars aux grévistes à titre de solidarité. Pendant plusieurs mois, les négociations piétinèrent du fait de l'attitude arrogante des employeurs. Roger Blough, le président de l'*U. S. Steel,* s'acharnait à vouloir infliger un échec au syndicat.

Le président Eisenhower se décida, après avoir tergiversé, à appliquer la loi Taft-Hartley. Il obtint, le 29 octobre,

d'un tribunal fédéral de Philadelphie, une ordonnance suspendant la grève jusqu'au 26 janvier 1960. Walter Reuther l'accusa de vouloir « briser la grève pour faire le jeu de ses amis millionnaires » et de capituler devant Wall Street.

Mais le fait même de l'application de la loi Taft-Hartley, s'il interrompait la grève pour un temps, ne favorisa nullement la conclusion d'un accord. Les ouvriers se proclamèrent résolus à cesser à nouveau le travail à l'expiration du délai de suspension. Les négociateurs demeuraient dans l'impasse. La fédération ouvrière sollicita alors l'arbitrage de la Cour Suprême. Finalement le patronat, pour éviter d'avoir à se soumettre à une sentence arbitrale obligatoire, se résigna à entrer dans la voie des concessions. Un arbitrage volontaire fut rendu par le vice-président des Etats-Unis Richard Nixon et par le ministre du Travail James Mitchell.

Le 5 janvier 1960, un nouveau contrat était signé, limité à deux ans et demi. Il était relativement avantageux pour les travailleurs. A part les augmentations de salaires et l'extension du régime d'assurances gratuites, un « paiement social » équivalant à 13 semaines de salaires (soit environ 1 500 dollars) était versé à tout ouvrier au moment où il prenait sa retraite. C'était la première fois qu'une innovation de ce genre était introduite dans l'industrie américaine.

Chez les Dockers. — Au début d'octobre 1959, tous les ports de la côte Est et du golfe du Mexique furent paralysés par une grève des *longshoremen* *. Le président Eisenhower recourut, ici aussi, à l'arme de la loi Taft-Hartley. En janvier 1965, nouvel arrêt du travail des 60 000 dockers de la côte Atlantique qui devait durer trente-trois jours. La base avait rejeté, par 8 354 voix contre 7 792, une convention collective dont le président de la fédération avait, pourtant, déclaré que « c'était le meilleur accord obtenu par le syndicat en soixante-douze ans ». La pierre d'achoppement était une clause prévoyant une réduction progressive du nombre des membres des équipes de travail du fait de l'automation. Le 11 février, un juge fédéral ordonna la reprise immédiate du travail pour une période de cinq jours. Mais le conflit ne fut pas

* Il ne faut pas confondre leur organisation avec celle des dockers de la côte Ouest, dirigée par Harry Bridges, ancien allié des communistes devenu depuis Républicain et qui, elle, n'a plus déclenché de grandes grèves depuis 1948, syndicat et patronat s'y entendant fort bien.

réglé d'emblée, certaines sections de la côte Sud, à Miami, à Galveston, formulant de nouveaux griefs.

Chez les Marins. — Le 15 juin 1961 commençait une grève de 82 000 marins, à l'expiration d'un contrat que les armateurs avaient refusé de renouveler. Trente ports se trouvèrent paralysés, plus de 100 bateaux immobilisés à quai. Le conflit était dû au fait que certains armateurs faisaient naviguer des navires américains battant des pavillons de complaisance afin d'avoir à payer aux équipages des salaires moins élevés : 20 000 hommes environ se trouvaient ainsi lésés.

Cette bataille de la mer était appuyée par la fédération des camionneurs (auxquels, un moment, s'étaient joints les dockers). Un pacte d'assistance mutuelle avait, en effet, été signé un mois plus tôt entre Joseph Curran, pour les marins, James Hoffa pour les camionneurs et le capitaine Bradley pour les dockers en vue de « promouvoir à long terme la stabilité et le progrès dans la branche maritime de l'industrie des transports ».

Les syndicats en grève demandèrent la nomination d'une commission impartiale qui aurait pour mission de définir les chargements jugés indispensables à la sécurité et à la santé du pays. Cette requête visait à éviter le recours, au nom de l' « intérêt général », à la loi Taft-Hartley.

Mais le président Kennedy fit enjoindre aux grévistes par un tribunal fédéral de reprendre le travail pendant le délai réglementaire de quatre-vingts jours. Sur ces entrefaites, un accord intervint entre le syndicat des gens de mer et les armateurs.

Chez les Cheminots. — Les compagnies ferroviaires avaient, dans le cadre de l'automation, élaboré un plan de compression de personnel touchant plus de 37 000 chauffeurs de locomotives. A la suite de quoi une grève du rail fut ajournée, en août 1963, le Sénat ayant adopté un projet de loi instituant un arbitrage obligatoire.

Une commission d'arbitrage de cinq membres devait se voir conférer tous pouvoirs pour fixer des salaires et des conditions de travail qui demeureraient en vigueur pour une période de deux ans. En attendant, les compagnies consentirent à suspendre leur nouveau règlement. De leur côté, les fraternités des travailleurs du rail ajournèrent la grève projetée jusqu'à l'adoption du projet de loi.

Un certain nombre de démocrates, bien que soutenant l'administration du président Kennedy, considérèrent ce texte législatif comme une atteinte à la liberté syndicale : c'était, à leurs yeux, la première fois dans l'histoire des Etats-Unis qu'un arbitrage obligatoire était ainsi imposé par les pouvoirs publics.

En juillet 1967, le conflit rebondit : les mécaniciens de locomotives cessèrent le travail sur l'ensemble du territoire des Etats-Unis, car les négociations entre leur représentant et ceux des compagnies allaient d'échec en échec.

Le projet de loi en attente n'ayant toujours pas été adopté par le congrès, le président Johnson se hâta de le faire voter et de le signer, après avoir déclaré : « Chaque minute perdue augmente le dommage causé à l'économie et à l'effort de guerre américain au Vietnam ».

La loi ordonne la cessation immédiate de la grève et prévoit un moratoire de quatre-vingt-dix jours et, si la négociation, menée à l'aide de médiateurs, n'a pas abouti dans ce délai, un règlement obligatoire.

Chez les Typographes. — Au début de décembre 1962, les 3 500 typographes new-yorkais organisés dans le *local* 6 (6e section) de la fédération des Typographes cessèrent le travail, réclamant une forte augmentation de salaires dans quatre grands quotidiens. Par solidarité les cinq journaux concurrents décidèrent d'interrompre volontairement leur parution.

La bataille dura cent quatorze jours. Elle fut menée par un jeune et énergique leader syndicaliste, sorti de l'ombre à cette occasion, Bertram Anthony Powers, qui se vantait d'avoir préparé ses troupes « pendant des années » à l'épreuve de force. Par contrecoup, elle mit en chômage 19 000 travailleurs de métiers connexes. Elle coûta plus d'un million de dollars par jour aux propriétaires de journaux en manque à gagner de publicité et aux syndicats ouvriers près de 7 millions de dollars en indemnités de grève. Elle porta un tort considérable au commerce new-yorkais en pleine période des fêtes de fin d'année. On évalue qu'elle fit perdre entre 200 et 250 millions de dollars à l'économie de la métropole. Elle entraîna des actions revendicatives des autres syndicats de l'imprimerie (clicheurs, héliograveurs, photograveurs). Elle conduisit au bord de la faillite quelques-uns des journaux touchés. Il en résulta la fusion de plusieurs d'entre eux

et la défaillance du *New York Post*, dont la situation financière était, du fait de la grève, devenue si critique qu'il lui fallut se désolidariser de ses confrères et reprendre sa publication.

Le président Kennedy était intervenu, en vain, en faveur d'un arbitrage. Quand les négociations entre les deux parties aboutirent enfin à un compromis, la base syndicale repoussa l'accord, par 1 621 voix contre 1 557. A leur tour les photograveurs rejetèrent l'accord les concernant. Finalement les grévistes acceptèrent le compromis, les typographes le 26 mars 1963, les photograveurs le 31 mars.

Il est à noter que la fédération des Typographes est une des rares à posséder un sens élevé de la démocratie ouvrière. Elle organise ses élections suivant un système « bipartite » où l'opposition à la direction syndicale peut effectivement sauvegarder ses droits.

Chez les Mécaniciens d'aviation. — En juillet 1966, les 35 000 mécaniciens d'aviation de cinq compagnies aériennes se mirent en grève, paralysant presque tout le trafic aérien des Etats-Unis. La grève dura une cinquantaine de jours. Le gouvernement fédéral était fort embarrassé pour intervenir. La loi Taft-Hartley, en effet, ne s'applique pas aux syndicats du rail, de la route et de l'aéronautique. Le président Johnson proposa donc sa médiation personnelle. Elle fut acceptée mais les résultats en furent décevants, la Maison-Blanche n'offrant que 3,2 % d'augmentation de salaire aux grévistes. Ceux-ci infligèrent un désaveu au compromis présidentiel en le repoussant par un vote de 3 contre 1. Interrogés par la télévision, des militants syndicalistes n'hésitèrent pas à déclarer : « Johnson nous a trahis. »

Il fallut confectionner une loi fédérale spéciale contre les mécaniciens d'aviation. Le Sénat refusa de voter, puis finalement adopta le projet les obligeant à reprendre le travail pour une certaine durée. Le secrétaire d'Etat au Travail, Wirtz, fidèle au libéralisme économique, ne cacha pas sa désapprobation de cette procédure. Chaque fois, dit-il en substance, que le Congrès intervient dans le règlement d'un conflit social, il porte un coup aux vertus de la procédure normale : la négociation.

Au moment même où la loi allait être promulguée, un accord intervint, enfin, entre les grévistes et les compagnies, aux termes duquel était accordée aux premiers une

augmentation d'environ 8 % qui n'était pas loin de correspondre à leurs revendications initiales et qui était sensiblement plus importante que celle qu'avait proposée le président Johnson. Encore fallut-il apaiser les résistances de dernière heure des syndicats de deux des compagnies en grève qui n'estimaient pas suffisants les avantages obtenus.

Dans les transports en commun de New York. — La métropole se réveilla, le matin du 1er janvier 1966, sans métro ni autobus. Sous la direction dynamique de Mike Quill, les 36 000 travailleurs des transports en commun demandaient la semaine de 32 heures en quatre jours (au lieu de 40 heures), une augmentation de salaire de 30 %, le congé annuel porté à six semaines, le droit à la retraite après vingt-cinq ans de service avec pension équivalant à la moitié du salaire.

La Cour Suprême de l'Etat de New York interdit temporairement la grève. Alors Mike Quill, devant les caméras de la télévision, déchira en mille morceaux l'injonction qu'il venait de recevoir. Avec huit autres responsables syndicaux, il fut inculpé par la Cour Suprême de l'Etat de New York d'outrage à magistrat pour ne pas respecter l'injonction et donner à sa désobéissance une forme de défi.

Dans une conférence de presse tenue dans un grand hôtel, le bouillant leader s'écria : « Que le juge s'écroule dans sa robe noire. Je refuse d'interrompre la grève. J'irai en prison. Cela m'est égal de mourir là-bas. » Plusieurs shérifs adjoints firent alors irruption pour arrêter, devant les caméras de la télévision, l'irréductible et ses huit collègues. Dans le bureau de la prison où il venait d'être conduit, le sexagénaire Mike Quill fut victime d'une crise cardiaque, dont il devait mourir quelque temps après sa remise en liberté, celle-ci ayant été l'une des conditions de l'accord mettant fin à la grève.

Au treizième jour le travail reprit. Ce ne fut qu'une demi-victoire : augmentation de salaire de 15 %. Le conflit avait occasionné à l'économie de la ville des pertes évaluées à 1 milliard de dollars.

Les dirigeants de l'*A. F. L - C. I. O.* eurent une attitude hostile. Ils n'envoyèrent des messages que pour protester contre l'incarcération des dirigeants syndicaux, mais non pour appuyer les revendications des grévistes. Le président George Meany critiqua publiquement la grève et

loua le maire de New York, le républicain Lindsay, pou avoir accusé le syndicat de s'être mis dans l'illégalité Quant à Walter Reuther, qui n'avait pas ouvert la bouch durant l'arrêt du travail, il attendit la fin de la bataill pour traiter de « surannées » les grèves des service publics : « La société ne peut tolérer des arrêts de travai qui mettent en danger l'existence même de la société. »

Mais le geste de Mike Quill demeura gravé dans l mémoire ouvrière : l'année suivante, le 23 mai 1967, un meeting de 25 000 travailleurs devait avoir lieu à Madison Square Garden pour protester contre une nouvelle loi de l'Etat de New York inspirée par la grève des transports de 1966, la loi Rockefeller-Travia, qui instituait des sanctions sévères contre les grévistes des services publics. Le président de l'*A. F. L. - C. I. O.* de l'Etat de New York, imitant feu Mike Quill, s'empara d'un exemplaire de la loi qu'il avait dans sa poche et le mit en pièces, aux applaudissements de la foule.

Mentionnons, à ce propos, que les travailleurs des services publics, enseignants compris, sont devenus un des secteurs les plus combatifs du mouvement ouvrier américain. En 1966, ce secteur a enregistré trois fois plus de grèves qu'en 1965. Au début de septembre 1967 ont éclaté diverses grèves d'enseignants, notamment à Detroit et New York, fait insolite aux Etats-Unis.

Dans le Caoutchouc. — En avril 1967, la fédération industrielle des travailleurs du Caoutchouc, qui groupe 180 000 membres, s'engagea dans la grève la plus longue qu'elle ait eu à soutenir. Les « cinq grands » de l'industrie caoutchoutière : *Goodrich, Firestone, General Tire and Rubber, Goodyear, Uniroyal* avaient conclu un pacte d'assistance mutuelle contre la fédération ouvrière. Ils durent céder après une lutte qui, pour certaines usines, devait durer environ trois mois. Les grévistes obtinrent une augmentation de salaire horaire, une amélioration du régime des vacances et des retraites qui marquèrent un pas en avant dans la direction de leur revendication essentielle : le salaire annuel garanti.

7. Un renouveau de militantisme ?

La pression de la base

La rentabilité et le dynamisme de l'économie américaine, stimulés par la guerre du Vietnam, ont permis jusqu'à présent à l'action syndicale revendicative d'obtenir des avantages supplémentaires, aussi bien en matière de salaires que de sécurité du travailleur. Aussi la pression d'en bas sur les dirigeants syndicaux est-elle, dans une certaine mesure, sporadique, elle manque encore de cohérence et elle porte, trop souvent, sur des questions de personne ou d'ordre subjectif.

Néanmoins il semble qu'on assiste, depuis la fin de 1964, à un renouveau de militantisme. Cet esprit de rébellion, dirigé presque autant contre les leaders syndicaux que contre les employeurs, montre que le *Labor*, en dépit de sa bureaucratisation, est beaucoup moins qu'on pourrait le croire une organisation hiérarchisée, une machine totalitaire. La plupart des contrats, que nous appelons chez nous « conventions collectives » (à la différence que les nôtres sont validées par les pouvoirs publics, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis) sont conclus à l'échelle nationale et limitent, par conséquent, la liberté d'action des sections locales et d'entreprise. Cependant les salaires définis par ces contrats ne sont que des *minima* et rien n'empêche une section locale d'obtenir du patron des avantages supérieurs à ceux figurant à l'accord national, à la condition toutefois que pour les obtenir elle n'ait pas à recourir à la grève.

Les *locals* n'en disposent pas moins d'une relative marge d'autonomie. Ils constituent des communautés démocratiques qui élisent, contrôlent et renouvellent leurs responsables et peuvent prendre — ou ne se gênent pas pour prendre — nombre d'initiatives, notamment sur des problèmes spécifiques qui leur sont propres, tels que les relations locales entre employeurs et salariés, les conditions du travail, la sécurité, les licenciements abusifs, le *speed-up*, l'aggravation de la mécanisation, etc.

En particulier, dans la fédération des travailleurs de

l'Automobile, certains arrêts du travail, décidés à l'échelon local, ont été désavoués par la direction syndicale nationale et ont pris ainsi figure de grèves « sauvages » ; mais d'autres n'ont guère suscité l'opposition des sommets, ce qui s'est produit lorsque les directions se sont senties débordées par la pression du rang et ont préféré ouvrir au jusqu'au-boutisme revendicateur de leurs mandants des soupapes de sûreté. C'est ainsi qu'elles ont dû tolérer — et parfois autoriser — des grèves locales. Elles ont été harcelées ces dernières années par une base qu'exaspère de plus en plus de carcan des contrats nationaux de trop longue durée, les plafonds de l'échelle mobile là où elle existe, et qui exige, parfois, la dénonciation d'accords, pourtant non expirés, en invoquant la clause dite de « force majeure ». En un mot, la bureaucratie syndicale a connu, depuis 1964, un déclin d'autorité.

La cause principale de cette effervescence à la base a été la déperdition constante du pouvoir d'achat due, pour la plus large part, à l'inflation consécutive à l'extension de la guerre du Vietnam. Tandis que la valeur nominale des salaires allait en augmentant, le salaire réel était grignoté. A l'automne de 1966, le ministère du Travail révélait qu'un travailleur d'usine moyen avait obtenu une augmentation de salaire hebdomadaire de 2 $ 59 entre août 1965 et août 1966 mais que, du fait de la hausse des prix, son pouvoir d'achat avait diminué de 0 $ 63 pendant la même période. Il était prévu, en juillet 1966, que le coût de la vie pourrait augmenter annuellement de 5 à 9 % si le conflit se prolongeait en Extrême-Orient. L'enrichissement des entreprises travaillant pour la guerre a pour contrepartie l'appauvrissement relatif des salariés.

Une autre cause de ce renouveau de militantisme a été l'abaissement de la moyenne d'âge des syndiqués. Presque la moitié de la population des Etats-Unis est âgée aujourd'hui de vingt-cinq ans ou moins. En juillet 1967, 14 % de la main-d'œuvre était composée de jeunes gens entre seize et vingt et un ans. 40 % des membres de la fédération de l'Automobile, traditionnellement une des plus juvéniles, sont âgés de moins de trente ans.

Les six premiers mois de 1966 ont fait apparaître un accroissement de la combativité ouvrière qui démentait brutalement les prévisions des prétendus experts en pro-

blème de travail, annonçant une année de « paix sociale ». Pour le seul mois de mai 1966, environ 2 870 000 journées de travail individuelles furent perdues pour faits de grève. C'était le chiffre le plus élevé pour le mois de mai depuis sept ans. Pour les quatre premiers mois de 1967, les statisticiens ont calculé que le nombre des grèves, 1635, et le nombre des ouvriers en grève, 846 000, étaient les plus élevés depuis 1953. Pour le seul mois d'avril les arrêts du travail atteignirent le chiffre de 440 et concernèrent 409 000 travailleurs.

Ce renouveau de militantisme s'est traduit également, à l'intérieur de diverses fédérations syndicales, par la contestation de directions qui, pourtant, paraissaient solidement établies.

Pour la fédération de l'Automobile, les jeunes responsables des *locals* des *U. A. W.* ont commencé à se rebeller contre la poigne trop pesante de Walter Reuther et à lui reprocher son habitude invétérée de fouler aux pieds la démocratie intérieure.

Dans la fédération des Travailleurs de l'Electricité, issue de la scission d'avec la fédération d'obédience communiste, les travailleurs, éperonnés par un responsable local, Paul Jennings, ont harcelé le président, James Carey, lui reprochant ses méthodes de direction dictatoriales. Le 7 avril 1965, Jennings a été proclamé président de la fédération, à une large majorité, après que son prédécesseur eut été convaincu d'une fraude électorale.

Dans la fédération des Mineurs (*United Mine Workers*), où la tradition d'une direction autocratique était fortement enracinée, une opposition a surgi contre Tony Boyle, le successeur de John Lewis (mis à la retraite avec le titre de « président d'honneur »). Cette fédération qui, contrairement au passé, se trouve aujourd'hui complètement isolée du gros du mouvement ouvrier américain, mène une politique syndicale assez particulière : elle encourage systématiquement la mécanisation et l'automation pour permettre au patronat minier de payer de hauts salaires. De fait, de 1959 à 1964, les salaires des mineurs ont été augmentés de 73 % et ils figurent aujourd'hui parmi les plus élevés des Etats-Unis. La contrepartie a été la réduction constante de l'emploi dans les mines : réduction de 33 % en 1964 par rapport à 1950 et de 28 % par rapport à 1958. Un tiers des adhérents de la fédération, qui groupe aujourd'hui moins de 400 000

membres, ont, depuis dix ans, perdu leur emploi. De régions entières, telles que celle des Appalaches, ont ét littéralement vidées de leur population minière, les puit de mine fermés.

En outre la crise économique qui sévit dans l'industri du charbon a provoqué une baisse sensible dans le revenus de la caisse des retraites, si bien qu'en févrie 1962 les pensions des vieux mineurs ont dû être réduite de 100 à 75 dollars.

La gestion de Tony Boyle a suscité beaucoup de mé contentement au sein de sa fédération. Les opposants on tenu nombre de réunions. Ils ont même menacé d déclencher, de leur propre chef, des grèves dans certaine mines. Cette faction rebelle est active dans sept Etats.

Dans la fédération des travailleurs de l'Acier, une frac tion animée par un ancien ouvrier, I.W. Abel, a réussi, e février 1965, à renverser le président, Dave McDonald jadis parachuté par Philip Murray à la tête des travailleur de l'Acier sans jamais avoir été l'un des leurs (il avai débuté comme sténographe de Murray).

La base était depuis longtemps mécontente de la ges tion autoritaire de son président qui s'était fait réélir pour une durée de trois ans et avait signé des accord de trop longue durée empêchant tout ajustement de salair pendant plusieurs années.

Cependant il s'agit plutôt d'une révolution de palais le nouveau président, Abel, et ses collaborateurs immé diats ont corps et âme appartenu à la bureaucratie syndi cale. Comme un président de section locale l'a fai observer dans un style imagé : « Abel a couché dan le même lit que McDonald pendant vingt ans. » A par l'indication fournie à cette occasion que la base s'agite, il faut donc se garder d'interpréter le remplacement de McDonald par Abel comme un véritable signe de radicalisation.

Les directions syndicales ont été renversées, par ailleurs, dans quatre importantes fédérations : celle des enseignants, celle des fonctionnaires locaux (Etats, comtés et villes), celle des Dockers de la côte Est, enfin et surtout la fédération des Travailleurs du Caoutchouc qui s'est confiée à un nouveau leader : Peter Bommarito. Dans trois autres, plus modestes, on a assisté à des tentatives de renversement de la direction par des leaders locaux et régionaux.

Mais la rébellion la plus caractéristique contre les directions syndicales est celle qui s'est produite, en 1964, dans l'industrie papetière de la côte Ouest. Des sections locales des deux fédérations qui couvrent cette industrie ont rompu avec leurs organisations nationales. Elles ont formé ensuite un nouveau syndicat. Celui-ci a remporté une élection qui lui a assuré la représentativité de 22 000 ouvriers répartis sur 40 usines et permis de déclencher une grève.

Delano

Le renouveau de militantisme s'est manifesté, sur un plan très différent, également dans l'organisation des Travailleurs de la terre. En septembre 1965, les ouvriers agricoles de la vigne de Delano (Californie), en majorité mexicains, se mirent en grève. Ils étaient les exploités d'un puissant groupe capitaliste, les *Schenley Products*. Ils avaient pour guide un comité d'organisation des travailleurs agricoles dépendant de la centrale syndicale. Ils furent, peu de jours après, rejoints dans la grève par un syndicat indépendant, la *National Farm Workers Association*, qui était animé par un militant remarquable : Cesar Chavez.

Vers la fin de l'année, des signes de lassitude se manifestèrent parmi les grévistes. Ce fut alors qu'à l'instigation de Walter Reuther, le Congrès de l'*A. F. L. - C. I. O.*, en décembre, après avoir entendu une délégation des grévistes, les assura de sa solidarité. Munie de ce blanc-seing, une délégation conduite par Reuther se rendit à Delano aussitôt après le congrès confédéral et prit la parole devant les grévistes au cours d'un vibrant meeting. Elle entra en contact avec les autorités municipales et réussit à décider le Sénat des Etats-Unis à ouvrir une enquête sur place, à laquelle participa, entre autres, Robert Kennedy.

Grâce à l'aide financière de la fédération de l'Automobile et du département des unions industrielles, la grève se raffermit. Les grévistes organisèrent une grande marche sur Sacramento, capitale de l'Etat de Californie, au cri de « Huelga ! » (grève en espagnol). En août 1966, la *National Farm Workers Association*, jusqu'alors indépendante, s'affilia à l'*A. F. L. - C. I. O.* Quelque temps

après, les travailleurs de la vigne obtinrent, enfin, des employeurs la signature d'un contrat et la reconnaissance du syndicat.

Cette grève fut le point de départ, en Texas et en Floride, de campagnes de recrutement et de luttes analogues des travailleurs ruraux et migrateurs. Elles furent soutenues, comme celle de Delano, par la fédération de l'Automobile et le Département des unions industrielles. Par contre le président de la centrale, George Meany, se montra plus que réticent.

La démission de Reuther

La bataille de Delano a contribué, sans en être la cause principale, à la rupture entre Walter Reuther et George Meany. Le mauvais vouloir du président de *l'A. F. L.-C. I. O.* pendant le conflit avait indigné le leader du département des unions industrielles. Il lui avait fallu de longs efforts pour obtenir du président de la centrale la formation d'un comité de soutien aux grévistes. Cependant une fois le comité constitué, la fédération de l'Automobile qui avait appuyé la grève plus largement qu'aucune autre organisation syndicale, en avait été délibérément exclue.

Au début de 1967, Walter Reuther abandonna son poste de vice-président de la centrale réunifiée, tandis que ses proches collaborateurs des *United Automobile Workers*, Emil Mazey et Leonard Woodcock, se retiraient avec lui du conseil exécutif de la centrale. Un peu plus tard, il était remplacé, à son poste de direction de l'*A. F. L.-C. I. O.*, par William Pollock, président de la fédération des travailleurs du Textile (ex-*C. I. O.*).

Walter Reuther a patienté longtemps avant de rompre avec Meany. Il a dû avaler beaucoup de couleuvres sans oser porter la querelle sur la place publique. Mais les seuls initiés n'ignoraient pas que les relations n'avaient cessé de se tendre entre le président et le vice-président de la centrale réunifiée. L'équilibre fragile du double pouvoir a fini par céder.

Fin renard, le vice-président démissionnaire de l'*A. F.L.-C. I. O.* subit l'impulsion du renouveau de militantisme à la base et essaie de conserver le contact avec elle par une action plus combative. Tout au long de sa carrière mouve-

mentée, il a donné des preuves de son opportunisme congénital, opérant, selon les circonstances, d'étonnants virages à droite (quand le vent soufflait vers la réaction) et à gauche (quand la tendance était à la radicalisation). Aujourd'hui le réformiste invétéré qu'est Reuther pressent, à certains signes, un réveil de la classe ouvrière et il se met en posture favorable pour pouvoir, le moment venu, avoir prise sur elle — c'est-à-dire l'empêcher d'aller trop loin. Peut-être aussi, au moment d'atteindre la soixantaine, ne lui déplaît-il pas de marquer l'histoire de son empreinte et de se poser en « conscience » du *Labor*, en « champion des déshérités ».

Les causes de la rupture

La raison de ce divorce le plus souvent mentionnée par la presse porte sur la politique extérieure de l'empire américain. Ainsi Reuther avait accepté de rencontrer Mikoyan aux Etats-Unis, tandis que Meany vouait aux gémonies le visiteur soviétique. Plus tard, en juin 1966, Reuther et sa fédération ont condamné le retrait du Bureau international du Travail, ordonné par Meany sans avoir consulté tous ses collègues, de la délégation de l'*A. F. L.-C. I. O.* Le motif de ce geste intempestif : l'élection d'un délégué polonais à la présidence temporaire d'une session.

Enfin, sur la guerre du Vietnam, Meany et Reuther sont loin d'être à l'unisson. Au congrès de la fédération de l'Automobile de mai 1966, une résolution a été adoptée qui, tout en ayant le tort de compter sur le président Johnson pour s'asseoir à la table des négociations, dénonçait les partisans de l' « escalade » au Vietnam et déclarait que la guerre ne devait pas être gagnée, mais terminée par un règlement pacifique. Cpendant, peu après, en août, le conseil exécutif de l'*A. F. L.-C. I. O.* félicitait le Président des Etats-Unis « d'avoir prouvé au monde » que son pays n'est « ni vacillant du point de vue politique ni faible du point de vue militaire » et flétrissait « les bombardements sauvages de la population civile ». Quels bombardements ? Ceux perpétrés... par les communistes. Au congrès confédéral de décembre 1967 la guerre du Vietnam a été, encore une fois, couverte de louanges.

Reuther a d'abord évité d'affronter ouvertement les deux présidents, Meany et Johnson, sur ce problème. Peut-

être parce qu'il n'ignore pas que la guerre, pendant longtemps, a été loin d'être impopulaire dans son propre fief, l'automobile : en particulier dans l'industrie aéronautique, qui est du ressort des *U. A. W.* et que les commandes de guerre font prospérer. Entre un quart et un tiers des membres de la fédération produisent pour la « défense nationale ». Mais l'implantation récente d'un mouvement relativement important de lutte contre la guerre a amené Reuther à prendre ses distances de la position officielle. C'est ainsi que, le 25 mars 1967, il a laissé son collaborateur immédiat, Emil Mazey, secrétaire-trésorier des *U. A. W.*, se livrer, au cours d'un meeting pacifiste, à une charge à fond contre le président Johnson, lui prédisant sa défaite aux élections présidentielles s'il s'enfonçait plus avant dans la guerre.

Pour mieux comprendre les raisons de Walter Reuther, nous avons dépouillé, entre décembre 1966 et avril 1967, les « lettres administratives » adressées périodiquement par les *U. A. W.* à leurs sections locales. Dans ces lettres, dont nous avons déjà tiré des citations, le leader de l'Automobile révèle, enfin, à ses mandants ce qui l'oppose à George Meany.

Sur le thème de la politique extérieure, le désaccord n'est qu'une question de nuance. Reuther est un aussi bon serviteur de l'empire américain que Meany. Il en convient sans ambages : « *Il n'y a pas de différence fondamentale entre les* U. A. W. *et l'*A. F. L.-C. I. O. *dans l'engagement pris de résister à l'agression communiste et de lutter contre toutes les formes de tyrannie qui détruiraient la liberté humaine et asserviraient l'esprit humain. Nous, dans les* U. A. W., *nous pouvons être fiers de nos antécédents de lutte continue et heureuse contre le communisme et toutes les autres formes de totalitarisme* ».

Ce que Reuther reproche à Meany c'est plutôt d'avoir mal servi la *world leadership* américaine : « *L'attitude de l'*A. F. L.-C. I. O. *sur la plupart des questions de politique étrangère a été étroite et négative et n'a pas renforcé, mais, au contraire, affaibli les efforts du monde libre pour résister au communisme et à toutes les formes de tyrannie.* » Pour Reuther « *l'anticommunisme en soi n'est pas suffisant* ». Il faut « *combattre le communisme en éliminant les éléments qu'il exploite, c'est-à-dire l'injustice sociale et économique* ».

Mais les désaccords entre les deux leaders s'étendent bien au-delà de la politique extérieure. Ils ont trait, tout d'abord, au problème noir. Sur le plan de la lutte contre le préjugé racial, il y a toujours eu un fossé entre le racisme à peine déguisé de Meany et des vieux syndicats de l'*A. F. L.* et l'unité d'action avec le mouvement intégrationniste pratiquée, avec persistance, au sommet, sinon toujours à la base, par Walter Reuther. Ce désaccord a éclaté lors de la Marche sur Washington du 28 août 1963, à laquelle Meany a refusé d'associer l'*A. F. L.-C. I. O.*, tandis que Reuther y participait au nom des travailleurs de l'Automobile, en faisant cavalier seul. En vain Reuther, au sein du conseil exécutif confédéral, a-t-il « argué », « insisté », « supplié ». Une majorité de membres du conseil lui ont confié, en privé, qu'ils étaient favorables à la Marche. Mais à quoi bon : « Un seul homme imposait sa volonté. »

Pourtant ce sont là désaccords relativement marginaux. La principale pomme de discorde entre Reuther et Meany porte sur les principes et les tactiques d'un syndicalisme démocratique.

Ici Reuther semble oublier la manière autoritaire et bureaucratique avec laquelle il a régenté sa propre fédération, puis le *C. I. O.* Pour les besoins de sa cause, il se fait soudain le champion de la démocratie ouvrière : « *L'unité ouvrière construite sur la base d'un rapport monolithique peut seulement être une unité formelle, non une unité de substance. Une telle unité n'est possible que lorsque les programmes et les politiques d'un mouvemnt ouvrier libre sont le produit final d'un débat libre et ouvert, à l'issue duquel la diversité peut être harmonisée en un commun dénominateur ayant une signification en vue d'une action conjuguée.* »

Avec une virulence qui cherche à compenser ses longues années de silence forcé, Reuther intente un procès à son président, George Meany : « L'A. F. L.-C. I. O. (...) *souffre d'un complexe d'autosatisfaction et d'adhésion au statu quo et elle ne sert pas les objectifs fondamentaux qui ont inspiré l'unité syndicale. Elle manque de la vision sociale, de la combativité dynamique, de l'esprit de croisade qui devraient caractériser un mouvement ouvrier moderne progressif.* »

L'*A. F. L.-C. I. O.*, sous la direction de George Meany, ne satisfait certes pas à ces exigences : « *Malheureusement l'esprit de tolérance à l'égard d'idées nouvelles*

et de points de vue différents et la compréhension du fait qu'un mouvement ouvrier libre, de même qu'une société libre, doit atteindre l'unité dans la diversité font complètement défaut. »

Et l'attaque vise Meany en personne : « *Il a découragé d'une main lourde des discussions en profondeur sur des questions de politique fondamentale et sur l'évaluation objective d'idées nouvelles et de nouveaux concepts. On ne peut se servir d'un mouvement ouvrier démocratique comme s'il était la propriété privée et personnelle d'une seule personne.* »

Et Reuther d'avouer la « captivité » à laquelle il a si longtemps cru devoir se soumettre : « *Nous étions les prisonniers de ce petit club exclusif qu'est le conseil exécutif de l'A. F. L.-C. I. O.* » Les responsables qui ont participé aux délibérations de la direction confédérale « *ont vu la grande promesse de la fusion ne pas être tenue et ils ont été de plus en plus troublés par l'inaction, l'indifférence, l'étroit négativisme, l'absence d'une direction dynamique et inspirée* ».

Et de reconnaître, aussi, combien il lui a fallu de temps pour se risquer à un éclat : « *Nous nous sommes abstenus de rendre publics ces désaccords avec l'espoir que le mouvement ouvrier unifié mûrirait d'une unité purement formelle à une unité de substance. Cela ne s'est pas produit.* »

Cependant Reuther voudrait éviter que ses lecteurs puissent croire que, dans son réquisitoire, il est inspiré par des considérations d'amour-propre ou d'ambition personnelle. Aussi rappelle-t-il que, lorsque la fusion a eu lieu, en décembre 1955, il n'a brigué aucune charge dans le mouvement ouvrier réunifié. Il a laissé imprudemment la présidence et le poste de secrétaire-trésorier aller à des représentants de l'*A. F. L.* Il n'a été préoccupé — il n'est toujours préoccupé — que de « questions de principe ».

Un réquisitoire contre l'*A. F. L-C. I. O.*

La querelle de « principes » que Reuther engage contre Meany porte, tout d'abord, sur le régime intérieur de l'*A. F. L.-C. I. O.* Il accuse le président de la centrale de violer les statuts confédéraux : « *Le mandat presque*

*unanime des congrès de l'*A. F. L.-C. I. O. *a été contrarié lorsque les dispositions des statuts ou le mandat donné par le congrès ne coïncidaient pas avec le bon plaisir du président de la centrale.* »

Un exemple : le congrès confédéral de 1959 a créé un mécanisme permettant, enfin, de régler les querelles de « juridiction » entre les diverses fédérations rivales. Mais cette décision a été bloquée par le président Meany ; et au congrès suivant il a fallu l'insistance des fédérations du Département des unions industrielles pour que Meany renonçât à violer plus longtemps le mandat que lui avait confié le congrès précédent, et il n'a cédé qu' « *après des disputes longues, ardues, et, par moments, rudes* ».

Un des principaux chefs d'accusation de Reuther contre Meany, c'est la chute des effectifs du *Labor* et la baisse du pourcentage relatif des organisés par rapport aux inorganisés. Pour le vice-président démissionnaire, le manque d'enthousiasme de Meany à l'égard des campagnes de recrutement a une cause bien précise : la politique « étroite et restrictive », « négative et malsaine » du président de l'*A. F. L.-C. I. O.* qui a toléré qu'une quelconque fédération puisse opposer son veto et bloquer ainsi une campagne de recrutement en revendiquant pour elle seule la « juridiction » exclusive de tout un secteur à organiser. C'est ce qui s'est produit, en 1961, où vingt-six fédérations se sont montrées d'accord pour une campagne de recrutement parmi les travailleurs du commerce de gros et de détail, au nombre de plus de 4 millions, et où le président de la vingt-septième a dit : non.

L'autre cause de l'insuccès, c'est la ladrerie des fédérations syndicales et de la centrale : « *Une croisade de recrutement n'est possible que si le mouvement ouvrier tout entier y engage ses ressources aussi bien financières qu'humaines. Ces ressources, il les a.* »

A l'opposé de cet égoïsme, le Département des unions industrielles a fait preuve de solidarité en n'hésitant pas à jeter toutes ses ressources et tous ses cadres dans diverses campagnes de recrutement : celle de la fédération des Enseignants, celle de la fédération des Fonctionnaires gouvernementaux, celle de la fédération des Travailleurs de la terre et de la main-d'œuvre nomade. Mais il reste encore à recruter un million d'enseignants et trois millions de fonctionnaires gouvernementaux et Reuther demande

que 5 millions de dollars soient affectés au recrutement des travailleurs de la terre ainsi qu'à l'organisation des travailleurs déshérités.

Dans l'ensemble, le président des travailleurs de l'Automobile propose que, pour une période de six ans, le quart des revenus de la confédération soit affecté au recrutement et que chaque fédération affiliée verse un dollar par an et par membre. L'objectif à atteindre est de doubler les effectifs de la Centrale en les portant de 13 millions et demi à 27 millions de membres.

Un autre grief de Reuther, c'est la carence de l'*A. F. L.-C. I. O.* en face de la révolution technique du XXe siècle qui « *avec l'automation, les ordinateurs et ses fantastiques nouveaux instruments de science et de technologie confronte le mouvement ouvrier et la nation avec des problèmes nouveaux et urgents* ». En particulier, il lui semble que le *Labor* ne pourrait sauvegarder son avenir dans les industries les plus sévèrement affectées par les effets de l'automation et qui étaient, le plus souvent, largement gagnées au syndicalisme que s'il étendait le recrutement syndical aux secteurs plus faibles vers lesquels la force de travail est déplacée par le progrès technique.

Selon Reuther l'*A. F. L.-C. I. O.* n'est pas à la hauteur de sa tâche même dans la routine de l'action syndicale quotidienne, c'est-à-dire dans la négociation collective et la défense des revendications immédiates des salariés. Ici encore ce qui fait défaut, c'est la solidarité ouvrière. Le *Labor* est paralysé par l'avarice et le particularisme des fédérations de métier. Aussi Reuther réclame-t-il la création d'un fonds national de grève, pour lequel chaque fédération verserait un dollar par an et par membre et qui fournirait « *un soutien adéquat aux travailleurs dans les circonstances où leur employeur vise à détruire le syndicat, à briser une grève ou refuse de négocier avec bonne foi* ». On pourrait alors dire à ces mauvais patrons que la lutte ne se déroule plus simplement entre eux et leurs salariés, mais entre leur firme et l'ensemble du mouvement ouvrier uni.

Pour mieux renseigner les diverses fédérations sur les conditions du travail conquises dans les autres secteurs du Travail et les mieux préparer ainsi à la négociation collective, Reuther a établi dans son Département des unions industrielles un centre d'informatique qui dépouille chaque contrat et fait passer par l'ordinateur toutes les

informations qu'il contient. En une minute, l'appareil est à même de fournir plus de renseignements qu'un département de recherches peut le faire en trois semaines. Et, par téléphone, en cinq minutes, un responsable syndical obtient des informations sur n'importe quelle question. « *C'est,* conclut Reuther, *la façon dont un mouvement ouvrier moderne doit fonctionner.* »

L'*A. F. L.-C. I. O.* n'a pas moins failli à sa mission en se montrant incapable d'obtenir l'abolition, ou tout au moins la réforme, de la loi antiouvrière Taft-Hartley. Dans un autre domaine encore, celui de la sécurité sociale, sa carence n'est pas moins patente. (Elle découle, pour une part, des œillères d'un syndicalisme figé dans le corporatisme et qui se borne à défendre l'intérêt ouvrier par des négociations collectives avec le patronat sans exercer une pression suffisante sur les pouvoirs publics pour leur arracher des prestations sociales plus substantielles : il en résulte un déséquilibre dont pâtissent les salariés des industries les moins importantes et les moins organisées du point de vue syndical.) La centrale en ce domaine, aux dires de Reuther, retarde même sur les projets de l'administration Johnson. Et, citant l'exemple de la Suède il s'indigne de voir la nation la plus riche du monde incapable de faire pour ses vieux travailleurs ce qu'accomplit un petit pays européen.

Dans un souci réaliste de suivre pas à pas l'évolution industrielle, Walter Reuther observe que les grands trusts se livrent à des activités de plus en plus diversifiées. C'est ainsi que l'*Armour Packing Company,* spécialisée en principe dans l'abattage et la mise en conserve de la viande, vient d'acquérir l'entreprise de construction de locomotives *Baldwin.* Ford a acheté la firme électrotechnique *Philco. Wilson Packing Company,* une autre entreprise d'abattoirs, vient de s'adjoindre la plus large entreprise d'équipements sportifs. Et il conclut que, les grands trusts étant de plus en plus enchevêtrés, en face d'eux aucune organisation ouvrière ne peut demeurer isolée. Une coordination est indispensable. De même que le syndicat de métier a dû céder le pas au syndicat industriel, aujourd'hui le syndicat industriel cède le pas à un syndicalisme à l'échelle du département industriel.

Le programme social développé par Walter Reuther en opposition à la routine étroite des syndicats de métier comporte, bien entendu, des aspects que l'on pourrait

qualifier de « réformistes ». Reuther n'est pas un révolutionnaire, mais un disciple de la social-démocratie européenne. Sa vision est gâtée par une illusion de l' « intérêt général » que dément la réalité de la lutte de classes — une lutte de classes que, d'ailleurs, il lui arrive de pratiquer, à la différence des réformistes européens.

Il s'imagine que le mouvement ouvrier, sans abolir le régime capitaliste, pourrait aborder les problèmes de la société « dans sa totalité ». Il se montre prêt à coopérer avec des associations civiques pour conserver et développer les ressources naturelles de la nation. Il voudrait se mêler de reconstruire les villes américaines (dont il convient, avec raison d'ailleurs qu'elles sont « les plus laides du monde »). Il voudrait que le *Labor* s'occupe des loisirs, de l'enseignement, des problèmes culturels, de la pollution de l'eau et de l'air, etc. Il nourrit la chimère que le mouvement ouvrier qui, selon les sondages d'opinion, vient bon dernier, par rapport aux autres groupes sociaux, dans les préférences du public, pourrait se rendre plus aimable aux yeux des philistins. Par exemple, s'il faut, selon lui, rajuster les salaires des employés des services publics, c'est pour qu'ils ne puissent plus recourir à des grèves « impopulaires » et « nuisibles à la communauté ».

Par une action dite communautaire, et qui n'est autre qu'une sorte d'assistance sociale aux déshérités, Reuther se flatte d'attirer au *Labor* la jeunesse estudiantine, les universitaires, les intellectuels libéraux.

L'optique différente qui, sur ce point, sépare Reuther de Meany n'est autre que le conflit classique entre un syndicalisme vieux jeu qui entend se cantonner sur le plan strictement revendicatif, non seulement parce qu'il a pris de l'âge et qu'il a des œillères, mais aussi parce qu'il est conscient des limites que lui impose l'adversaire patronal, et un syndicalisme dit « constructif », qui voudrait élargir son action au point de prétendre faire le bonheur de tous les hommes. Reuther a sans aucun doute raison contre Meany lorsqu'il lui reproche de mal diriger la lutt revendicative, mais son argumentation est moins solide lorsque, dans un pays supercapitaliste comme les Etats-Unis il se flatte, utopiquement, de servir l' « intérêt général ».

Après avoir exposé ses doléances à l'égard de la gestion de la centrale syndicale et esquissé son propre programme, Walter Reuther déclare tout net, en guise de conclusion, qu'il lui faut reprendre sa liberté : « *En de telles circonstances, appartenir plus longtemps à des rouages de direction ne serait rien qu'une conduite futile et, en notre âme et conscience, nous ne pouvons pas continuer à servir.* » Et le porte-parole des *U. A. W.* annonce son intention de ne plus mener la lutte dans le cadre étroit, privé et exclusif des sommets de l'*A.°F. L.-C. I. O.*, mais dans l'arène plus large du mouvement ouvrier dans son ensemble.

Va-t-on lui reprocher, ce faisant, de « diviser le mouvement ouvrier » ? Sa réponse est toute prête : « *Ce qu'on appelle unité ouvrière n'est pas une pièce de musée. L'unité ouvrière doit avoir un sens. Nous ne cherchons pas à la détruire. Nous cherchons à lui donner un contenu.* »

Dans cette nouvelle opposition, Reuther et, avec lui, les *U. A. W.*, vont-ils se trouver seuls ? Non point. Il assure compter dans le mouvement ouvrier de nombreux amis syndicalistes dévoués et sincères, qui partagent son mécontentement et son inquiétude, mais qui hésitent encore à les exprimer publiquement. Ces scrupules, il les juge respectables : « *Nous avons décidé de ne pas les impliquer dans notre présent effort parce que, ce faisant, nous nous serions exposés à l'accusation de vouloir créer au sein de l'*A. F. L.-C. I. O. *une tendance organisée en vue de la conquête de la direction confédérale.* »

De fait, à l'heure où sont écrites ces lignes, Walter Reuther et les millions de syndiqués qui le suivent n'ont pas pris — ou pas encore pris — la décision de rompre avec la centrale syndicale. La révolte des Noirs, et celle de Detroit, capitale de l'Automobile, en particulier, donnent raison à Reuther lorsqu'il accuse l'*A. F. L.-C. I. O.* de se faire le gardien de l'ordre établi. Elles devraient accentuer, pour le moins, la ligne de démarcation entre un syndicalisme antirasciste dont le prototype est la direction, sinon toujours la base, des *U. A. W.*, et le racisme du clan confédéral de George Meany. Elles pourraient aussi, par contagion, radicaliser l'avant-garde du *Labor*, tout en stimulant les préjugés raciaux du secteur le

plus rétrograde. Toutefois, pendant l'insurrection de Detroit, Reuther n'a pas bougé et il en a attendu l'écrasement pour proposer de faire nettoyer les rues des débris qui les jonchaient. En revanche, le 7 septembre, il lançait dans un grève illimitée les 160 000 ouvriers des usines Ford répartis dans vingt-cinq Etats, avec sans doute l'arrière-pensée que le prestige de George Meany ferait les frais d'une victoire dans l'automobile. Et, fait significatif, la fédération de l'Automobile s'est abstenue de participer au congrès de l'*A. F. L.-C. I. O.* de décembre 1967.

Il est encore trop tôt pour augurer de l'attitude future de Walter Reuther. L'homme est trop avisé pour prendre l'initiative d'une scission dans laquelle il n'aurait pas la certitude d'entraîner derrière lui au minimum les cinq millions de syndiqués qu'il avait apportés, en 1955, à la centrale réunifiée. Or il n'est pas prouvé que les dirigeants des anciennes fédérations du *C. I. O.*, devenus casaniers, aient envie de se lancer dans une aventure à la don Quichotte : aucune fédération importante n'en a manifesté jusqu'à présent l'intention. D'autre part, le président Johnson a accueilli avec froideur les vitupérations de Reuther contre la direction confédérale et n'a pas caché ses préférences pour la gestion conservatrice de George Meany. Reuther, rivé par des chaînes très anciennes de la Maison Blanche, est obligé de ménager l'administration démocrate.

Le seul diagnostic qui peut d'ores et déjà être établi, c'est qu'après des années de stagnation quelque chose a commencé de bouger dans le mouvement ouvrier aux Etats-Unis. C'est peut-être aussi que le syndicalisme d'industrie et le syndicalisme de métier n'ont pas cessé d'y être incompatibles. Malgré l'évolution générale de la technique, cette antinomie n'a pas été transformée, comme certains l'ont cru, en un « débat purement académique ». Elle n'a été effacée qu'en apparence par la réunification syndicale de 1955. La branche la plus active du *Labor*, celle des fédérations industrielles, où se manifeste un renouveau de militantisme en provenance de la base, n'a pas dit son dernier mot.

Index des noms de personnes cités

Les noms des militants sont suivis d'un (s), ceux des employeurs d'un (e).

ABEL, I. N. 154 (s).
ADDES, George, 110, 111 (s).
ALTGELD, gouverneur de l'Illinois, 25.
ARTHUR, P. M., 22 (s).

BALDANZI, George, 107 (s).
BECK, Dave, 128, 129 (s).
BERKMAN, Alexandre, anarchiste, 23.
BLOUGH, Roger, 144 (e).
BLUM, Léon, président du Conseil français, 70.
BOMMARITO, Peter, 154 (s).
BOYLE, Tony, 153, 154 (s).
BRADLEY, William, capitaine, 128, 146 (s).
BRANDO, Marlon, acteur de cinéma, 127.
BRIDGES, Harry, 68, 82, 86, 106, 108, 145 (s).
BROPHY, John, 66, 68, 76 (s).
BROWDER, Earl, secrétaire du P. C. américain, 82, 86.
BUCHANAN, Joseph R., 13 (s).

CANNON, James P., 41 (s).
CAREY, James, 153 (s).
CAREY, Philip, révérend, 113.
CARMICHAEL, Stokeley, leader noir, 9.
CARNEGIE, Andrew, 22, 49 (e).
CHAVEZ, César, 155 (s).
CHRYSLER, 76, 94 (e).
CLAHERTY, Coleman C, 62, 70 (s).
CLEVELAND, Grover, président des Etats-Unis, 25.
COLLINS, William, 59 (s).
COOKE, Jay, 10 (e).
COOLIDGE, Calvin, président des Etats-Unis, 52.
CURRAN, Joseph, 68, 109, 110, 146 (s).

DALRYMPLE, Sherman H, 70 (s).
DEBS, Eugene V, 21, 25, 30, 32, 34/36, 43, 45/46 (s).
DE CAUX, Len, 67, 107/108 (s).
DE LEON, Daniel, 30, 34/36, 38/39 (s).
DENHAM, Robert N., conseiller général du « Labor Relations Board », 105.
DEUTSCHER, Isaac, historien, 9.
DILLON, Francis J., 59/60 (s).
DUBINSKY, David, 65, 74/75 (s).
DUNNE, William F., 52 (s).

Du Pont de Nemours, 118 (e).

Eisenhower, Dwight, président des Etats-Unis, 144.
Engel, martyr de Chicago, 14.
Engels, Friedrich, 6, 7, 8.
Ettor, Joseph, 40, 42, 45 (s).

Fischer, martyr de Chicago, 14.
Fitzgerald, Albert, 83 (s).
Fitzpatrick, John, 48, 50 (s).
Ford, Henry, 91/92 (e).
Foster, William, 45, 48/52 (s).
Frick, Henry Clay, 22/23 (e).

Germer, Adolph, 67 (s).
Goldberg, Arthur, sociologue et homme d'Etat, 124/125.
Goldman, Emma, anarchiste, 23.
Gompers, Samuel, 16/20, 22/25, 29, 31, 35/36, 41/43, 46, 48/49, 50, 52/55, 65, 91 (s).
Gorman, Francis, 63 (s).
Gould, Jay, 11 (e).
Green, William, 42, 58/62, 65, 70, 73, 75, 85, 107, 115, 118/120, 131 (s).
Gurley Flynn, Elisabeth, 40, 42 (s).

Hanna, Mark, 29 (e).
Hapgood, Powers, 66 (s).
Haywood, Allan, 66 (s).
Haywood, William, 30, 32/36, 38/39, 40/41, 43, 45 (s).
Henderson, Donald, 68 (s).
Hoffa, James, 128/129, 146 (s).
Hoover, Herbert, président des Etats-Unis, 86.
Hill, James J., 11, 24 (e).
Hillman, Sydney, 56, 65, 74/75, 77, 80/82, 85/86 (s).
Hutcheson, 65 (s).

Jennings, Paul, 153 (s).
Johnson, Genora, 173 (s).
Johnson, Lyndon, président des Etats-Unis, 125, 134/135, 141, 147/148, 157/158.
Johnston, Alvanley, 95/96 (s).
Jones, Mary (« Mother » Jones), 30, 32/34 (s).

Kaiser, Henry, 140 (e).
Keller, James, 68 (s).
Kelly, Edward J., 84 (s).
Kennedy, John, président des Etats-Unis, 126, 134/136, 141, 143, 146/148.
Kennedy, Robert, sénateur et ministre, 126, 143.
Klein, Arthur, journaliste, 102.

KNUDSEN, William S., 82 (e).
KOHLER, 143 (e).

LANDRUM-GRIFFIN (loi), 126, 134/135.
LAUSCHE, Frank G., sénateur, 127.
LÉNINE, 34, 51.
LEWIS, John, 6, 53, 55/57, 65/68, 74/77 80/82, 84/91, 96/98, 103/104, 115, 118/121, 153 (s).
LINDSAY, John, maire de New York, 150.
LINGG, martyr de Chicago, 14.
LOSOVSKY, syndicaliste soviétique, 51.
LOVESTONE, Jay, 125 (s).

MCCARTHY, Joseph R., sénateur, 126.
MCCLELLAN, sénateur, 126, 130, 143.
MACDONALD, Dave, 119, 121, 154 (s.).
MACLOUGHLIN, 128 (s).
MARCUSE, Herbert, philosophe, 9.
MARSHALL, George, général et secrétaire d'Etat, 108.
MARSHALL (Plan), 114-117.
MARTIN, Homer, 76 (s).
MARX, Karl, 17.
MAZEY, Emil, 156 158 (s).
MEANY, George, 120/121, 122/125, 129, 131, 133, 140, 149, 156/161, 164/166 (s).
MELLON, 118 (e).
MICHEL, Louise, révolutionnaire française, 32.
MIKOYAN, Anastase, homme d'Etat soviétique, 157.
MITCHELL James, 145 (s).
MITCHELL, John, 25, 26/30, 33 (s).
MONATTE, Pierre, syndicaliste français, 45.
MORGAN, J. Pierpont, 26, 29, 49 (e).
MORTIMER, Wyndham, 68, 71 (s).
MOST, Johann, anarchiste, 14, 34.
MURPHY, Frank, gouverneur du Michigan, 74.
MURRAY, Philip, 66/67, 80, 82/83, 85/87, 89/90, 94, 103/104, 106/108, 112, 114, 120, 154 (s).

NIXON, Richard, vice-président des Etats-Unis, 145.

PARSONS, Albert R., martyr de Chicago, 11, 14.
PINKERTON, Allan, détective privé, 15, 23, 29.
POLLOCK, William, 156 (s).
POWDERLY, Terence V, 15 (s).
POWERS, Bertram Anthony, 147 (s).
PRESSMAN, Lee, 67, 86, 107/108 (s).
PULLMAN, George M., 24 (e).

QUILL, Michaël (Mike), 108, 113, 149/150 (s).

REUTHER, Walter, 6, 90/93, 102, 107, 110/111, 114, 121/124, 130, 132/134, 138, 140, 142/143, 145, 150, 153, 155/166 (s).
REUTHER, les frères : Walter, Roy, Victor, 71 (s).
RICE, Charles Owen, Révérend, 112.
RIEVE, Emil, 81, 107 (s).
ROBERTSON, David B., 95 (s).
ROCKEFELLER-TRAVIAK (loi), 150.
ROOSEVELT, Eleanor, épouse du président Franklin-Delano Roosevelt, 94.
ROOSEVELT, Franklin-Delano, président des Etats-Unis, 55/57, 60/61, 63, 68/69, 78/79, 81, 83/89, 93, 96, 101.
ROOSEVELT, Théodore, président des Etats-Unis, 33.
RYAN, Joseph, 127/128 (s).

SMITH-CONNALLY (loi), 80.
SORGE, F. A., marxiste allemand, 6.
SPIES, martyr de Chicago, 14.
STEELMAN, John, assistant du président Truman, 116.
SWOPE, Gerald, 64 (e).
SYLVIS, William H., 10 (s).

TAFT-HARTLEY (loi), 98/99, 100/105, 119/120, 133/135, 144/146, 148, 163.
TAYLOR, Myron C., 75 (e).
THOMAS, R. G., 107, 110, 111 (s.).
TIGHE, Michael, 60/62 (s).
TOBIN, Daniel, 65, 103 (s).
TRAVIS, Robert, 68, 71 (s).
TRUMAN, Harry, président des Etats-Unis, 94, 96/98, 101, 105, 108, 116.

VAN BITTNER, 66 (s).
VANDERBILT, Cornelius, 11 (e).
VINSON, Fred, ami du président Truman, 81.
VITO, John de, 102 (s).

WAGNER, Robert, sénateur, 69.
WALLACE, Henry, candidat à la présidence des Etats-Unis, 108.
WARRUM, Henry, expert, 55.
WHITNEY, Alexander, 95/96 (s).
WILKIE, Wendell, candidat à la présidence des Etats-Unis, 85/86.
WILSON, Woodrow, président des Etats-Unis, 43.
WIRTZ, secrétaire au Travail, 148.
WOLCHOCK, Samuel, 83 (s).
WOLL, Matthew, 79 (s.).
WOODCOCK, Léonard, 156 (s).

Bibliographie sommaire

Avant-propos

Correspondance Fr. Engels - Karl Marx publiée par F. A. Sorge, trad. fse, Editions Costes, 1950, t. II.

Friedrich Engels, Avant-propos du 26 janvier 1887 à l'édition américaine de *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, trad. fse dans *Sous le drapeau du Socialisme*, novembre-décembre 1967.

Isaac Deutscher, *On socialist man*, New York, 1967.

Ouvrages en français

Michel Crozier, *Usines et syndicats d'Amérique*, Editions ouvrières, 1951.

« Maman » Jones, *Autobiographie*, même éditeur, 1952.

Claude Julien, *Le nouveau Nouveau Monde*, Julliard, 1960, vol. I, « L'élite au pouvoir — Les syndicats ouvriers ».

Henry Kraus, *Grève chez General Motors* (*The Many and the Few*), Editions ouvrières, 1954.

Sidney Lens, « Le syndicalisme américain et la C. I. A. », *Les temps Modernes*, mai 1967.

Maurice Lime, *Les Syndicats américains*, Editions syndicalistes, 1966.

Robert Marjolin, *L'évolution du syndicalisme aux Etats-Unis de Washington à Roosevelt*, 1936.

Henri Pelling, *Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis*, Seghers, 1965.

André Philip, *Le problème ouvrier aux Etats-Unis*, 1927.

B. J. Woodock, *Le Syndicalisme en péril* (*Labor to-day*), Editions ouvrières, 1966.

Ouvrages en anglais

John R. Commons et ses collaborateurs, *History of Labor in the United States*, 4 vol., 1926-1935.

Philip S. FONER, *History of the Labor Movement in the United States*, 1947.

Arthur GOLDBERG, *Labor United*, 1956.

Sidney LENS, *Left, Right and Center, conflicting forces in American Labor*, 1949.

Edward LEVINSON, *Labor on the march*, 1937.

Selig PERLMAN, « America : Labor and Capitalism in the United States, 1920-1937 » in MARQUAND (H. A.), *Organized Labour in four continents*, 1939.

Art PREIS, *Labor Giant's steps, 20 years of the C. I. O.*, 1964.

Raymond J. WALSH, *C. I. O. Industrial unionism in action*, 1937.

N.B. — Certaines parties du présent livre ont été, en ce qui concerne les faits antérieurs à 1950, plus largement développées dans *Où va le peuple américain ?*, volume I, 2e partie, « La révolte ouvrière », Julliard, 1950, épuisé. Les rapports entre le *Labor* et le problème racial, qui ne sont pas abordés ici, l'ont été dans *Où va le peuple américain ?*, volume II, 1951, « La révolte noire », puis dans la refonte parue sous le titre *Décolonisation du Noir américain*, Editions de Minuit, 1964.

Table

AVANT-PROPOS 5

1. DES CHEVALIERS DU TRAVAIL AUX *I. W. W.* 10

Une première centrale syndicale (1886-1873) 10
Le premier soulèvement (1877) 10
Les Chevaliers du Travail 12
Le grand soulèvement (1884-1886) 13
Déclin des *Knights of Labor* 15
Le gompérisme 17
Debs et l'*American Railway Union* 21
La grève Pullman (1894) 24
John Mitchell et les mineurs d'anthracite 25
La *Western Federation of Miners* 30
Mother Jones 32
Daniel De Leon 34
Les *I. W. W.* de 1905 36
Les *wobblies* 38

2. DES *I. W. W.* AU *C. I. O.* 45

Le syndicalisme industriel et l'*A. F. L.* 45
L'organisation des abattoirs (1917) 47
La grève de l'acier (1919) 49
Les communistes dans les syndicats 51
John Lewis entre en scène 53
Roosevelt renflouе le capitalisme 55
Carence de la vieille Centrale 58
Dans l'Automobile 59
Dans l'Acier 60
Dans le Caoutchouc 62
Dans le Textile 62
Fondation du *C. I. O.* 64
L'avant-garde à l'œuvre 66
Les mineurs 66
Les communistes 67
Les occupations d'usines (1936-1937) 68
L'organisation de l'acier 74
John Lewis canalise le mouvement 75

3. LA GUERRE ET L'APRÈS-GUERRE 78

La guerre et l'union sacrée 78
Les communistes devenus patriotes 82
Lewis fait bande à part 84
Lewis contre Roosevelt 86
Les quatre rounds des mineurs 87

L'heure de Walter Reuther 90
La grève de *General Motors* (1945-1946) 92
Bataille du rail 94
Bataille du charbon 96

4. D'UNE LOI ANTIOUVRIÈRE A L'ANTICOMMUNISME 98
La loi Taft-Hartley 98
Une résistance larvée 101
Derniers soubresauts 104
L'expulsion des communistes 105
Les communistes perdent les Marins 109
Reuther purge l'Automobile 110
Le noyautage catholique 111
Un fief perdu : les Transports 112
La scission nationale 113
Au service de la guerre froide 115

5. LA RÉUNIFICATION SYNDICALE 118
Bataille dans l'acier 118
Mécanisme de l'unité 119
Consécration de l'anticommunisme 124
Contre la corruption 125
Epuration syndicale 127
Bilan de l'unité syndicale 131
Fiasco de l'opposition à la loi Taft-Hartley 133
Une aggravation : la loi Landrum-Griffin 134
Incapacité dans la lutte syndicale 135

6. LES SECTEURS COMBATIFS DU « LABOR » 138
L'automation 138
Luttes de classes 141
Dans l'Automobile 141
La grève Kohler 142
Dans l'Acier 143
Chez les Dockers 145
Chez les Marins 146
Chez les Cheminots 146
Chez les Typographes 147
Chez les Mécaniciens d'aviation 148
Dans les Transports en commun de New York 149
Dans le Caoutchouc 150

7. UN RENOUVEAU DU MILITANTISME 151
La pression de la base 151
Delano 155
La démission de Reuther 156
Les causes de la rupture 157
Un réquisitoire contre l'*A. F. L. - C. I. O.* 160
Où va Reuther ? 165
Index 167
Bibliographie sommaire 171

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 8 AVRIL 1970
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
CORBIÈRE ET JUGAIN A ALENÇON.
N° D'ÉDITEUR 201. DEUXIÈME TIRAGE :
5 500 A 11 000 EXEMPLAIRES.

24. Jean Chesneaux
Le Vietnam
25, 26. Fidel Castro
Révolution cubaine
27. Lorand Gaspar
Histoire de la Palestine
28. Frantz Fanon
Sociologie d'une révolution
29. Paul Nizan
Les matérialistes de l'antiqu
30, 31. Louis Althusser, E. Bali
Lire « Le Capital »
32, 33. N. Boukharine
E. Préobrajensky
ABC du communisme
34, 35, 36, 37. Che Guevara
Œuvres : Textes, souvenirs
et Journal de Bolivie
38. Régis Debray
Révolution dans la révoluti
39. Walter Benjamin
Essais sur Bertolt Brecht
40, 41. Rosa Luxemburg
Œuvres I et II
42. Frantz Fanon
Pour la Révolution africain
43. Emile Copfermann
Le théâtre populaire pourq
44. M.I. Finley
Le monde d'Ulysse
45, 46. Daniel Guérin
Sur le fascisme
47, 48. Rosa Luxemburg
Œuvres III et IV
L'accumulation du capital
49. Pierre Jalée
L'impérialisme en 1970
50. Paul Lafargue
Le droit à la paresse
51. Célestin Freinet
Pour l'école du peuple
52, 53, 54. Gian Mario Bravo
Les socialistes avant Marx
55, 56. *Paul Nizan*

IMP. GROU-RADENEZ, PARIS